

السنة الثالثة والثلاثون

Devant la 31^e Assemblée générale

La France risque d'être très attaquée à l'ONU

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 20 sch. ; Espagne, 16 pt. ; Canada, 5 C. ; Royaume-Uni, 3 sh. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 f. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.S. ; Thaïlande, 10 bahts. Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 4297-20 Paris
Tél. Paris 2° 630572
Tél. : 246-72-23

LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Élections européennes :

Le gouvernement n'entend rien changer aux pouvoirs de l'Assemblée de la Communauté

Espoir ou alibi ?

Magiques ou maléfiques, les élections européennes, dont les Neuf ont arrêté lundi les modalités, risquent de déclencher un débat manichéen comparable à celui que connaît la France il y a vingt-cinq ans avec la Communauté européenne de défense (armée européenne). Seule garantie de survie de la France pour les uns, alibi pour les autres, l'union de l'Europe, telle qu'elle était alors conçue, dressa les Français les uns contre les autres, divisa plus d'un parti et porta à la IV^e République des coups dont elle ne se remit jamais.

Pour éviter de pareils déchirements, dès la signature de l'accord de Bruxelles, le président de la République (par la voix de M. Lecat), et M. de Guiringaud, se sont employés à en minimiser la portée. L'Assemblée européenne élue au suffrage universel, disaient-ils, n'aura pas plus de pouvoirs que l'Assemblée désignée aujourd'hui. Sur le papier, c'est exact. Que se passera-t-il, cependant, si, forte de leur élection au parlement universel direct, les députés européens exigent de nouveaux pouvoirs et prétendent légiférer en constituants ? Une telle revendication est déjà lancée, et les députés néerlandais réclament d'avance à la quasi-unanimité que l'Assemblée européenne élue ait le pouvoir de mettre au pas le conseil des ministres et la Commission de la Communauté.

Sans doute peut-on répondre que de telles ambitions sont absurdes et chimériques, que les gouvernements, les États et les administrations sont là, qu'ils ont les moyens du pouvoir (en particulier les moyens financiers), qu'ils n'ont nulle intention d'y renoncer, et que les tenants de l'Europe « supranationale » n'auraient de chance de réussir un coup de force que s'ils pouvaient s'appuyer sur un mouvement révolutionnaire. Chacun sait que ce n'est pas le cas. Mais alors, peut-on se demander, à quel bon élitisme une Assemblée européenne qui n'aurait rien à faire ou presque ? N'est-ce pas « stupide » — comme l'écrivit la « Lettre de la Nation » — de s'occuper aujourd'hui de l'élection au suffrage universel d'une Assemblée « dont la principale occupation doit être d'aller à la pêche » ?

La vraie question n'est plus tout à fait là. L'Assemblée sera élue parce que cette élection est inscrite dans le traité de Rome. En bloquant indéfiniment cette disposition, la France contribuerait à bloquer le reste et à empêcher les réunions régulières des chefs de gouvernement. La vraie question est de savoir ce qu'on veut faire de cette Assemblée élue. Si les « supra-nationaux » veulent, par le biais du scrutin européen, forcer la main des gouvernements nationaux, les affrontements avec la France et la Grande-Bretagne (sans autres maux pas seulement) sont inévitables et conduiront au démantèlement de la Communauté. Mais si, à côté de l'Europe parlementaire, les Européens acceptent de construire enfin l'Europe des réalités, celle de la coopération et des politiques communes — politique de l'énergie, politique monétaire, politique régionale, etc. — avec les solidarités concrètes et les transferts de ressources que cela implique ; s'ils veulent que cette Europe soit européenne, non seulement dans le domaine de l'économie mais aussi dans celui de la culture ; s'ils entendent que l'Europe prenne ses responsabilités, quelle que soit son architecture, au lieu de chercher des directives à Washington, et qu'elle traite d'égal à égal avec les plus grands, l'Assemblée européenne émise aura alors son rôle à jouer. L'Assemblée européenne a un avenir si elle fait son métier. Elle n'en aura aucun si elle sert d'alibi pour continuer à ne rien faire.

La signature, lundi 20 septembre, par les neuf ministres des affaires étrangères de la Communauté, de l'acte « portant élection des représentants à l'Assemblée (européenne) au suffrage universel direct » a été accueillie avec satisfaction par tous les gouvernements et, dans l'ensemble, par les parlementaires des pays membres de la Communauté, à l'exception de l'U.D.R. que du parti communiste. Pour le gouvernement français, le changement du mode de désignation des députés européens n'entraîne aucune modification « ni dans la nature ni dans les pouvoirs » du Parlement de Strasbourg, comme l'a affirmé à Bruxelles, lundi, M. de Guiringaud.

La Communauté européenne s'apprête à recevoir prochainement une demande d'adhésion du Portugal. Cette démarche est la prochaine étape que se fixe le gouvernement de Lisbonne dans son rapprochement avec l'Europe, principal axe de sa politique étrangère, comme l'a expliqué à notre correspondant le chef de la diplomatie portugaise, M. Ferreira (voir page 2). Le Portugal deviendra le dix-neuvième État membre du Conseil de l'Europe. L'accord des Neuf sur l'élection européenne est un des résultats de l'offensive de charme déployée par M. Giscard d'Estaing en direction de ses partenaires européens, mais, pour le reste, la bonne volonté du président français n'a guère été payée en retour, comme le montre, ci-dessous, Philippe Lemaître.

Malgré les efforts de M. Giscard d'Estaing

UN BILAN NÉGATIF

par PHILIPPE LEMAÎTRE

En 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing, à peine installé à l'Élysée, annonçait son intention de relancer la construction européenne. Deux ans après, l'Europe est en panne, et le rôle qu'y joue la France n'a jamais été plus modeste.

La politique européenne française a changé de style : le président de la République, employé à la rendre plus souariante. Mais cette offensive de charme n'a pas été payante. Combien d'infortune, la France giscardienne, en dépit de ses efforts, continue d'être fréquemment désignée comme le mauvais élève de la classe européenne, alors que paradoxalement, la tête du zèle communautaire de Bonn ou de Londres est peu critiquée. Surtout, les principales initiatives prises par M. Giscard d'Estaing durant ces deux années — mise en place du Conseil européen, relance de la coopération économique et monétaire, rôle pilote assigné aux Neuf dans le dialogue engagé avec le tiers-monde — ont donné des résultats médiocres ou se sont soldés par des échecs. C'est plus l'Allemagne, pourtant peu soucieuse de relance, que la France, qui a donné le ton à l'évolution de la Communauté.

Les gestes de bonne volonté de M. Giscard d'Estaing sont nombreux. Pour gagner les bonnes grâces des Anglais, le président de la République, balayant les critiques — justifiées — adressées depuis presque un an par la France à un projet qui était soumis à l'approbation des Neuf, avait accepté, lors du « sommet » de Paris de 1974, la création d'un Fonds européen de développement régional, plus conforme aux intérêts de la Grande-Bretagne qu'à ceux de la France. Ce Fonds, réduit au rôle d'une simple caisse de péréquation, présentait l'inconvénient de tuer dans l'œuf toute tentative sérieuse pour mettre en place une politique d'aménagement du territoire à l'échelle de la Communauté.

La « désorption » en échec

M. Giscard d'Estaing avait accepté que certaines dispositions importantes du traité d'adhésion britannique à l'Union européenne de la C.E.E., régime d'importation du beurre de la Nouvelle-Zélande) soient révisés dans le sens voulu par M. Wilson. Au cours de l'ultime phase de cette « négociation », au Conseil européen de Dublin de mars 1975, le premier ministre britannique obtint largement satisfaction. Mais c'est surtout l'Allemagne du chancelier Schmidt, promue au rang de partenaire privilégié, qui bénéficia des faveurs de la France. Impressionnée par les performances économiques obtenues par le gouvernement ouest-allemand, le président de la République...

Plan Barre :

Nombreuses mesures de moralisation fiscale et deux étapes pour assainir la Sécurité sociale

M. Raymond Barre compte présenter, mercredi après-midi, à la commission des finances de l'Assemblée nationale, puis à la presse et aux téléscripteurs (à 20 heures), le plan de lutte contre l'inflation, que le conseil des ministres aura adopté dans la matinée. Le premier ministre fera, jeudi, à 13 heures, sur le même sujet, une déclaration à France-Inter.

Jusqu'à la dernière minute, le dispositif préparé à Maignan aura fait l'objet de retouches à la demande de l'Élysée. Il semble, dès à présent, acquis que le plan comportera un assainissement en deux étapes des finances de la Sécurité sociale et un grand luxe de mesures fiscales de « moralisation ».

Une majoration modérée des cotisations de Sécurité sociale a été confirmée par M. Beullac ; diverses économies et contributions complémentaires de l'État s'y ajouteront. En ce qui concerne la fiscalité, l'augmentation des 1976 de 4 % ou 8 % (selon les cas) de l'impôt sur le

revenu semble retenue pour plusieurs millions de contribuables ; l'impôt sur les sociétés serait également accru de 4 % et les prix de la vignette et de l'essence fortement majorés. En 1977, les seuils des tranches du barème d'imposition ne seraient pas relevés, malgré l'augmentation du coût de la vie, ce qui provoquerait un allourdissement de l'impôt. L'augmentation du prix de l'alcool figurerait parmi de nombreuses « recettes de poche ». Un emprunt pourrait être lancé afin d'aider les P.M.E. à financer leurs investissements. Enfin, un fonds d'action conjoncturelle (2,5 milliards) serait inscrit au budget de l'État afin de pourvoir à une relance éventuelle en cours d'année.

Sur les marchés des changes, le franc s'est affaibli mardi matin en raison des rumeurs faisant état d'un possible rétablissement de la devise-titre et d'un renforcement du contrôle des changes. Le dollar s'est redressé tandis que la spéculation à la hausse du deutschemark se ralentissait.

En fin de soirée, le président de la République et le chef du gouvernement hésitent toujours à sauter le pas : fallait-il mettre fin à une politique de libération des prix menée depuis deux ans sous la houlette de M. Giscard d'Estaing lui-même ? Fallait-il justifier les craintes de nombreux chefs d'entreprise qui, considé-

rant les périodes de liberté comme « l'exception qui confirme la règle », profitent des moments où leur liberté de manœuvre n'est pas entravée pour se faire — ou refaire — du « gras » ?

ALAIN VERNHOLLES,
JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 33.)

Quatre actions contre l'inflation

par ALBIN CHALANDON (*)

La maîtrise de l'inflation suppose que l'on remonte à la principale source du mal : la formation de revenus supérieurs à la production. Les mesures prises en aval, quelles qu'elles soient, s'avèrent soit inutiles, parce que sans effet, soit, inutilisables, parce que leur efficacité conduit au déclin.

Ainsi, limiter le colmatage de la masse monétaire à 5 ou 6 %, comme aux États-Unis, alors que les salaires et les revenus nominaux augmentent de 20 %, entraînerait la faillite d'innombrables entreprises, asphyxiées par le manque de trésorerie ou d'activité. La concentration des dépenses publiques, dans un budget prévoyant une augmentation de 12 % des traitements de la fonction publique, provoquerait rapidement l'arrêt des équipements et l'interdiction des services publics eux-mêmes, faute de crédits pour les faire fonctionner. Qui est prêt à prendre le risque de ce carnage ?

En niant la part prise par les salaires dans la hausse des prix, on tient pour nul l'enseignement que nous dispensent les expériences en cours aux États-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, qui démontrent le contraire. En

revanche, en faisant des profits les seuls responsables de l'inflation, on oublie qu'il faut, quel que soit le système économique, dégager un surplus pour financer les investissements de la nation.

Dire que les chefs d'entreprise augmentent leurs prix pour améliorer la rentabilité de leurs investissements est exact, mais c'est

(*) Ancien ministre, ancien député (U.D.R.).

AU JOUR LE JOUR

M. Raymond Barre y a-t-il songé ? Il suffirait d'un décret pour diminuer considérablement le gaspillage, sinon la consommation, des Français. Ce décret interdirait simplement la fabrication et la vente des objets non réparables, des appareils non rechargeables, des emballages non récupérables. Tout en gâchant moins d'énergie et de matière première, le baron Bic et ses confrères pourraient gagner

Stylos à bille

presque autant d'argent et créer davantage d'emplois pour l'entretien et la réparation de leurs produits. Mais, peut-être, craint-on en haut lieu que cela ne suscite une certaine nostalgie pour les régimes où l'on fait, de crise en crise, durer le mieux comme du neuf, et où l'on ne jette pas les premiers ministres tous les deux ou trois ans comme de vulgaires stylos à bille.

ROBERT ESCARPIT.

UNE PLUME CHINOISE AU «SERVICE DU PROLÉTARIAT»

Manichéisme et fraîcheur de Haoran

En créant une collection de poche, « La Chine d'aujourd'hui », Michelle Loi se propose de publier régulièrement des textes théoriques et des œuvres de fiction, récits et inédits en français, directement traduits du chinois. Ce genre de collection peut donner un aperçu de la production littéraire en Chine contemporaine. Le public non sinisant, c'est-à-dire pratiquement tout le monde, n'a accès qu'à très peu de textes et doit s'en remettre le plus souvent aux commentaires et aux exégèses non exemptes de passion des « spécialistes » qui oscillent généralement entre le ricaneusement suffisant et la pémolose des inconditionnels de la littérature dite « prolétarienne ».

L'écriture est une pratique sociale. Michelle Loi va plus loin et affirme que la production romanesque ne se différencie pas des textes théoriques. On raconte une histoire ou développe une argumentation, l'auteur fait, par essence, acte politique. L'écriture professionnelle « chinoise », por-

drappeau des masses », doit exprimer une nouvelle conception du monde. C'est tout le problème qu'aborde, un peu laborieusement et en affirmant plus qu'il ne démontre, Haoran dans son essai : *Ma plume au service du prolétariat* (1), un titre qui en dit long. Son roman, *Les Enfants de Xiehe* (2), est l'application au récit des idées de son essai. Ce roman, tiré à cinq millions d'exemplaires, fut publié en 1974. Et l'auteur est l'un des plus célèbres de la Chine d'aujourd'hui. Il raconte les aventures d'un pêcheur et de deux enfants qui, en 1942, luttent pour protéger le sol chinois, et particulièrement les îles Xiehe, de l'envahisseur nippon.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 7.)

(1) Trad. du chinois par Joli Bel-Lacour, Marc Kellermann et Michelle Loi. Alfred Bihel, 113 p., 12 F.
(2) Trad. du chinois par Liang Zai-chun, Alfred Bihel, 210 p., 30 F.

MAO TSE TOUNG LE GRAND LIVRE ROUGE.



Le grand livre rouge de Mao Tse Tung chez Flammarion. 368 pages, 43,70 F.

LES PROBLÈMES DE LA COMMUNAUTÉ

UN BILAN NÉGATIF

M. Giscard d'Estaing, conscient que l'Europe, pauvre en pétrole, ne peut s'offrir le luxe d'un affrontement avec ses fournisseurs extérieurs, avait souhaité qu'elle prenne la direction d'un mouvement européen qui se fonde sur le tiers-monde. En témoign de ses efforts pour convaincre les autres États membres qu'il n'avait nullement l'intention de fomenter une machination contre les États-Unis, le président de la République n'a été suivi qu'avec réticence. Les pays partenaires n'accèdent pas à participer à la construction européenne, celle-ci étant conçue par l'Europe qu'après elle. M. Kissinger eut l'honnêteté d'avaler. Les Neuf y parlent d'une voix, mais celle-ci tient du murmure, si bien que, faute d'initiales, le dialogue s'épuise. Lors de la conférence des Nations unies

DIPLOMATIE

EUROPÉENNE

Libres opinions

Pour une Europe prophétique

par RENÉ-FRANÇOIS LEJEUNE (*)

EN 1978, l'Europe, on l'espère, se donnera sa légitimité populaire. L'union douanière des technocrates se transformera en une union politique soumise, à partir de là, à la volonté démocratique de ses peuples. Les décisions prises par le Conseil européen, le 13 juillet 1976, et par les ministres des Neuf, le 20 septembre 1976, concernant les futures élections européennes, sont capitales pour l'avenir des neuf pays liés par le traité de Rome.

Il s'agit de répondre à l'appel de 1950. Ils seront neuf à voter en 1978. D'autres les rejoindront à plus ou moins longue échéance. La dernière, quart de ce vingtième siècle bouleversant vers Paris et Berlin, Rome et Athènes, Bruxelles et Amsterdam, Londres et Madrid réunis dans une prestigieuse union dont on devine sans peine qu'elle pourrait avoir à jouer un rôle déterminant dans l'évolution de l'humanité.

A une double condition : c'est que l'Europe unifiée sauvegarde son identité. Et qu'elle ouvre délibérément le chantier du futur. La bannière bleu ciel aux étoiles d'or devra préserver jalousement le génie européen. Dans son unité fondamentale et dans son constante diversité. Socrate, Pascal et Shakespeare, Michel-Ange, Rembrandt et Bach ne se laissent pas fuir dans un melting-pot à l'américaine. Si ce dernier possède ses vertus propres, ce ne sont pas celles de l'Europe. Le Parthénon et les pyramides de Gizeh ne sont pas des monuments de l'Empire State Building. L'Europe unie sera celle de ses cultures et de ses patries fortement contrastées, ou elle ne sera pas. Paraphrasant un mot célèbre de double allégeance, qu'on puisse y proclamer : « Je suis Européen, l'entente restera française ! » Cela signifie la pérennité des souverainetés nationales héritées du passé à côté de la souveraineté communautaire porteuse d'avenir. C'est-à-dire un équilibre des plus malaisés à préserver.

L'aventure européenne ne cessera d'ailleurs jamais d'être difficile. Mais elle sera aussi exaltante. Pour la jeunesse surtout. A condition que ces pays de vieille culture que l'histoire a placés, pendant de nombreux siècles, en tête du cheminement de l'humanité donnent à leur unification un objectif digne de leur passé, celui d'ouvrir délibérément le chantier d'une nouvelle civilisation.

La crise dont nous émergions le péniblement n'est probablement que le présage de secousses récurrentes susceptibles de précipiter finalement l'humanité dans la tourmente de quelque tragique « écosystème ». Les efforts de sauvetage à court terme par les vieux procédés keynésiens, fébrilement entrepris par les gouvernements occidentaux, resteront vains s'ils ne sont pas accompagnés d'une thérapeutique globale qui réveille le mal profond dont souffre une société qui tourne à vide autour de son mirage et de ses angoisses. Ce mal n'est plus seulement de nature économique.

Si l'Europe unie ne va pas qu'elle poursuive la construction d'un hypermarché commun, elle ira à contre-courant de l'histoire et se condamnera à accentuer les engorgements d'une croissance pathologique qui accumule ses effrayants déchets. Elle hériterait l'entropie de notre univers mécanique.

L'Europe, bien au contraire, n'offre-t-elle pas un champ idéal pour opérer le passage conscient et contrôlé d'une ère économique moribonde à l'ère nouvelle des équilibres de vie, de l'économie mercantile de possession à une économie communautaire d'épanouissement ? Dans le respect des sujétions de la nature et des exigences de la solidarité humaine.

L'Europe a été le lieu d'éveil du monde moderne ; son environnement mécanique n'est pas encore irrémédiablement détérioré ; elle a su préserver sa diversité culturelle dans une unité existentielle fondamentale ; elle a sauvegardé le trésor de la liberté ; elle possède la puissance technologique, la richesse humaine et les ressources qui lui permettent littéralement d'inventer l'avenir. Elle est prête à réaliser son unité positive. Voici le moment venu où il faudra un projet global qui permette d'utiliser son énorme potentiel pour susciter un monde nouveau. Seule une entreprise de cette envergure sera à même de réveiller les énergies et de conserver au mouvement d'unification sa crédibilité.

L'Europe mettrait ainsi volontairement fin à l'époque faustienne d'une société écurieuse. A l'idolâtrie du niveau de vie elle substituerait radicalement la valeur naissante de la qualité de vie. Éliminer les nuisances ; intégrer l'activité humaine dans le réseau biologique de la planète ; humaniser les cités, l'industrie, les conditions de travail ; favoriser l'essor de l'énergie propre, des équipements communautaires, des transports en commun ; décongestionner et personnaliser l'habitat ; désenclaver les zones urbaines ; rééquilibrer la nature en freinant l'industrialisation agricole, en rétablissant l'exploitation familiale, en reboisant à grande échelle ; donner à l'éducation un caractère plus global et concret qui favorise l'enseignement interdisciplinaire et généralise les apprentissages manuels ; décentraliser les processus de décisions et favoriser l'émergence de communautés locales et régionales responsables ; promouvoir une véritable culture de loisirs créatifs et apaisants en multipliant les plans d'eau, les réserves naturelles, les jardins populaires, les bases de détente bien équipées aux abords de chaque agglomération ; voilà quelques-uns des aspects de la société éclairée que l'Europe a désormais le pouvoir de créer. A condition de réorienter peu à peu tout l'appareil de production conformément aux nouvelles valeurs morales et sociales qui naîtront de la mise en œuvre délibérée de ce gigantesque projet global.

N'est-ce pas là une entreprise digne des peuples de la vieille Europe ? Il y faudra une prise de conscience collective qui n'est encore qu'à ses premiers balbutiements. Le Parlement européen, renforcé progressivement dans ses pouvoirs, aura un rôle capital à jouer dans l'élaboration de cette société nouvelle dont les grands et les servitudes vont bien au-delà des possibilités d'un pays isolé.

Et ce ne sera pas une société austère celle qui recréera une économie ordonnée à l'écologie et au bonheur ! N'en déplaise aux mathématiciens de l'anticroissance, le chantier du futur sera à expansion continue. Il y a à faire pour éliminer les métaux de la croissance moribonde ; tant à faire pour transformer l'Europe en un jardin apaisé et rendre la planète habitable à tous !

Cette société du futur est, bien entendu, une « utopie ». C'est-à-dire un lieu encore inexistante. L'Europe ne possède-t-elle pas les moyens de réaliser l'utopie raisonnable qu'exige le renversement des ténébreuses perspectives du monde actuel ?

Le moment approche où l'Europe devra, comme plus d'une fois au cours des siècles passés, se faire à nouveau prophétique.

(*) Secrétaire général du Centre Robert-Schuman pour l'Europe.

LES OCCIDENTAUX REJETTENT

UNE PROTESTATION SOVIÉTIQUE SUR BERLIN

Moscou (A.F.P.). — Les puissances d'occupation à Berlin-Ouest (Etats-Unis, France et Grande-Bretagne) ont rejeté, lundi 20 septembre, la proposition soviétique du 3 août contre la participation de Berlin-Ouest à la future Assemblée européenne. Les trois puissances ont remis au ministre soviétique des affaires étrangères des notes identiques déclarant que la participation des secteurs d'occupation occidentaux de Berlin aux tra-

vau de l'Assemblée européenne est un fait établi depuis 1947. Elles ajoutent que les représentants de Berlin-Ouest ne seront pas élus directement, mais seront élus indirectement par le Sénat de Berlin. Il est clair que le fait que des représentants de Berlin-Ouest participent à l'Assemblée européenne est une violation des conditions aux travaux de l'Assemblée européenne. Elles ajoutent que le statut de Berlin. Une telle participation ne constitue donc en aucun cas une violation de l'accord quadripartite.

Union soviétique

SELON M. BREJNEV

M. Kossyguine reprendrait « dans quelques semaines » ses fonctions de chef du gouvernement

De notre correspondant

Moscou. — M. Kossyguine, qui aurait été victime d'un incident cardiaque au mois d'août et n'a plus paru en public depuis juillet dernier, reprendrait ses fonctions de chef de gouvernement « dans quelques semaines ». Telle est la « confidence » que M. Leonid Brejnev a faite lundi 20 septembre à M. Averell Harriman, qu'il a longuement reçu au Kremlin. Les précisions apportées par M. Brejnev devraient mettre fin, en principe, aux rumeurs selon lesquelles M. Kossyguine serait définitivement déchargé de ses fonctions au cours du prochain plénum du comité central.

L'affaire Kossyguine comportait une inconnue : pourquoi avoir informé le monde entier de l'incident ? Une réponse vient à l'esprit : pour hâter le départ à la retraite du chef du gouvernement. Car il est bien évident que l'affaire a été connue grâce à une « fuite » soviétique dont a profité l'*Evening News* de Londres, même si M. Victor Louis, spécialiste de ce genre d'opérations et correspondant du journal à Moscou, n'a pas transmis lui-même l'information, ainsi qu'il l'affirme.

C'est surtout cet aspect de l'affaire qui alimentait les rumeurs. Qu'un homme de soixante-deux ans soit tombé malade, qu'il ne puisse exercer ses fonctions pendant quelque temps, n'a rien d'exceptionnel. Mais nous avons maintes fois la confirmation que M. Kossyguine a des ennemis politiques qui aimeraient le voir abandonner ses fonctions. Gageons que les adversaires du chef du gouvernement ne se recrutent pas parmi la vieille garde du régime, qui a toujours pris soin d'équilibrer le pouvoir de M. Brejnev en maintenant aux plus hautes responsabilités des hommes compétents. M. Kossyguine ou son fils, tout deux donc dépendent, en définitive, de la gravité de l'accident de M. Kossyguine. M. Brejnev de son côté, qui a toujours été très intéressé à déclencher une bataille.

Le général Andropov

La situation a cependant permis, et permet, au secrétaire général de marquer d'un trait de plus en plus net sa prédominance. Les signes ne manquent pas, à commencer par la nomination au début de septembre de M. Nicolas Tikhonov au poste de premier vice-président du gouvernement, à égalité avec M. Mazou-

rov. M. Tikhonov, âgé de soixante et onze ans, et qui remplit plutôt les fonctions d'œil du maître que celles de prétendant au titre, est un fidèle de M. Brejnev. Son amitié avec le secrétaire général remonte au début des années 30, alors que les deux hommes commençaient leur carrière dans leur région natale, à Dniepropetrovsk, en Ukraine.

C'est également au début du mois de septembre qu'un autre membre du clan de Dniepropetrovsk a fait l'objet d'une attention remarquée : il s'agit de M. Nicolas Tchicholokov, ministre de l'Intérieur, qui a été promu au grade de général d'armée, en même temps que M. Andropov, chef du K.G.B., dont les liens avec M. Brejnev sont assez étroits depuis la fin des années 30. Les trois hommes d'ailleurs habitent le même immeuble à Moscou.

Les prochaines semaines seraient marquées, laissent-on entendre à Moscou, par d'autres gestes de M. Brejnev, qui ne devraient laisser aucun doute sur sa volonté de se mettre en avant maintenant qu'il paraît avoir surmonté ses soucis de santé. L'annonce faite dimanche à Moscou d'un prochain voyage officiel en Allemagne fédérale — à l'invitation du chancelier Schmidt — ne constituerait nullement une exception. On parle également d'une retraite encore plus « personnelle » de M. Brejnev par le truchement d'une chaîne de télévision occidentale.

Quant à l'entrevue Brejnev-Harriman de lundi, elle a été essentiellement consacrée aux relations Est-Ouest. L'ancien ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S. a cherché à rassurer le secrétaire général sur les intentions de M. Jimmy Carter. Après cet entretien qui a duré trois heures, M. Harriman a affirmé que M. Brejnev avait paru « très intéressé » par les explications fournies. Il a notamment indiqué au secrétaire général qu'il ne fallait pas accorder trop d'importance à la rhétorique anticomuniste qui se développe aux Etats-Unis à l'occasion de la campagne

électorale. Dans ce genre de circonstances, a-t-il fait valoir, les candidats pensent peu à l'impact de leurs déclarations hors du pays.

La rencontre Brejnev-Harriman est annoncée en première page dans la presse, ce mardi 21 septembre, qui précise cependant qu'elle a eu lieu à la demande de l'ancien ambassadeur. Le communiqué de Tass ajoute que M. Brejnev a insisté, au cours de l'entrevue, « sur la grande importance de l'amélioration des rapports soviéto-américains » et a souligné que l'U.R.S.S. « œuvre inlassablement pour le développement continu de ces rapports sur la base de l'égalité et de l'entraide mutuelle en respectant strictement les accords et ententes intervenus entre l'Union soviétique et les Etats-Unis ».

Une façon comme une autre de rappeler qu'à Moscou, on estime que l'administration de M. Ford n'a pas toujours respecté ces accords et ces ententes.

JACQUES AMALRIC.

● RECTIFICATIF. — L'adresse du Comité pour la libération de Jean-Christian Triaud, parue dans notre numéro daté 19-20 septembre, page 3, comporte une erreur. Cette adresse est la suivante : 5, boulevard Lascrosses, 31100 Toulouse.

Irlande

LES « PROVS » REVENDIQUENT L'ASSASSINAT DE L'AMBASSADEUR BRITANNIQUE EN JUILLET

(De notre correspondant.)

Dublin. — Dans une interview à un journal du dimanche, *The Sunday Independent*, l'alle proviseur de l'I.R.A. a finalement revendiqué l'assassinat, commis au mois de juillet dernier, de l'ambassadeur britannique à Dublin, M. Christopher Ewart-Biggs, et d'une secrétaire qui l'accompagnait, Mlle Judith Cooke. Les leaders de l'organisation « extrémiste » déclarent que l'ambassadeur a été tué parce qu'il avait été envoyé en Irlande pour « coordonner les activités des services d'espionnage britanniques ». Les autorités britanniques ont immédiatement démenti l'accusation et tout qualifiée d'absurde.

Dans la même déclaration, les « provs » affirment que la paix ne reviendra que lorsque l'Etat confessionnel de l'Irlande sera détruit : « Les femmes devraient prendre conscience de ce fait », répondent-ils, à propos du mouvement Femmes pour la paix, et « ne pas se laisser emporter par des slogans ».

Après les controverses qu'a provoquées l'introduction de sa nouvelle législation antiterroriste, le gouvernement de Dublin considère cette interview comme une provocation. L'hebdomadaire qui publie l'interview déclare, dans un éditorial, qu'en dépit de son antipathie à l'égard de l'alle proviseur de l'I.R.A. il croit que « le public a le droit de savoir ce qu'elle dit ». Il condamne, par ailleurs, le « fascisme » des « provs », qui seraient les premiers à refuser à la presse la libre parole que nous leur avons accordée aujourd'hui. — J. M.

Yougoslavie

LA CONVALESCENCE DU PRÉSIDENT TITO « SE DÉVELOPPE AVEC SUCCÈS »

Belgrade (A.F.P.). — Le président Tito, « dont le traitement et la convalescence se développent avec succès », a reçu, dimanche 19 septembre, à Belje, cinq dirigeants yougoslaves, annonce l'agence Tanyoug-Belje, où le chef de l'Etat dispose apparemment d'une résidence, est situé au nord-ouest de Belgrade, à quelques kilomètres de la frontière hongroise, au centre d'une région giboyeuse renommée.

Les dirigeants que le président Tito a reçus, et avec lesquels « il s'est cordialement entretenu », sont MM. Vidvoje Zarkovitch, vice-président de la République, Vladimir Bakaritch, membre de la présidence, Stane Dolantz, secrétaire exécutif de la Ligue des communistes de Yougoslavie (L.C.Y.), Jakov Blazevitch, président de la Croatie, et Milka Planintz, président du parti croate.

Le 8 septembre dernier, les médecins avaient diagnostiqué une affection hépatique aiguë et ordonné plusieurs semaines de repos au maréchal Tito, avait-on annoncé cinq jours avant la date d'arrivée prévue de M. Giscard d'Estaing à Belgrade. Cette visite et celles qui devraient suivre furent annulées. Le chef de l'Etat yougoslave avait reçu du 8 au 12 septembre, comme prévu, M. Cernosek.

Italie

LE MAIRE DE ROME SE DIT HOSTILE A L'ABROGATION DU CONCORDAT

(De notre correspondant.)

Rome. — Célébrant à leur façon le cent sixième anniversaire du rattachement de Rome à l'Italie, les militants du parti marxiste ont organisé, le mardi 20 septembre, plusieurs marches anticoncordataires : dans les rues de la capitale, mais aussi à Milan et à Palermo, où ils ont occupé l'archevêché pendant quelques minutes.

Le mouvement de libération de la femme (O.L.F.) et le Front des homosexuels (F.O.R.) avaient donné leur appui à ces manifestations qui inaugurent « un mois de lutte anticoncordataire ». Se qualifiant de libérateurs, le parti de M. Marco Pannella (quatre députés sur six cent trente) est en effet partisan d'une abolition totale du concordat de 1829 qui régit les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Ce n'est pas l'avis du nouveau maire communiste de Rome, M. Giulio Carlo Argan, qui prêche le même jour une manifestation solennelle mais volontairement sobre au Capitole : « L'abolition du concordat, a-t-il déclaré à la radio, ne fait pas partie de mon horizon politique, parce qu'en abolissant pas une chose qui est survenue dans l'histoire. » M. Argan se range donc parmi les partisans d'une simple révision du pacte de 1829, révision que tout le monde, à commencer par le Saint-Siège, appelle de ses vœux, mais qui reste au point mort par la faute du gouvernement italien.

Le maire communiste a plaidé une nouvelle fois pour une collaboration avec l'Eglise, et dans le respect entier de la diversité des rôles. Ce langage ne peut que plaire au vicariat de Rome. Pour le moment, et malgré les polémiques indirectes dans les journaux, ses rapports avec la municipalité sont plutôt bons.

R. S.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter, les impôts et les femmes...

M. Jimmy Carter a sans doute commis sa première « gaffe électorale » importante en gettechant à être plus précis sur le plan fiscal, dont il s'était contenté de parler en termes assez généraux que vagues depuis le début de sa campagne. Le candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis avait à plusieurs reprises affirmé que, pour financer les importants programmes sociaux qu'il a l'intention de mettre en œuvre, il entendait faire peser davantage la charge fiscale sur « ceux qui ont les revenus les plus élevés » et alléger celle « des contribuables aux revenus inférieurs ou moyens ». Ses adversaires l'accusent de ne jamais s'engager nettement. Il a essayé alors d'entrer dans le détail, et le 17 septembre, il a déclaré à l'agence américaine Associated Press qu'il « agissait tout simplement de prendre en compte la moyenne nationale des revenus et d'imposer ceux qui sont au-dessus ». Le journaliste qui interrogeait M. Carter lui a fait aussitôt remarquer que la moyenne nationale se situait autour de 12 000 dollars (environ 58 500 F) par an, et qu'on ne pouvait qualifier de « riche » une famille gagnant 15 000 dollars (environ 75 500 F) par an. M. Carter a dû admettre qu'il n'avait pas encore les chiffres bien en tête.

M. Robert Dole, candidat républicain à la vice-présidence, a saisi la balle au bond en reprochant à M. Carter de vouloir « augmenter les impôts de la moitié des familles américaines ». On a parlé à la Maison Blanche de « grave maladresse ». Le président Ford se prépare

sans doute à poser quelques questions gênantes à ce sujet à son adversaire lors du duel télévisé jeudi 23 septembre.

La « gaffe » de M. Carter révèle, en effet, une ignorance des réalités économiques. Le candidat démocrate, qui, tant que gouverneur de Georgie par exemple, a assumé des responsabilités financières importantes, semble ne pas connaître le montant du revenu moyen d'une famille américaine.

Le président Ford aura, sur ce terrain, la partie d'autant plus belle que le parti républicain est traditionnellement hostile aux augmentations d'impôts. C'est le Congrès, à majorité démocrate, qui a tout récemment refusé certains allègements de l'impôt sur le revenu proposés par le président. M. Ford lui-même, dans une interview publiée dimanche 20 septembre par le *Reader's Digest Magazine*, propose de réduire la charge fiscale « des contribuables moyens », précisant qu'il entend par là « ceux qui gagnent entre 6 000 et 30 000 dollars par an ».

La première tentative de M. Carter d'échapper à sa réputation de margouillat économiste se fut donc pas portée chance. Aura-t-il plus de succès avec l'effort qu'il entreprend pour séduire un peu son « image de marque » de précher baptiste austère et vertueux ? Les lecteurs de *Play-Boy* ont eu, en effet, la surprise de lire une interview du candidat démocrate dans laquelle celui-ci déclare « avoir commis plusieurs fois l'adultère dans son cœur », et « avoir regardé un nombre de femmes avec envie ». — D. Th.

Liberté. Libertés

Reflexions du comité pour une charte des libertés animé par Robert Badinter

Preface de François Mitterrand

GALLIMARD

EUROPE

APRÈS L'ÉCHEC DES SOCIAUX-DÉMOCRATES AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES SUÉDOISES

La presse non socialiste s'inquiète déjà des difficultés du prochain gouvernement

Stockholm. — M. Olof Palme a présenté, lundi 20 septembre en fin d'après-midi, la démission de son gouvernement au président du Riksdag, M. Henry Allard. Ce ministre, cependant, expédiera les affaires courantes jusqu'à la désignation d'un nouveau cabinet, ce qui ne devrait pas intervenir, en principe, avant les premiers jours d'octobre. Le nouveau Parlement devra tout d'abord élire son président : c'est lui et non plus le roi qui, en vertu de la réforme constitutionnelle adoptée en 1970, désignera le premier ministre.

De leur côté, les états-majors des partis se sont réunis séparément pour étudier les résultats du scrutin, dont les chiffres définitifs ne seront connus que mercredi 22 septembre, une fois achevé le dépouillement des cinquante mille derniers votes par correspondance. Les résultats des élections municipales et aux conseils généraux indiquent à peu près les mêmes tendances que les législatives, avec toutefois quelques exceptions spectaculaires. Ainsi, à Göteborg, deuxième ville de Suède, les sociaux-démocrates et les communistes ont mis fin à dix ans de régime libéral. A Stockholm, en

De notre correspondant

revanche, les « bourgeois » l'ont emporté pour la première fois depuis six ans en enlevant 52 des 101 sièges. Les immigrants ont, semble-t-il, voté d'un « che dans la proportion de 60 à 70 %, ce qui est supérieur aux prévisions.

La chute du gouvernement social-démocrate fait encore les grands titres des journaux, mais la presse « bourgeoise » commence déjà à parler timidement des difficultés qui attendent le gouvernement non socialiste dans les mois qui viennent. La préparation du budget sera probablement retardée en raison du départ de nombreux hauts fonctionnaires des ministères, mais, selon un porte-parole du parti du centre, il n'est pas impossible que le futur premier ministre demande au directeur du budget de rester à son poste jusqu'à la fin de l'année, à titre de conseiller.

Les syndicats prêts à l'action

Les trois partis doivent aussi se mettre rapidement d'accord sur la politique commune qu'ils entendront mener. On les sait divisés sur de nombreuses questions, à commencer par la plus urgente : les impôts en 1977. Dans l'attente d'une véritable réforme fiscale, les sociaux-démocrates avaient choisi ces dernières années d'abaisser par paliers l'impôt national, pour faciliter les négociations avec les travailleurs et limiter les augmentations de salaires. Pour 1977, un nouvel accord de ce genre avait été conclu au mois de juin avec les syndicats de travailleurs et d'employés L.O. et T.C.O. : il prévoyait une diminution de l'impôt national de l'ordre de 2 000 couronnes par an pour les salaires moyens. Le gouvernement avait envisagé de financer cette réforme par une augmentation de 3 % de la taxe patronale. Les propositions de l'opposition diffèrent légèrement. Celles des centristes et des libéraux envisagent peut-être un peu plus les cadres. Celles des conservateurs assouplissent la progression de l'impôt en faveur des hauts salaires.

C'est surtout sur le financement de ces ajustements fiscaux que les « bourgeois » sont en désaccord. Les conservateurs auront beaucoup de mal à accepter une majoration des charges patronales, qu'ils jugent déjà trop élevées.

« Lorsque notre programme sera prêt, a déclaré lundi M. Per Ahlmark, le leader libéral, nous discuterons avec les syndicats. » Ceux-ci attendent avec curiosité et impatience cette première prise de contact officielle. Voilà quarante-quatre ans qu'ils n'ont pas discuté avec un gouvernement « bourgeois », et il n'est pas impossible que L.O. durcisse maintenant ses positions. Il ne fait aucun doute que le grand syndicat à une revanche à prendre sur ces trois partis qui depuis un an à peu près ne cessent de l'attaquer. M. Ahlmark n'a-t-il pas dit par exemple que « la meilleure chose à faire avec le projet Médner (fonds collectif de salaires) était de le jeter immédiatement à la corbeille » ?

Ces prises de position risquent de détériorer le climat social dans les mois qui viennent. Sur de sa force, L.O. n'est pas décidé à laisser faire et son président, M. Gunnar Nilsson, a déclaré : « Pendant des dizaines d'années, nous savions que les sociaux-démocrates au pouvoir étaient nos alliés. Aujourd'hui, nous n'avons aucune expérience pratique des discussions avec les partis bourgeois ; les centristes, les conservateurs et les libéraux ont des idées différentes sur le système fiscal provisoire. Or, à notre avis, seule la proposition sociale-démocrate était intéressante, car elle accordait des avantages substantiels aux travailleurs les moins rémunérés. Les négociations salariales seront certainement cette année plus difficiles que prévu. » L'un des vice-présidents de L.O., M. Westerberg, a également rappelé que les caisses de L.O. « sont bien remplies ». Ce qui revient à dire que les syndicats n'excluent pas le recours à la grève, pour appuyer leurs revendications et faire pression sur les nouveaux gouvernants.

ALAIN DEBOVE.

Les réactions en France

M. MITTERRAND : la prochaine victoire.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., après avoir analysé l'échec des sociaux-démocrates comme « un phénomène d'usure », a noté : « L'exception socialiste en Suède est irréversible (...). Les partis bourgeois au pouvoir ne pourront revenir sur les conquêtes sociales de la social-démocratie ». M. Mitterrand a estimé que « la déperdition de force d. l. social-démocratie suédoise enregistrée depuis dix ans » comporte une leçon, à savoir que « les socialistes au pouvoir doivent toujours se renouveler ». Enfin, le premier secrétaire du P.S. s'est dit « un peu triste », mais « tranquille sur la suite des choses ».

Dans un télégramme adressé, lundi 20 septembre, à M. Olof Palme, leader du parti socialiste suédois, M. Mitterrand note que « l'exemple des pays scandinaves voisins montre que le succès électoral d'une alliance bourgeoise ne permet pas une pratique politique durable ».

« L'échec du parti social-démocrate en Suède », ajoute le premier secrétaire du P.S., il poursuit : « Les socialistes français ont confiance dans votre parti et en vous-même, pour conduire la social-démocratie suédoise à sa prochaine victoire et vous assurer de leurs sentiments fraternels ».

M. DEFFERRE : le principe de l'alternance.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, maître de Marseille :

« Les sociaux-démocrates suédois ont accepté, sans aucune discussion, le principe de l'alternance. En France, ni la majorité ni le président de la République n'ont accepté de dire clairement que si l'union de la gauche l'emportait au scrutin universel elle pourrait gouverner. C'est, à mon sens, la première leçon qu'il faut tirer des élections suédoises. »

« Sur les causes de la défaite des sociaux-démocrates, je pense que, après quarante-quatre ans de pouvoir et de multiples réformes, il y a certainement un phénomène d'usure. La défaite tient cependant à un pourcentage infime. Ce n'est pas un raz de marée qui a balayé les sociaux-démocrates, et si nous prenons le pouvoir en 1977 je serais très heureux si la gauche reste quarante-quatre ans au pouvoir. »

M. GUY GENNESSEUX : pas de nationalisations anarchiques.

M. Guy Gennesseux, secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche : « Si quarante-quatre ans de passé social-démocrate était peut-être beaucoup trop pour la Suède, vingt ans de pouvoir de la droite c'est beaucoup trop pour la France. Mais nous devons aussi tirer la leçon de l'échec de nos amis sociaux-démocrates. Les radicaux de gauche en particulier sauront le faire tout au long du combat qu'ils mènent actuellement pour que la victoire de la gauche en France ne signifie pas la victoire collectiviste des nationalisations de la bureaucratie ni celle d'actions anarchiques viendrait rendre insupportable aux Français. »

M. HENRI CAILLAVET : non à la bureaucratie.

M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne (gauche démocratique) a notamment déclaré : « Le recul du plus ancien parti social-démocrate en Europe, comme l'éventuel retour de la démocratie chrétienne en Allemagne fédérale, risque de diminuer la crédibilité des socialistes français tant au plan national qu'au plan européen. Les élections de Suède traduisent le désir profond d'une population qui, après avoir obtenu une élévation de son niveau de vie, a soif d'esprit d'initiative et entend rejeter les contraintes d'une bureaucratie envahissante. »

M. ABELIN : un étatisme par trop envahissant.

M. Pierre Abelin, vice-président du Centre des démocrates sociaux : « Le modèle suédois était apparu longtemps comme ayant réussi à concilier la libre initiative avec qu'une certaine économie de marché et une répartition satisfaisante du revenu national ; après quoi, tout système politique secretant ces poisons, on a été conduit à un étatisme par trop envahissant qui donnait l'impression à de nombreux citoyens qu'ils perdaient toute faculté de créer et qu'ils étaient livrés à l'arbitraire des bureaux. »

M. DOMINATI : une réaction de bon sens.

M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indé-

pendants, a déclaré lundi 20 septembre :

« Depuis 1973, et plus encore depuis ces derniers mois, M. Palme rapprochait progressivement la politique social-démocrate qu'il menait des thèses du parti socialiste français : nationalisation, autogestion, bureaucratie... C'est donc une réaction de bon sens des électeurs d'avoir refusé cette radicalisation du régime. »

« Ma deuxième constatation porte sur la très grande chance dont profitent les citoyens de ce pays : en Suède, l'existence du parti communiste et le bras étique des sociaux-démocrates rendent possible une alternance au pouvoir sans risque de bouleversement, ni de péril pour la démocratie. »

« Chacun sait que ce n'est pas le cas en France, où le parti communiste exerce une pression continuelle sur la coalition d'opposition, sans renoncer à ses objectifs fondamentaux... »

« L'HUMANITÉ » : l'alternance, règle absolue de la démocratie.

« La France n'est pas la Suède, et une défaite électorale à Stockholm ne saurait prouver de ce qui se passera à Paris. »

« Les situations sont radicalement différentes. »

« Par exemple, chez nous, un programme commun de gouvernement qui préconise de profondes transformations politiques, économiques et sociales, et notamment la nationalisation de plusieurs secteurs-clés. »

« Le parti communiste, en Suède, ne représente qu'une force d'appoint (à peine 5 % de l'électorat), et les dirigeants sociaux-démocrates (45 % environ des suffrages), bien qu'ils eussent accepté au Parlement les voix des députés communistes — ils en avaient arithmétiquement besoin — proféraient quotidiennement les slogans anticommunistes les plus vulgaires. »

« Selon le giscardien Dominati, l'alternance ne serait précisément possible que dans ce contexte : l'existence du P.C. et sans « critique des sociaux-démocrates ». »

« Pour les communistes français, l'alternance est une règle absolue de la démocratie, en France et pas seulement en Suède ; et ceux qui, comme M. Dominati, la refusent par avance à une majorité électorale d'électeurs sont, tout simplement, de faux démocrates. »

« Le socialisme n'a pas été vaincu, dimanche, à Stockholm : il reste à édifier. »

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit.
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e.

CUIR CENTER

100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.	Copacabana	Un salon cuir "texas" 5 places Prix d'ouverture	3950 f.
	Sully		
	Atlanta		
	San Francisco		
de 6.000 à 9.000 f.	Baltimore		
	Madison		
	Houston		
	Chenonceaux		
	Cincinnati		
	Bahia		
	Amboise		
de 9.000 à 11.000 f.	Chambord		
	Nebraska		
	Dallas		
	Balmoral		
	California		
	Néveda		
	Miami		
de 11.000 à 15.000 f.	Chevigny		
	Edimbourg		
	London		
de 15.000 à 20.000 f.	Louisiana		
	York		
	Philadelphie		

Une fois seulement rendus, vous êtes rassurés de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du cuir. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

CUIR CENTER
176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert : lundi de 10 h à 19 h / mardi de 10 h à 19 h / mercredi, jeudi, vendredi de 10 h à 23 h / samedi de 10 h à 19 h / dimanche de 10 h à 19 h / Pédagogie dans l'ameublement.
RER : Nation - METRO : Philippe Auguste

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX

l'année prochaine une paie et une comptabilité qui marchent...

SLIGOS vous propose ses services
"PAIE ET COMPTABILITE PME"

en Service Bureau ou en Télégestion

Pour la paie et la comptabilité des PME, SLIGOS propose le choix entre deux modes de traitement : le Service Bureau, un service de traitement à façon standard mais personnalisé, ou la Télégestion, un service complet de gestion, qui vous donne la maîtrise totale de vos traitements grâce à un terminal installé chez vous et relié à nos ordinateurs.

avec des délais assurés

Pour assurer ses délais SLIGOS a conçu une organisation qui, en facilitant le contact entre les services utilisateurs et les techniciens, supprime les erreurs d'incompréhension, source de nombreux retards dans les traitements. De plus SLIGOS a réparti ses Centres de traitement sur Paris et la Province afin de rapprocher les ordinateurs des clients.

et un service personnalisé... et compétitif

SLIGOS vous offre un service personnalisé grâce à l'adaptabilité de ses programmes qui permettent de bien répondre aux besoins propres de chaque entreprise, et un service compétitif grâce à son expérience des problèmes de paie et de comptabilité qui lui vaut d'être aujourd'hui l'une des premières sociétés françaises de services informatiques auprès des PME.

SLIGOS
91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX - Tél. 776-42-42
Conseil, assistance et réalisations, produits informatiques, services de gestion

A retourner à A. OLIVIER - 91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX

Monsieur : Fonction :
Société : Tél :
Adresse :
Activité de la Société :
Souhaite ☐ recevoir une documentation sur les services "Paie et Comptabilité PME"
☐ avoir la visite d'un spécialiste SLIGOS.

مكتبة

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

L'échec de la rencontre de Chitauru a provoqué une recrudescence des combats

L'échec des entretiens libano-syro-palestiniens de Chitauru a eu pour première conséquence une recrudescence des combats sur tous les fronts. A Beyrouth, les forces de la gauche ont pris l'initiative, en attaquant plusieurs points. Les combats ont également repris dans la montagne, ainsi que dans le sud du Liban, près de la localité de Jezzine.

D'autre part, de nouveaux incidents ont éclaté entre miliciens chrétiens conservateurs, à proximité de la caserne de Sarba, près de Jounieh, à 15 kilomètres au nord de Beyrouth, et autour de la station de Radio-Amchit, contrôlée par le président Frangie. Selon la radio des forces de gauche, ces affrontements ont opposé des phalanges à la milice du chef de l'Etat, dont certaines unités, commandées par le président Frangie, le fils du président, tentaient de démanteler les équipements de la station de Radio-Amchit à Ehden, localité de la montagne libanaise surplombant le village de Zghorta.

Sur le plan politique, le nouveau gouvernement, remanié par le président Frangie, s'est réuni lundi au village de Kfour, avec la participation des seuls ministres chrétiens, en vue de prendre certaines mesures d'urgence avant l'entrée en fonction, jeudi, de M. Elias Sarkis, le président élu. Le bureau de la Chambre a tenu, pour sa part, lundi, une réunion en vue d'examiner les modalités de la cérémonie de prestation du serment constitutionnel par le nouveau chef de l'Etat. Selon une

source informée, les participants étaient partagés : les uns voulaient reporter la date de la cérémonie, en attendant le rétablissement de la sécurité dans le pays ; les autres, organiser la cérémonie en présence du seul bureau de la Chambre.

M. Kamal Joumblatt, chef de file de la gauche, a critiqué, lundi, M. Sarkis pour sa participation aux rencontres de Chitauru. « M. Sarkis, a-t-il déclaré, ne devrait pas participer à de telles rencontres avant son accession au pouvoir, d'autant plus que les personnalités syriennes qui étaient présentes n'étaient pas de son rang. Il a commis une erreur en acceptant d'examiner les relations entre la résistance et l'Etat libanais, puisque, cet Etat, à l'heure actuelle, n'existe pas. » Le président élu, à l'autre part, estimé M. Joumblatt, « a exprimé, au cours de la réunion de Chitauru, des points de vue ne différant en rien de ceux du front de Kfour (groupant la droite chrétienne), et cela est grave, car les points de vue de ce front et ceux de la Syrie procèdent de la même logique ».

Le chef de file de la gauche a ajouté : « Lorsque les Syriens ont demandé la tenue de la rencontre de Chitauru, ils ont bien spécifié que cette réunion devait être consacrée à l'annonce d'un cessez-le-feu, et c'est pour cela que nous avons accepté que M. Sarkis dirigeait la cérémonie comme représentant de la résistance et du Mouvement national (la gauche libanaise). » — (A.F.P., Reuters.)

A L'ISSUE DE LA MISSION DE M. KISSINGER

Cinq chefs d'Etat africains noirs vont se réunir à nouveau pour examiner les résultats des entretiens de Pretoria

Poursuivant sa mission de médiation en Afrique, M. Kissinger devait quitter Lusaka mardi 21 septembre pour Dar-es-Salaam, où il informera le président Julius Nyerere des « progrès » qu'il a enregistrés lors de ses entretiens avec MM. John Vorster et Ian Smith, respectivement premiers ministres d'Afrique du Sud et de Rhodésie. Selon notre envoyé spécial en Tanzanie, Jean-Claude Pomonti, les propos encourageants tenus par les trois protagonistes après leurs conversations de Pretoria sont accueillis avec un certain scepticisme dans les capitales africaines intéressées.

Johannesbourg. — MM. Ian Smith, Henry Kissinger et John Vorster ont réaffirmé chacun de leur côté, lundi 20 septembre, que « des progrès » avaient été accomplis dans le règlement des crises rhodésienne et namibienne. Ces progrès sont même qualifiés de « considérables » par le secrétaire d'Etat américain. M. Vorster a expliqué pour sa part qu'il n'a pas été question de « pressions » sur l'un ou l'autre des partenaires, mais plutôt de « francs échanges de vue ». Il s'est dit satisfait « que des progrès aient été faits sur le Sud-Ouest africain comme sur la Rhodésie ».

M. Smith a déclaré, pour sa part, à son retour dans la capitale rhodésienne : « Les collègues de mon cabinet et moi-même venons à Salisbury avec une compréhension très claire de la position de l'Occident sur la Rhodésie. Nous croyons qu'il y a un engagement notre avenir, il nous faudra nous soucier du monde qui nous entoure ».

Si l'heure n'est pas au triomphe, les deux chefs de gouvernement et le secrétaire d'Etat s'appliquent à faire savoir que la porte reste ouverte à une solution pacifique des problèmes de l'Afrique australe.

La solution du conflit rhodésien pourrait être trouvée dans le cadre d'une conférence qui serait convoquée par la Grande-Bretagne, puissance légalement responsable de la colonie rebelle. Cette conférence pourrait aboutir à la création d'un gouvernement intérimaire pour la Rhodésie, encore indéterminée, précédée de l'installation au pouvoir de la majorité noire. Des garanties financières seraient alors accordées aux colons blancs désirant s'en aller ou rester dans le pays.

« K is hopeful » (Kissinger est plein d'espoir) titrait, lundi à la une, le *Rand Daily Mail*, quotidien anglophone libéral. « Dr K has hope for Rhodesia » (le Dr Kissinger a de l'espoir pour la Rhodésie), affirme le *Citizen*, quotidien publié par des milieux proches du gouvernement africain, et destiné à faire concurrence au *Rand Daily Mail*.

En revanche, les commentaires sont plus circonspects. Pour le *Rand Daily Mail*, « les décisions dont dépend l'avenir de toute la

A l'issue de son tête-à-tête avec M. Kissinger, M. Kenneth Kamda, chef de l'Etat zambien, a indiqué, lundi soir, que les cinq présidents des pays dits de « première ligne » (Zambie, Tanzanie, Mozambique, Botswana et Angola) se rencontreraient prochainement pour examiner les résultats de la « mission Kissinger ».

A Salisbury, M. Smith a affirmé, lundi, dans une interview radiodiffusée, que les conversations de Pretoria avaient abouti à des « résultats concrets » qui « pourraient conduire à un règlement dans un proche avenir ».

De notre correspondant

Le quotidien anglophone destiné aux Africains est le plus sceptique : « Sans dire que nous avons atteint un point de non-retour, nous doutons cependant de la capacité du premier ministre sud-africain, M. Vorster, et de son homologue rhodésien M. Ian Smith d'apprécier véritablement l'urgence de la situation. On peut très bien comprendre le souci du secrétaire d'Etat américain qui fait une course contre la montre pour éviter une confrontation sanglante en Afrique australe, mais nous ne pouvons qu'espérer un certain pessimisme sur ses chances de succès... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

NATIONS UNIES

DEVANT LA XXXI^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La France risque d'être très attaquée

De notre correspondant

Nations unies. — La trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies commence ses travaux ce mardi 21 septembre. De l'avis de la grande majorité des délégués, elle sera placée sous le signe de l'Afrique australe. La Namibie, la Rhodésie, l'Afrique du Sud, seront au centre des débats, d'abord au Conseil de sécurité à partir du 22 septembre, puis à l'Assemblée générale, et enfin en quatrième commission.

Il ne fait pas de doute que la France sera — dans la meilleure des hypothèses — épinglée au passage à propos de la vente de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud. Il est même probable qu'une offensive en règle sera déclenchée contre elle et que des résolutions la condamnant et proposant des représailles seront soumises au Conseil de sécurité. M. Jacques Lecomte, chef de la délégation française par intérim, n'aurait alors d'autre ressource que d'user de son droit de veto, mais l'image de marque de la France n'en serait pas rehaussée. La France sera sans doute également prise à partie à propos de la question de Mayotte.

D'une façon générale cette session de l'Assemblée générale se divisera en deux temps : avant le 2 novembre — date des élections présidentielles américaines — et après. Les débats concernant un nouvel ordre économique promettent d'être vigoureux et, selon un délégué particulièrement bien renseigné, même durs — compte tenu du pessimisme qui règne chez les non-alignés à la suite de l'échec de la dernière réunion de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement et du piétiement de la conférence Nord-Sud, — mais les délégués

attendront, pour commencer, que les électeurs américains se soient prononcés entre MM. Ford et Carter.

La Proche-Orient ne sera pas passé sous silence mais il ne sera pas, pour une fois, au centre des préoccupations. En raison de la situation au Liban, on pense que les Arabes éviteront d'étaler au grand jour leurs divisions. Le rapport de la commission sur les droits des Palestiniens sera, bien sûr, soumis à l'Assemblée générale et sera, une fois encore, criblé de flèches verbales, mais on ne s'attend pas à ce que des initiatives concernant la Proche-Orient soient prises cet automne.

L'Algérie et le Maroc s'affronteront une nouvelle fois à propos du Sahara occidental, en dépit des efforts entrepris par des pays arabes pour les « séparer ». Timor divisera les non-alignés, comme l'année passée. En revanche, les pays du tiers-monde travailleront de conserve pour obtenir la réélection d'une session spéciale des Nations unies sur le désarmement.

L'Allemagne fédérale, soutenue par les Occidentaux, proposera l'adoption d'une convention sur la prise d'otages à bord d'avion. Plusieurs délégués du tiers-monde, réputés modérés, estiment que ce périlleux risque de gêner plutôt que d'aider une cause qui, autrement, fait des progrès au sein de l'organisation internationale.

L'admission du Vietnam et de l'Angola, la question de la « prise unilatérale » des eaux du Gange, à Farakka (visant l'Inde), seront les autres points chauds de cette session, dont on prévoit qu'elle sera particulièrement animée, dans l'ensemble, moins orageuse que les deux précédentes.

M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, soutenu par les non-alignés et par quatre des grandes puissances — seule la Chine pourrait s'abstenir — sera sans doute reconduit dans ses fonctions, les autres candidatures au poste de secrétaire général ayant fait long feu.

LOUIS WIZNITZER.

Apprenez l'anglais l'allemand le français etc... avec la méthode **inlingua** active, directe, personnalisée

ADAPTEE AUX ADULTES Cours sélectifs du soir et des entreprises dans le cadre de la formation continue.

120 Cours, 120 langues INLINGUA en Europe.

Renseignez-vous : **inlingua** 75017 PARIS - Tél. 8248.572 « Site central » 8, rue de Choiseul de l'Alcazar - 75012 PARIS - Tél. 867.55.55. Tous les jours de 9h à 20h

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

Commerce International Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année.

Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Commerciales Supérieures), organisée par un établissement affilié.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT **EAD** Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.86.24 - 742.86.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

Ministre de la coopération

M. ROBERT GALLEY SE REND AU TOGO ET AU TCHAD

M. Robert Galley, ministre de la coopération, se rendra en visite cette semaine au Togo et au Tchad, a-t-on appris lundi 20 septembre à Paris.

M. Galley, dont c'est le premier voyage en Afrique depuis sa nomination, séjournera, les 23 et 24 septembre à Lomé, où il rencontrera le général Gnassingbé Eyadéma, président de la République du Togo et président en exercice du Conseil de l'entente, qui regroupe le Bénin, la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger et le Togo. Il se rendra ensuite à N'Djaména, où, du 25 au 26 septembre, il rencontrera le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien.

M. Galley, qui était alors ministre de l'équipement, s'est déjà rendu au Tchad, en décembre 1975 et en janvier 1976, voyages qui permirent la normalisation des rapports franco-tchadiens, gravement détériorés par l'affaire Claustre.

Guinée

M. SEYDOU KEITA, ambassadeur de la République de Guinée en France, a démenti les informations publiées dans le *Monde* du 18 septembre, sur la foi d'une dépêche de l'agence Reuters, selon lesquelles la Guinée avait fermé son ambassade à Bissau. M. Seydou Keita a précisé à ce sujet : « Les deux Guinées entretiennent les relations les plus fraternelles, et il ne sera jamais question de rompre les bonnes relations qui unissent nos deux pays. »

Jean Monnet parle

- * Les partis politiques à l'heure européenne
- * L'Europe du concret
- * La bataille électorale en Allemagne
- * Le contrat social britannique
- * Dans le numéro d'octobre de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM _____

RUE _____

VILLE _____

(PUBLICITÉ)

Congrès de Comptabilité, Londres 1982

La comptabilité traditionnelle, « à partie double », ne donne pas satisfaction. Quand les indices de prix diminuent, elle affiche des bénéfices inférieurs à la réalité. Quand ils augmentent, elle affiche des bénéfices fictifs. Il faut adopter une technique différente qui donne satisfaction en toutes circonstances, déflation, inflation, et stabilité des prix.

La Comptabilité qui traduit la réalité en toutes circonstances est la

COMPTABILITÉ INDEXÉE

laquelle fut votée le 29 novembre 1968, par le ministre des Finances, de la part du ministre François-Xavier Ortoli, sous la présidence que les bénéfices FICTIFS sont un IMPÉRATIF FISCAL !

PATRONS

exige l'abolition immédiate de la Loi Débré du 29 décembre 1968 qui rend obligatoire la Comptabilité « à partie double », et adopte aussitôt la Comptabilité Indexée. Puisqu'elle traduit la réalité en toutes circonstances, son adoption est de droit naturel ! Et exigez-la

RESTITUTION par le FISC

des Impôts que vous avez payés sur des bénéfices FICTIFS. Toutes les données nécessaires figurent dans mon Ouvrage

« SORTIR DE L'INFLATION »

que l'envoie par poste pour tous pays moyennant une participation de 50F français, versement à l'avance, par chèque bancaire, ou virement postal, ou chèque postal 3 volets, ou en espèces à mon domicile. No Copyright. Reproduction autorisée.

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS C.F. Paris 1982-11 Tél. (1) 265-58-76

La Comptabilité Indexée fait son chemin : Universités de Nanterre, Toulon, Grenoble, Genève, Mons, Banque du Maroc (Casablanca), Banque de Côte d'Ivoire, etc. Les banques se rendent compte que mauvais service elles rendent à des « canards boiteux » qui ignorent leur situation déficitaire, alors que leur comptabilité Légale affiche de brillants bénéfices FICTIFS ! Alors qu'elles sont en train de

« MOURIR DE PLAISIR »

pendant toute la durée du SICOB

LA BOUTIQUE DANOISE
diffusion
DANEFRANCE

exposition permanente de mobilier de bureau en son magasin, du 25 septembre au 6 octobre



LA BOUTIQUE DANOISE
42, avenue de Friedland 75008 PARIS
Tél. 227.02.92 et 267.54.91

A TRAVERS LE MONDE

Chypre

● L'ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Spyros Kyprianou, chef du parti du Front démocratique, a été élu lundi 20 septembre président de la nouvelle Assemblée nationale chypriote grecque à l'unanimité des voix. Le Front démocratique détient 21 des 35 sièges de l'Assemblée. — (A.F.P.)

Égypte

● ONZE « ÉLÉMENTS COMMUNISTES NOTOIRES », selon les termes du premier ministre égyptien, M. Moustafà Salem, ont été arrêtés lundi 20 septembre pour avoir incité des chauffeurs d'autobus à participer à la grève des transports qui s'est déroulée samedi et dimanche au Caire, annonce le quotidien *Al-Ahram*. (Le Monde du 21 septembre.) Selon M. Salem, ces « éléments extrémistes marxistes », « bien connus dans le secteur des transports publics », ont saboté des véhicules et obligé par la force les chauffeurs à

les abandonner. Le premier ministre accuse également ces « fauteurs de troubles communistes » d'avoir placé des autobus sur la ligne de chemin de fer de Haute-Égypte afin d'empêcher les trains de partir. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

● LE PROCÈS DE QUATRE JEUNES ARTISTES de musique « pop », qui devait s'ouvrir lundi 20 septembre, après un premier ajournement, a été ajourné une nouvelle fois, apprend-on à Prague. MM. Ivan Jirous, Pavel Zajíček, Svatopluk Křápek et Václav Beneš avaient été arrêtés en avril et accusés d'avoir troublé l'ordre public dans un club de jeunesse. Dix autres musiciens ou artistes non-conformistes avaient été appréhendés, mais ils ont été remis depuis en liberté provisoire. — (A.F.P.)

Union soviétique

● LA CHAMBRE AMÉRICAINE DES REPRÉSENTANTS a

adopté, le 21 septembre, par 381 voix contre 2 une résolution demandant la libération du pasteur Baptiste George Vinn, détenu en 1975 à cinq ans de prison et cinq ans d'exil en U.R.S.S. pour avoir exercé son ministère. Il avait été déjà emprisonné pendant trois ans à partir de 1969.

● LES JUIFS DE KIEV ONT ÉTÉ MENACÉS « D'ARRÊTATIONS DE LONGUE DURÉE » par le K.G.B. s'ils assistaient, le 26 septembre prochain, à la XXXV^e Commémoration du massacre de Babi-Yar, le ravin où les Allemands massacrèrent, en 1941, deux cent mille Soviétiques, dont la moitié étaient des juifs, ont annoncé trois dissidents venus de Kiev. Cette menace de la police fait suite à un appel de soixante-quinze activistes juifs demandant le droit d'organiser une manifestation près du monument érigé en 1975 et dédié « aux citoyens de Kiev et aux prisonniers de guerre ». — (Reuters.)

POLITIQUE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'U.F.E.

M. Barre souligne l'importance de l'action des Français de l'étranger

Dans un message qu'il a lu, lundi 20 septembre, M. Barre, ministre du Commerce extérieur, devant l'Assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger, M. Barre, premier ministre, a déclaré « la préoccupation constante de la France dans le monde, son indépendance et sa prospérité dans l'avenir, reposent en grande partie sur l'action de ceux qui ont accepté de l'exporter ».

Les délégués ont adopté une motion dans laquelle ils expriment leur satisfaction des mesures prises par le gouvernement le 22 juin dernier. D'autres résolutions plus spécifiques seront soumises au Conseil supérieur des Français de l'étranger, dont la trentième session s'ouvre ce mardi.

Les consultations électorales

An cours des débats M. Santogot, sénateur, a fait état des mesures adoptées par le gouvernement pour simplifier la fiscalité des Français vivant hors du pays. Il a notamment souligné que les indemnités de vie à l'étranger, qui constituent une sorte de « sur-salaire », ne seraient pas imposées. Le sénateur Pierre Croze a fait tout ce qu'il a pu pour l'information. Il s'est félicité de la création au sein de l'Agence pour l'emploi d'un service spécial pour l'étranger. Il a également souligné le problème de Radio-France Internationale. Les émissions ne sont plus entendues qu'en Afrique, au Proche-Orient et, depuis peu, sur la côte est du continent nord-américain, ce qui a soulevé de vives critiques.

Mardi 21 septembre, le Conseil supérieur des Français de l'étranger a tenu sa séance d'ouverture.

LE PREMIER MINISTRE VISITERA « LA FRANCE AUX QUATRE COINS DU MONDE »

M. Raymond Barre, premier ministre, visitera mercredi 22 septembre, à 19 h. 30, l'exposition « La France aux quatre coins du monde », organisée au Palais des congrès de la porte Maillot, et qui se tiendra jusqu'au 10 octobre, et que M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM inaugurerait le 27.

Placée sous le patronage du président de la République, cette manifestation a pour objectif de présenter au public les départements et territoires français d'outre-mer. Les réalisations et productions de chacun des DOM-TOM seront exposées dans des stands. Un marché tropical sera ouvert en permanence au troisième niveau du Palais des congrès. Des colloques et débats seront organisés. Des spectacles seront donnés chaque soir.

● Précision. — M. Pierre Laffont, dont nous avons publié hier une libre opinion intitulée « La solidarité nationale avancée », fut le dernier directeur du journal *l'Echo d'Oran*. Le nom de cette ville avait été malencontreusement omis.

AVEC CETTE CARTE



ESSAYEZ LES NOUVELLES CITROËN AVANT TOUT LE MONDE

Et bénéficiez d'avantages financiers exceptionnels

Ça y est les nouvelles Citroën sont exposées chez votre concessionnaire, plus belles que jamais... Prêtes à vous ouvrir leurs portes et à vous emmener faire un tour.

Jusqu'au 27 septembre, la carte PASSAVANT vous permettra de les essayer en avant-première et de bénéficier d'avantages exceptionnels sur le crédit et Ecoplan.*

Si vous n'avez pas encore cette carte demandez la vite à votre concessionnaire Citroën, peut-être lui en reste-t-il encore quelques unes?

* Location longue durée. Marque déposée.

CITROËN et TOTAL

CITROËN

L'AGENDA DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu mardi matin 21 septembre Mme Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, avant de déjeuner avec une vingtaine de savants français et étrangers qui viennent de participer à Nice au IX^e congrès international des sciences préhistoriques et proto-historiques. En fin d'après-midi, il devra recevoir le commandeur de la Légion d'honneur à Madeleine Renaud.

Mercredi 22 septembre, le chef de l'État devrait recevoir à déjeuner, à l'issue du conseil des ministres, les quatre membres du gouvernement appartenant au parti radical — MM. Durafour, Brousse, Rossi, Mme Giroud, — accompagnés de M. Féronnet, président de cette formation.

Judi 23 septembre, le président de la République donnera audience à M. Stepan Toherovnenko, ambassadeur d'Union soviétique à Paris. Vendredi 24, il présidera la première réunion du conseil de politique extérieure nucléaire, créé le 2 septembre dernier.

M. ET M^{me} GISCARD D'ESTAING SE RENDRONT EN IRAN DU 4 AU 7 OCTOBRE

Le porte-parole de l'Élysée a rendu public lundi 20 septembre le communiqué suivant : « À l'invitation de Lâhâh Mâjéssé, s'entend, chahânchâh Aryânâ et la chahânou de l'Iran, le président de la République et Mme Giscard d'Estaing se rendront en visite officielle en Iran, du 4 au 7 octobre 1976. »

Le chef de l'État et son épouse voyageront à bord de Concorde.

OUTRE-MER

M. MARCEL HENRY PROTESTE CONTRE L'ABANDON DE LA DÉPARTEMENTALISATION A MAYOTTE

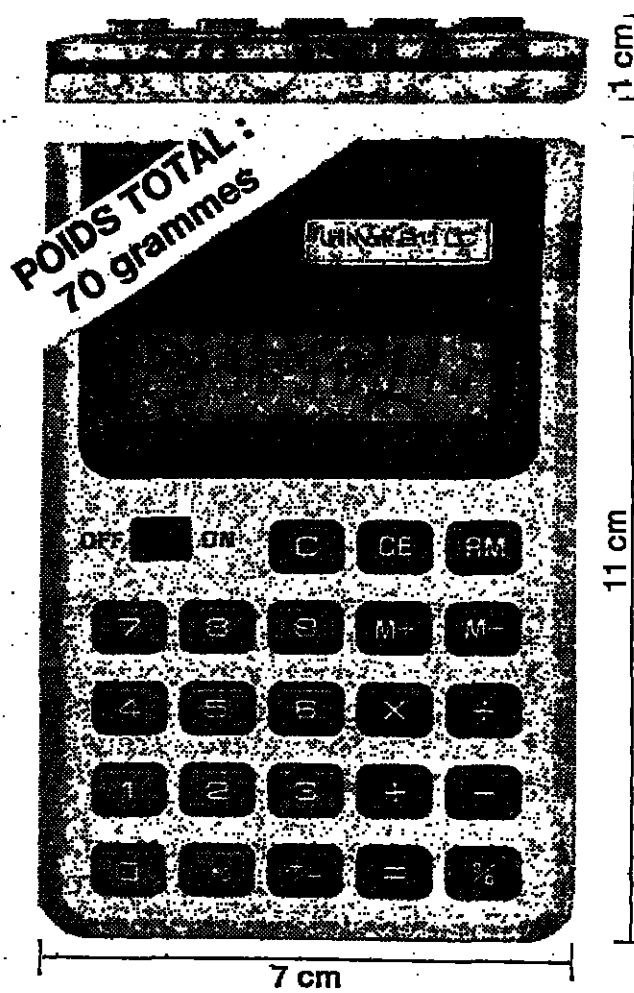
M. Marcel Henry, leader du Mouvement populaire mahorais, favorable à la départementalisation de l'île de Mayotte, s'est élevé, dans un communiqué remis lundi 20 septembre à la presse, contre le projet d'abandonner ce statut au profit de la transformation de l'île en une « collectivité particulière ».

M. Marcel Henry, qui se réfère dans son communiqué aux déclarations faites le 17 septembre à Paris par M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer (le Monde des 19 et 20 septembre), affirme : « Je suis trop respectueux de la volonté populaire pour donner mon assentiment à une décision qui ne respecterait pas la volonté de la population de Mayotte. »

M. Henry rappelle que celle-ci a exprimé le souhait, le 11 avril 1976, de voir Mayotte érigée en département français, et conclut : « J'estime que lorsqu'on décide de consulter une population pour connaître le statut de son choix, on s'engage à respecter ce choix, sinon on se déçoit. »

EXCLUSIF :
la troisième génération
des machines à calculer
extra-plates

UNIMARK
la spéciale de poche
811 LC



affichage 8 chiffres par cristaux liquides
pourcentage • constante • mémoire
autonomie en utilisation normale 3 ANS
par alimentation 2 piles plates type photo

GARANTIE 1 AN

échange standard immédiat
tous frais de réexpédition à notre charge

299 F ttc

taxes, expédition et contre-remboursement compris
Etranger plus frais

BON DE COMMANDE

Nom _____
Adresse _____

Sté TENIPLAST, 19, rue Germain-Pilon
PARIS (18^e)

Jeune de 150

POLITIQUE

PRESSE

M. SERVAN-SCHREIBER REPROCHE A M. CHIRAC D'AVOIR LANCÉ UN « APPEL A LA GUERRE CIVILE »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien ministre, député de Meurthe-et-Moselle (r.d.s.), a déclaré lundi 20 septembre au micro de Radio-Montecarlo :
« Il y a longtemps que je suis scolarisé avec M. Chirac. Sa politique a été mauvaise, car c'est un électoraliste. Si on se soucie en permanence de mobiliser ses troupes pour battre l'adversaire quand on est au gouvernement, on ne fait pas son devoir (...). M. Chirac est un homme politicien ; je suis très heureux pour la France qu'il ne soit plus premier ministre. Actuellement, il est à la fois pour le rassemblement des Français et pour le rassemblement de la majorité d'entre eux pour piler l'autre moitié. Cet appel permanent à la guerre civile est un des reproches majeurs que je fais à M. Chirac ».

M. COUVE DE MURVILLE SOUSHAITE PLUS DE SÉRÉNITÉ AU SEIN DE LA MAJORITÉ

M. Maurice Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, député U.D.R. de Paris, a déclaré, dans une interview à l'A.P.P. : « Je connais le tempérament et le dynamisme de M. Chirac. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas insupportable qu'il se repaie dans une retraite. N'ayant plus de responsabilités gouvernementales, il devrait s'orienter vers la bataille électorale. (...) »
« Pour ma part, je préférerais qu'il y ait de tous les côtés un peu plus de sérénité, pour ne pas être de confiance, au sein de la majorité. Il est bien déstabilisé en effet que celle-ci cesse enfin de se combattre à l'intérieur d'elle-même. Elle a mieux à faire, c'est-à-dire gérer les affaires du pays dans le souci de l'intérêt général ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

HAUTES-ALPES : le P.C.F. s'inquiète de l'attitude du P.S.

La fédération des Hautes-Alpes du parti communiste estime que la décision du comité directeur du P.S. de désavouer l'accord conclu dans les Hautes-Alpes entre le P.S. et le P.C.F. (le Monde du 14 septembre) « va surprendre et inquiéter tous les hommes de gauche ». Constatant que la fédération socialiste des Hautes-Alpes « est entièrement solidaire de sa direction nationale », la fédération communiste note : « En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais formulé et nous ne formulons jamais aucune exigence particulière. Nous voulons simplement notre place, pas plus, mais toute notre place. Si cela ne dépend que de nous, des listes d'union de la gauche pourront être constituées dès le premier tour, dans toutes les communes des Hautes-Alpes où nos formations sont présentes ».

La fusion entre Lille et Hellemmes

M. AUGUSTIN LAURENT (P.S.) S'ÉLÈVE CONTRE UNE DÉCLARATION DE M. SÉGARD

M. Augustin Laurent, ancien maire de Lille, a protesté dimanche 19 septembre contre une intervention de M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux postes et télécommunications, qui au cours du journal régional de P.T.T. a indiqué qu'il s'opposait à la fusion entre Lille et Hellemmes.
L'ancien maire socialiste de Lille a souligné : « Un ministre se permet de critiquer une décision prise à l'unanimité par le conseil municipal d'Hellemmes et déclare : « Je ferai tout mon possible pour que cela ne se fasse pas ». Dans quel régime vivons-nous pour qu'un membre du gouvernement de la République puisse s'opposer à la fusion ? Sommes-nous encore en démocratie ? Cela est grave. Nous revenons aux candidatures officielles du Second Empire. Cela doit être dénoncé vigoureusement et combattu ».

Figaro ci Hersant là

Le nouveau propriétaire et directeur du Figaro souhaite — qui pourrait le lui reprocher ? — redresser et la diffusion et le prestige de son journal. Est-ce une raison suffisante pour s'adresser, sur une pleine page, le 20 septembre, aux « offieurs » (au secours, monsieur d'Ornano ! d'emploi en utilisant de bien surprenants arguments ?
Les lecteurs du Figaro y auront appris que « les lecteurs d'un journal du soir ont tendance à retarder leur démarche, à la remettre au lendemain... » que leur quotidien est « plus lu dans les entreprises qu'un quotidien du soir » et que « la place reconnue à ce support (le Figaro) n'est pas au niveau de celle qu'il a réellement acquise ».

LA FÉDÉRATION DU LIVRE DEMANDE À ÊTRE REÇUE PAR M. MICHEL D'ORNANO

La Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.), dans une lettre adressée le 20 septembre au ministre de l'Industrie, observe une nouvelle fois que le rapatriement de quelque deux cents titres d'expression française confectionnés à l'étranger permettrait de sauvegarder l'emploi dans l'imprimerie française.
La F.F.T.L. aborde ce problème dans la perspective des négociations qui doivent s'engager prochainement entre elle-même et la Neogravure, après la défection de l'imprimerie Victor-Michel pour le projet d'un plan industriel commun.
A ce propos, la F.F.T.L. souligne que la restructuration autonome de Neogravure supprimera du travail à l'entreprise Victor-Michel, les cahiers couleur de T&S 7 jours étant réalisés à cette dernière. C'est pourquoi la F.F.T.L. demande à M. D'Ornano à être reçue dans les plus brefs délais pour discuter des solutions globales aux difficultés de l'imprimerie française.

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. MITTERRAND EST REPORTÉE

À la suite de l'annonce, lundi 20 septembre, par le porte-parole de l'Elysée, que le président de la République s'exprimerait le mercredi 22 septembre à la télévision, M. François Mitterrand, qui devait tenir le même jour une conférence de presse, indique que celle-ci est reportée à une date ultérieure.

RECTIFICATIF

— M. Jacques Rimbaut, conseiller général, secrétaire de la fédération du Cher du P.C.F., nous signale qu'une rencontre en vue de la préparation des élections municipales a eu lieu, le 18 juillet, entre communistes et socialistes du département, contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 18 septembre, sur la foi d'informations qui nous étaient fournies par le parti socialiste.

RECTIFICATIF

— Contraryment à ce que le Monde du 21 septembre indiquait dans sa rubrique consacrée aux résultats des élections municipales, M. Rimorin, élu conseiller municipal à Antenne (Haute-Garonne), n'est pas radical de gauche, mais membre du parti radical socialiste. Il avait reçu le soutien des formations favorables à la majorité présidentielle.

Les deux quotidiens de Pau

— La République des Pyrénées et le Journal du Midi — empêchés de paraître le lundi 20 septembre à cause d'une grève de leur personnel technique, étaient de nouveau en vente ce mardi matin 21 septembre. Les cent dix ouvriers concernés demandant l'ouverture de négociations sur les accords passés avec le G.I.E. Rappelons que le quotidien régional Sud-Ouest a pris le contrôle d'Éclair-Pyrénées, puis de la République des Pyrénées, que les deux quotidiens tirent respectivement à 20 000 exemplaires et plus de 35 000 exemplaires et que les deux journaux paient ont quatre pages communes de publicité, de petites annonces et avis de décès. (Corresp.)

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

admission sur titre pour les bacheliers
admission sur examen pour les non bacheliers

EXAMEN D'ENTRÉE
2 DERNIÈRES SESSIONS
23 septembre
1^{re} octobre

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
22.21.27 Documentation gratuite sur demande

**Pour parler une langue.
Et pas seulement pour vous débrouiller.**

Au Laboratoire de Langues Figier, vous pouvez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. En cela dans de meilleures conditions que n'importe où. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.
Laboratoire de Langues Figier Rive Gauche.
22, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 579.81.56 - 579.82.57
29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 053.88.02

on en parle..
sicob
INFORMATIQUE

La péri-informatique française 40 F

Informatique dans les administrations françaises 1976 15 F

Informatique dans les entreprises publiques 1976 15 F

maisons de presses, librairies et LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

Plaisir d'acheter,



Place d'Italie

le nouveau centre de Paris

Printemps champion

80 magasins

Connaissez-vous un endroit dans Paris où l'on trouve réunis...

Printemps

Un nouveau Printemps, à l'image d'un nouveau quartier, pour un nouveau style de shopping, un Printemps "Rive Gauche".

- Printemps-Italie : un grand magasin où l'on se sent bien, où règnent la simplicité et le naturel, où le client est toujours clairement informé.
- La vocation de Printemps-Italie : vous présenter la mode la plus actuelle dans toute sa diversité. Une mode gale, libre, bien coupée. Une mode que vous aimerez porter, vous les femmes et les hommes d'aujourd'hui.
- Actualité encore dans le décor de la maison. Vase, ustensiles de cuisine, linge de maison, tissus ; une sélection pour un nouvel art de vivre.
- Printemps-Italie met l'accent sur les prix : un grand magasin vivant et compétitif avec le souci permanent du "meilleur prix".
- Printemps-Italie commence bien : prix d'inauguration jusqu'au 2 octobre.

Champion

Champion est l'enseigne du Département Supermarché du Groupe Promodès. Pour la première fois,

l'enseigne Champion va rencontrer les Parisiens et ainsi prendre une dimension nationale à la mesure de ses ambitions.

Manufrance

Votre spécialiste du bricolage, du sport et du plein air. Pour fêter son nouveau magasin parisien, Manufrance-Galaxie vous offre des prix "ouvertures". Entrez, la casse aux bonnes affaires est ouverte !

80 magasins

NIVEAU 1

Le Printemps • Supermarché Champion.

Alimentation.

Bouche à l'oreille • Boulangerie Lupo (traiteur) • Galaxie primeurs (cours des halles) • Maître Roland Meyer (produits alsaciens - charcuterie) • Nicolas • Le Soleil (torrefaction) • Tige Impériale (produits exotiques).

Équipement de la maison.

Italie lumière (électroménager) • Point décor (lapis - revêtement - bricolage).

Cadeaux - Services - Loisirs - Divers.

Bouquets • Coll-tout • Chénas Paramount (4 salles) • L'Échoppe (cordons - ciels-minute) • Pressing.

Restauration.

Maître Roland Meyer • Le Rozès.

NIVEAU 2

Le Printemps.

Prêt-à-porter.

American Store • Cacharel • La Chalanderie • Miroir • Paul Y • Pirelli • Rodier • Flister • Yves Saint-Laurent.

Lingerie - Mercerie - Accessoires.

Elan • Fada (mercerie générale) • Pingouin.

Maroquinerie - Chaussures.

La Sacotte • André • Betty • Charles Dancie • Charles Jourdan • Espaces 2 M.

Équipement de la maison.

Objets - Luminaires - Cadeaux - Singer.

Cadeaux - Services - Loisirs - Divers.

Cadéaux • Services • Loisirs • Divers.

Guernsey (bijouterie) • Team 5 • Yves Rocher.

Restauration.

L'Étoile (bar) • Restaurant Club Enform • Le Rozès.

NIVEAU 3

Le Printemps.

Prêt-à-porter.

American Sellers • Calix • Christian Châteaigier • J. Césaire Boutique • La boutique d'Apréotie • Mac B • Prénamur.

Chaussures.

TIL.

Équipement de la maison.

Manufrance • Tannière Belfon.

Cadeaux - Services - Loisirs - Divers.

Abeillard • Bijou Bag • Blue-spot (disques) • Club Enform (culture physique - piscine) • Crédit Lyonnais • Jacques Sienro (coiffure - boutique) • Lissac • Manufrance • Qu'importe • Intercol.

Restauration.

La Soucoupe (bar).

Les services de Galaxie

Banque, tabac, pressing et teinturerie de luxe, pharmacie, talons-clés-minute, presse, coiffeurs.

Loisirs.

4 salles de cinéma, restaurants, bars, centre de culture physique, lecture, musique, photo-ché-son.

Métro : lignes 5, 6 et 7, station Place d'Italie

Autobus : lignes 27, 47, 57, 67 et 69

P
PARKING

HORAIRES D'OUVERTURE

Horaires généraux : lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 10 h à 19 h 30, dimanche de 11 h à 19 h.

Alimentation : Supermarché Champion, lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h à 22 h, samedi de 9 h à 19 h 30, dimanche de 9 h à 19 h 30, mardi de 9 h à 22 h.



NOCTURNE
LE MARDI
JUSQU'À 22 H

DÉFENSE

MALGRÉ UNE HAÛSSE DE 17 % DU PROJET DE BUDGET DES ARMÉES

Les dépenses d'équipement militaire marqueront le pas en 1977

« L'importance, compte tenu de l'inflation, des crédits nécessaires pour régler les opérations déjà engagées et, d'autre part, l'effort fait pour repoliriser les salaires et les conditions de vie des personnels des armées, qui nécessite des sommes considérables en raison des effectifs concernés, ne permettent de consacrer que des crédits limités à la réalisation des matériels et restreignent considérablement ceux destinés aux études. » Ce jugement sur le projet de budget de la défense pour 1977, qui s'élève au total à 58 414 millions de francs (1), n'est pas celui d'un parlementaire de l'opposition mais l'appréciation d'un expert en la circonstance, M. Jean-Laurent Delpech, le député ministériel pour l'armement, qui ajoute que, l'année prochaine, son administration « connaîtra de sérieuses difficultés financières ».

En augmentation d'un peu moins de 17 % par rapport aux crédits de 1976 alors que l'ensemble des dépenses publiques de l'Etat devrait croître, en 1977, de 13,7 % en moyenne, le projet de budget de la défense représentera 17,55 % du budget général, l'année prochaine, au lieu de 17,07 % cette année.

Autant dire que, d'un strict point de vue financier, le président de la République peut faire valoir qu'il a tenu ses promesses, prises en conseil de défense au début de l'année, que les dépenses

militaires augmenteraient plus vite que l'ensemble du budget de l'Etat au point d'atteindre, en 1982, environ 20 % des crédits publics. Mais pour respecter cet engagement du moins l'année prochaine, le gouvernement a dû comprimer les dépenses d'équipement ou d'études et privilégier les dépenses ordinaires de fonctionnement (les soldes en particulier) devant s'accroître, en crédits de paiement, de 18,7 % environ, et les dépenses d'armement (matériels) de 14,2 % en moyenne.

Insuffisances

Cette évolution, qui concerne principalement les conditions de vie des cadres professionnels et moins celles des appelés, puisqu'il n'est pas prévu d'augmenter la solde du contingent, est encore plus nette lorsqu'on considère les autorisations de programme attribuées à l'équipement des armées, c'est-à-dire les engagements de dépenses d'investissement pour les prochains matériels. Si l'on exclut l'entretien programmé des matériels, les autorisations de programme pour les dépenses en capital devraient augmenter en 1977 de 1,3 %.

En d'autres termes, le gouvernement a choisi d'hypothéquer

l'avenir, comme le souligne incidemment M. Delpech dans les réflexions qu'il vient d'adresser à ses ingénieurs de l'armement, au profit des dépenses immédiates de fonctionnement. Mais, même en dépit de la priorité dont ils bénéficient, ces crédits de fonctionnement risquent d'être insuffisants dans certains secteurs.

Préparant leurs rapports au Parlement, l'un pour le compte de la commission des finances de l'Assemblée et le second au nom de la commission de la défense, deux députés U.D.R., M. Job le Thiec et M. Jacques Cressard, qui est aussi le député de l'U.D.R. pour les affaires militaires, s'interrogent sur cette insuffisance de certains crédits et ses conséquences sur l'organisation des armées.

Les deux rapporteurs de la majorité sont d'accord pour constater, en premier lieu, que des comparaisons entre le budget actuel et les dépenses prévues l'an prochain sont difficiles à établir, en raison du transfert de certains crédits d'un titre à l'autre de la loi de finances, du changement de nomenclature des chapitres, du report des charges financières de 1976 sur 1977 ou de la méconnaissance des estimations de hausses économiques envisagées par le gouvernement.

Néanmoins, les deux députés U.D.R. s'inquiètent, à juste titre, de l'insuffisance des stocks de

carburant ou de munitions pour l'instruction des forces et la mobilisation des réservistes, ainsi que des conséquences que pourraient avoir sur les casernements le redéploiement des unités de l'armée de terre ou la perspective d'un retour en France des unités stationnées outre-Rhin. M. le Thiec va jusqu'à s'interroger sur le point de savoir si les stocks actuels de munitions, de carburants, de pièces de rechange et de vivres sont adaptés à l'éventualité d'une participation de la France à « la bataille de l'ouest » en Europe, et si les forces armées disposent d'un soutien logistique ou de moyens de transport complémentaires à ceux qui sont destinés à des opérations du nord au sud.

Incertitudes

Ce qui caractérise ce projet de budget compte tenu d'une inflation qui affecte la fabrication et les études d'armements davantage que d'autres secteurs de l'activité économique, c'est la stagnation des dépenses d'équipement exprimées en autorisations de programme, c'est-à-dire une diminution du pouvoir d'achat des armées pour l'avenir. Même l'armement nucléaire n'est pas épargné. Si le gouvernement peut faire valoir que les crédits de paiement alloués à la dissuasion sont en augmentation pour permettre de régler des engagements financiers conclus avant 1977, en revanche les investissements requis pour lancer des opérations nouvelles marquent le pas en matière nucléaire. A une exception toutefois qui concerne le projet de missiles M-4 à tête multiple pour les sous-marins de la nouvelle génération en 1986.

L'arme nucléaire tactique de l'armée de terre subit des amputations importantes. Le système d'armes Pluton a toujours eu, en France, davantage d'adversaires que de partisans. Il est vraisemblable que peu de spécialistes — en dehors de l'état-major de l'armée de terre — regretteront la décision de limiter la perspective de production totale et les cadences de fabrication de ces missiles, qui ont entraîné, au sein du gouvernement, la construction d'un missile nucléaire air-sol à moyenne portée pour les avions de combat ou s'il était possible de réduire le programme des armes tactiques destinées aux avions d'attaque Super-Eclair embarqués sur le Foch et le Clemenceau.

Dans le domaine des forces classiques, les marines armées, par leurs ambitions, comme l'invité, du reste, la loi d'objectifs militaires 1977-1982, votée par le Parlement en juin dernier et qui prévoit un accroissement du tonnage de la flotte de combat pour le milieu de la décennie prochaine. Cette hausse est sensible, dès 1977, surtout pour tout ce qui trait la flotte de la modernisation des bâtiments de guerre en service, et elle affecte le tonnage des constructions neuves en chantier dans divers secteurs.

Premier budget de la défense à mettre en pratique les grandes lignes de la loi d'objectifs pour les six années à venir, le projet gouvernemental pour 1977 reflète, en réalité, les incertitudes et les ambiguïtés de la politique militaire dénoncées par de nombreux députés, y compris ceux de la majorité, lors de la session parlementaire de printemps. Les intentions du gouvernement en faveur de la priorité de l'armement et du renforcement des unités classiques n'apparaissent pas aussi nettement. Tout se passe comme si l'on avait été jugé préférable d'insérer, en 1977, une gestion serrée et prudente qui permettrait d'apurer les comptes, trop laxistes, des années précédentes, au risque de compromettre les programmes d'avenir et d'amorceler le potentiel de défense.

JACQUES ISNARD.

(1) Le projet de budget pour 1977 est officiellement de 58 376 millions de francs de crédits de paiement. Mais, pour la première fois, il est inclus une participation, de moins de 10 milliards de francs, du ministère de la défense aux charges de l'Etat et aux charges de pensions civiles et militaires.

UN DRAGUEUR DE MINES BRITANNIQUE SOMBRE EN MER DU NORD

Deux morts, dix disparus

La Haye (Reuter). — Le dragueur de mines de la marine britannique *Pittleton* a sombré lundi 20 septembre en mer du Nord après être entré en collision avec la frégate britannique *Mermaid* lors de manœuvres de l'OTAN au large des Pays-Bas.

Deux marins ont trouvé la mort et dix sont portés disparus, a annoncé le ministère néerlandais. Le *Pittleton* a recueilli trente-deux survivants du *Pittleton*, dont trois étaient blessés.

Les victimes, estime-t-on, proviennent tous du dragueur de mines de 960 tonnes, qui a heurté la frégate de 2 800 tonnes par mer calme, à 80 milles au nord de la côte néerlandaise.

AUX TERMES D'UN PROJET GOUVERNEMENTAL

Les soldats italiens seront autorisés à élire des représentants dans les casernes

De notre correspondant

Rome. — Le Parlement italien vient d'être saisi d'un projet de loi visant à modifier la discipline militaire. Attendu depuis longtemps, ce texte rencontre un accueil mitigé chez les plus chauds partisans d'une réforme, malgré les innovations incontestables qu'il contient.

Le gouvernement propose tout d'abord d'autoriser les militaires à se doter des représentants élus qui auraient voix aux divers chapitres de « la vie commune » à l'exception de « l'exercice du commandement ». Il suggère, d'autre part, que les soldats du contingent puissent s'inscrire à des partis politiques et militer, pour peu qu'ils soient en permission, absent retiré l'uniforme et ne s'expriment pas en qualité de militaire.

Une troisième réforme concerne l'abolition de l'arrêt de rigueur, obligation d'entretenir les raisons de l'absence avant de lui infliger une sanction et, dans les cas les plus graves, autorisation à être assisté d'un avocat. Enfin, le projet de loi prévoit un rapport annuel du ministre de la défense

devant le Parlement sur l'état de la discipline militaire au cours des douze mois écoulés.

Les partis de gauche ont noté avec satisfaction que, pour la première fois, les forces armées étaient tenues de s'inspirer des principes de la Constitution. Ils n'en reprochent pas moins à ce texte gouvernemental d'être à la fois trop restrictif et trop imprécis.

Trop restrictif, dans la mesure où il interdit notamment aux militaires de carrière de s'inscrire à des partis de gauche, des syndicats et de faire partie d'organisations syndicales. Trop imprécis, quand, après avoir prévu la création d'organes représentatifs, il limite fortement le droit de se réunir et d'exprimer ses opinions.

Ces critiques sont loin d'être toutes partagées par le P.C.I. : contrairement aux socialistes et à l'extrême gauche, le parti de M. Berlinguer est opposé à la constitution de véritables syndicats à l'intérieur des casernes. Selon lui, « les forces armées sont un corps particulier, devant être soumis au pouvoir politique et maintenir l'unité ». — R. S.

AÉRONAUTIQUE

La SNIAS vend l'une de ses filiales à une société privée de boulonnerie

La Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) a vendu lundi 20 septembre l'une de ses filiales, les Ateliers de Boulonnerie Saint-Chamond-Granat, spécialisée dans la fabrication de fixations aéronautiques, à une société privée, qui prévoit le licenciement de vingt-huit des cent trente employés de cette entreprise. A la direction de la SNIAS, on confirme cette vente et on explique que cette mesure devra permettre de diminuer la diversification de la société nationale, génératrice du déficit annuel, et de restructurer l'industrie française de la boulonnerie.

Avec un chiffre d'affaires hors taxes de 21,4 millions de francs en 1975 pour une perte de 39 millions de francs, les Ateliers de Boulonnerie Saint-Chamond-Granat ont leur siège social à Neuilly-sur-Seine et leurs ateliers à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Ils sont spécialisés dans la fabrication en série de boulonnerie et d'éclisses mécaniques de production montées sur des avions civils et militaires. Selon les syndicats, qui considèrent qu'il s'agit du démantèlement d'un bien de l'Etat, la transaction en cours porterait sur une somme estimée à 4,5 millions de francs, mais, de source officielle, on indique que la vente s'est négociée autour de 15 millions.

C'est la société privée Générale de forçage et de décolletage (G.F.D.), à Belfort, qui s'est portée acquéreur de la filiale de la SNIAS. Cette société est spécialisée dans la boulonnerie industrielle et automobile. Le comité d'entreprise des établissements Saint-Chamond-Granat vient d'être élu et d'élire à sa présidence M. Granat, qui vient d'attirer l'attention

du gouvernement sur le fait que « non seulement la SNIAS vend sa filiale à une société privée, mais l'acquiesce, par ses exigences, l'ingérence d'une troisième société à capitaux partiellement américains ». Le comité d'entreprise, en outre, a demandé l'appui d'une troisième société, l'entreprise Blanc-Aéro, spécialisée dans la boulonnerie aéronautique et dont le capital appartient, pour 34 %, à une entreprise de Californie, G.F.D. possède 10 % du capital de Blanc-Aéro.

« Cette société américaine, écrit le comité d'entreprise dans une lettre adressée à plusieurs ministères, sera probablement l'acquéreur final qui, après élimination du concurrent Saint-Chamond-Granat, se trouvera en position de monopole absolu sur le marché français de pièces aéronautiques, entre autres, à nos avions militaires ». Le comité d'entreprise s'élève contre ce qu'il appelle une « accumulation de ventes d'un bien national ».

Depuis 1972, la gestion de Saint-Chamond-Granat était déficitaire, mais une réforme complète de la gestion de production des négociations, il est prévu que la SNIAS prendrait à son compte le passif de sa filiale tandis qu'une quinzaine d'employés seraient licenciés, une quinzaine d'autres étant repris par la société nationale.

SOCIÉTÉ

A l'Hôtel de Ville de Paris DES JOURNÉES SUR L'INNOVATION SOCIALE

Le lundi 20 septembre, ont débuté à l'Hôtel de Ville de Paris des journées consacrées à l'innovation sociale sur le thème « S'informer c'est mieux vivre. Quel de nous pour les habitants, jeunes, adultes, personnes âgées, handicapées ? ». Organisées par le Centre d'information, d'études, de recherches et de documentation, ces journées donnent lieu à des expositions et à des débats. Chaque journée est axée sur un thème précis : après les handicaps (20 et 21 septembre), seront abordés les problèmes du troisième âge (22 et 23), la santé, la sexualité et la maternité (24 et 25), l'enfance et l'adolescence (26 et 27), l'aide aux justiciables et l'information sociale de pointe (28 et 29), enfin la vie urbaine (30 et 1er octobre).

Outre les débats et les expositions consacrés à chaque thème, des films sont projetés.

★ Tous les jours (sauf le dimanche) jusqu'au 2 octobre, de 9 heures à 18 heures, au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville de Paris, 20, rue de Rivoli, Paris-1^{er}.

● Arrêt de la grève de la faim pour deux Roumains. — Deux des cinq grévistes installés depuis vendredi sur l'esplanade du palais de Chaillot, M. et Mme Sarbu-Iescu, ont reçu samedi un télégramme de leur fille qui a été autorisée à quitter la Roumanie pour la France. Les trois autres grévistes, M. Benedict Corlache, qui réclame sa femme et ses enfants ; Mme Margareta Zeralba, qui attend son fils et sa belle-fille, et M. Drages, poursuivent leur action.

RELIGION

L'ANCIEN ARCHEVÊQUE DE HUÉ EST RELEVÉ DE SON EXCOMMUNICATION

Cité du Vatican (A.F.P.). — L'Osservatore Romano publie un décret confirmant le retrait de toutes les ordinations conférées en Espagne par Mgr Pierre Martin Ngo Dinh Thuc, l'ancien archevêque de Hué, qui avait encouru l'excommunication en refusant de prêter et d'évoquer, il y a un an, l'ordre du Carmel de la Sainte Face (10 novembre 1975).

Le décret précise que le prélat a été relevé, par la suite, de son excommunication en raison de son repentir. Mais il est privé du droit d'ordonner et toutes les ordinations sont considérées comme nulles et non avenues, sans préjudice des sanctions encourues.

Cela s'applique, a fortiori, selon les observateurs, aux pseudo-ordination de cinq « évêques » conférés mercredi 15 septembre, par un « disciple » du prélat vietnamien, « Mgr » Clemente Dominguez Gomez.

● Les quarante-cinq mille musulmans Nord-Africains et Turcs — qui résident en Alsace disposent dorénavant d'une mosquée. Cet édifice a été inauguré le 17 septembre en présence de M. Gabriel Cilly, préfet du Haut-Rhin, et de Mgr Louis-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg. La mosquée a déjà une histoire assez agitée : tentative d'incendie criminel le 5 septembre et fausse alerte à la bombe juste avant l'inauguration.

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS EXTRAS

MOQUETTE VELOURS

29 M²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

MOQUETTE BOUCLEE

15 M²

100 rouleaux lin de série, 9^e largeur décorée

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

TAPIS AIGUILLETE

8 M²

4m de large sur mousse

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République
Tél. : 820.92.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 9^e arr. Pte des Lilas
Tél. : 859.16.45

BOULOGNE : 82 bis, rue Gaillet
Tél. : 905.45.12

COGNAC : 10, rue de la République - 17^e arr. St-Jacques
Tél. : 471.03.44

PARIS 19^e : 144, bd. de La Villette. M^o Colonel Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203.00.79

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 6.
Tél. : 368.44.70

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Tél. : 364.72.38

150

POLICE

Un projet de convention sur la répression du terrorisme doit être soumis aux ministres du Conseil de l'Europe

L'authenticité du projet de convention européenne sur la répression du terrorisme, signé le 20 septembre par le quotidien Rouge, n'est pas contestée au Conseil de l'Europe à Strasbourg. On y fait toutefois remarquer que ce projet n'est pas nouveau et que l'idée de cette convention remonte au mois de mai 1975 lors d'une réunion à Obernai des ministres de la justice du Conseil de l'Europe.

Ce projet s'était ensuite prononcé au mois de juin dernier à Bruxelles en faveur de ce texte. Le projet avait été ensuite adopté à la majorité simple par le comité des ministres du Conseil de l'Europe à la fin du mois de juin.

La France s'était alors opposée à la signature de cette convention, car il existait, entre elle et ses partenaires, des divergences d'interprétation portant sur le texte. Cependant, les discussions continuent actuellement entre les gouvernements intéressés, et il n'est pas exclu qu'elles aboutissent dans un avenir assez proche.

Le premier des huit articles du projet énumère une série d'infractions dont « pour les besoins de l'interprétation entre États contractants », aucune « ne sera considérée comme une infraction politique, comme une infraction commise à une infraction politique ou comme infraction impu-

rés par des mobiles politiques ». Parmi cette liste figurent : « la capture illicite d'aéronefs », « les actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile », « les attaques contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes ayant droit à une protection internationale, y compris des agents diplomatiques », « les infractions comportant l'enlèvement, la prise d'otage ou la séquestration arbitraire », « les infractions comportant l'utilisation de bombes, grenades, fusées, armes à feu automatiques ou de lettres ou colis piégés ».

L'entraide judiciaire la plus large possible

Selon l'article 2, un État contractant peut, toujours « pour les besoins de l'interprétation », ne pas considérer comme infraction à caractère politique « tout acte grave de violence qui n'est pas visé à l'article premier, et qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes » et « contre les biens ».

L'article 5 exclut l'obligation d'extradition d'un État requis à « des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques, ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons ».

Selon l'article 8, « les États contractants s'accrochent l'entraide judiciaire la plus large possible en matière pénale, dans toute procédure relative aux infractions visées à l'article premier ou 2 ».

Le ministre de la justice organise les 19 et 20 octobre un concours pour le recrutement de jeunes chefs de services appelés à diriger les établissements pénitentiaires. Ce concours est ouvert aux candidats âgés de vingt et un à trente-cinq ans titulaires d'un diplôme d'études juridiques (D.U.E.J., D.E.U.G., etc.). Renseignements : direction de l'administration pénitentiaire, bureau H 4 Recrutement et formation, ministère de la justice, 4, place Vendôme 75002 Paris Cedex 01.

JUSTICE

Dans le Tarn

LE PROCUREUR DÉMENT LES ACCUSATIONS D'UN DÉTENU CONTRE SES GARDIENS

Le procureur de la République de Castres (Tarn), M. François Saint-Germès, a publié, ce mardi 21 septembre, un communiqué pour démentir les accusations contenues dans la plainte pour coups et blessures volontaires déposée par un détenu du centre de semi-liberté de Saint-Sulpice, Emmanuel Desay (le Monde du 21 septembre). Ce dernier affirmait avoir été battu et blessé par deux surveillants du centre. Le procureur déclare notamment qu'après « avoir examiné les lieux, recueilli les dépositions des gardiens mis en cause, de leur chef de service, et aussi des codétenus », il est en mesure « d'affirmer que les accusations sont dénuées de tout fondement ». D'autre part, ajoute le procureur, la consultation de l'épave du dossier administratif du détenu ne lui a permis de confirmer cette opinion.

L'attentat contre le Boeing d'Air France

LES DIX-SEPT PERSONNES ÉCROUÉES À LYON CONTINUENT LA GRÈVE DE LA FAIM

Transférées et incarcérées dans les prisons Saint-Paul et Saint-Joseph — et non Saint-Luc, comme nous l'avons écrit dans notre édition datée 19-21 septembre — les dix-sept personnes incarcérées après la manifestation du 7 septembre dernier à Ajaccio ont décidé de continuer leur grève de la faim, commencée le 17 septembre.

Les dix-sept incarcérés entendent ainsi protester contre les conditions de transfert auxquelles ils ont été soumis et contre le caractère illégal, selon eux, de leur détention (le Monde du 21-23 septembre). M. Gilbert Tabbay, premier juge d'instruction, doit commencer mercredi matin 22 septembre l'interrogatoire des dix-sept personnes.

FAITS DIVERS

Deux marins français disparaissent en mer. Le chalutier français Galop du Nord a fait naufrage, le mardi 21 septembre, au sud de Dungeness, près de Douvres. Deux membres de l'équipage sont portés disparus. On ignore les raisons du naufrage. Les recherches auxquelles participent de nombreux bâtiments continuent. (Reuter).

Un meçon, âgé de vingt-deux ans, Marino Monis, meurtrier présumé d'un inspecteur de police à Lunel (Hérault), M. Roger Damour, tué dans la soirée du 1^{er} septembre à son domicile (le Monde du 10 septembre) a été arrêté ce lundi 20 septembre dans une villa de la Grande-Motte.

Des bruits courent sur S.M.O.:

«Ils n'ont même pas l'air conditionné.»



C'est vrai. Et c'est normal, puisque leurs machines n'en ont plus besoin aujourd'hui.

Alors qu'elles ont de plus en plus de mémoire, qu'elles sont de plus en plus automatiques, de plus en plus compactes, de plus en plus rapides, elles ont aussi de moins en moins de besoins.

Prenons la machine pour le traitement des textes WORDPLEX, par exemple, qui mémorise de 500.000 à 800.000.000 de signes et frappe toute seule aux vitesses de 45 ou 85 signes/seconde. Elle prend la place d'un petit meuble dans un petit bureau. Ou le calculateur, en temps réel pour l'optimisation de l'ordonnement-lancement - une solution

de pointe à la gestion de production à l'étude chez S.M.O. Destinée à travailler dans les ateliers, il n'a pas besoin lui non plus d'environnement climatisé.

Et c'est vrai pour tous les matériels S.M.O. : les factures électroniques ADI, les photocopieurs, les

les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et les ordinateurs de bureau S.M.O. 400, les machines à traitement de textes VVP 100, qu'ils soient allemands, américains, français ou japonais. Pour eux, l'air conditionné n'a même pas de sens. Ils ne servent qu'à faire attraper des rhumes aux humains.

S.M.O.

Au SICOB
Niveau 3, Zone E, Stand 3603
Et, niveau 2, Zone B, Stand 2204

Formez-vous à la gestion de production à l'étude chez S.M.O. :
Niveau 3, Zone E, Stand 3603
Niveau 2, Zone B, Stand 2204

Sema - Sélection

ingénieur informaticien x, mines, centrale

France-Etranger

La Division Informatique de SEMA (Metra International), premier Groupe européen de conseil, recherche un jeune Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (X, Mines, Centrale, Sup-Elec...) ayant deux à trois ans d'expérience informatique pour l'intégrer au sein d'une équipe pluridisciplinaire intervenant en clientèle. Il participera d'abord à des opérations (études, réalisations) visant à automatiser la gestion de grandes entreprises tant en France qu'à l'étranger. Sa carrière pourra ensuite évoluer au sein du Groupe vers d'autres responsabilités dans les domaines informatiques ou du management en s'appuyant sur les larges possibilités de perfectionnement mises à sa disposition. L'anglais est indispensable. Le salaire dépendra essentiellement des compétences et de la personnalité du candidat. (Réf. 10089 M)

techniciens formation professionnelle

Outre-Mer

La SEMA (Metra International), premier Groupe Européen de Conseil, intervenant dans de nombreuses missions d'assistance technique dans les pays en voie de développement, crée des centres de formation professionnelle destinés à appuyer le démarrage de complexes industriels importants et variés. Pour mener à bien ces contrats, elle recherche des techniciens qualifiés capables de former du personnel d'exécution aux différentes spécialités de base de l'industrie mécanique et pétrochimique : opérateurs, électriciens, mécaniciens, instrumentistes. Les candidats posséderont quelques années d'expérience acquise dans l'une de ces spécialités. La connaissance des pays en voie de développement constitue un avantage. La rémunération, à laquelle s'ajoute une indemnité d'expatriation, tiendra largement compte des qualifications et de l'expérience acquise. (Réf. 7002 M)

directeur transport international

Paris

Un important groupe transporteur offre à un cadre suffisamment expérimenté et capable de diriger et développer une affaire difficile, une responsabilité de haut niveau et largement autonome. Une expérience du transport international est un atout certain de réussite. Mais plus fondamentalement encore est la capacité, acquise par l'expérience, de diriger des centres de profit dispersés sur un territoire étendu. Un complément de formation et d'expérience peut être acquis dans un premier temps dans le groupe. Cette situation s'adresse à un cadre de formation supérieure, parlant anglais et allemand, et pouvant faire état d'une carrière antérieure réussie sur les plans du management, des résultats et du développement commercial. Rattachement hiérarchique au Président. (Réf. 9780 M)

directeur régional

Ouest

Un groupe français de transport souhaite confier, dans l'Ouest, une Direction régionale de sa branche transport marchandises à un jeune cadre diplômé d'études supérieures. Il supervisera 6 agences et environ 150 personnes, et aura une fonction essentiellement commerciale et de relations publiques. Le contrôle de la gestion et l'organisation de sa région lui incombent. Une première expérience dans le transport serait un avantage, mais n'est pas indispensable. Par contre, une première expérience commerciale ou de direction est vivement souhaitée. Allemand apprécié. (Réf. 9794 M)

directeur administratif et financier

100 000 F

Une entreprise de second oeuvre pour le bâtiment (400 personnes - 40 millions de francs) dont l'activité est répartie en 3 agences, recherche son Directeur Administratif et Financier. Sous l'autorité du Président, le titulaire sera responsable de l'ensemble des questions comptables (comptabilité générale et analytique), des déclarations administratives et fiscales périodiques, de la paye (un mini ordinateur est en place). Pour ce faire, il dirigera un service d'une dizaine de personnes. En outre, il établira les tableaux de bord de la Direction Générale, effectuera les prévisions, assistera le Président dans sa politique financière. Agé d'au moins 35 ans, possédant de préférence le D.E.C.S. et, si possible une formation commerciale supérieure (E.S.C.P., E.S.C.) le candidat retenu bénéficiera d'une expérience analogue acquise par exemple dans le secteur du bâtiment. La fonction suppose une installation à Rouen pendant une ou deux années : par la suite, si le titulaire en exprime le désir, un retour à Paris peut être envisagé. (Réf. 4510 M)

directions financière et juridique

100 000 F

Groupe Industriel Français, occupant une place prépondérante dans sa branche (C.A. 650 Millions de Francs), cherche un Collaborateur de premier ordre. Il aura pour mission initiale, sous la surveillance du Directeur Général, de se former et de répartir son activité entre la gestion administrative et financière d'une part, le traitement des affaires juridiques et sociales d'autre part. A moyen terme, il sera appelé à assumer la responsabilité complète de la gestion de l'une de ces deux directions. Ce poste s'adresse à un diplômé HEC, IEP ou équivalent, âgé de 30 ans minimum et muni d'une première expérience effective de ces fonctions. Lieu de résidence : PARIS. (Réf. 6688 M)

cadre commercial exportation

90 000 F

Groupe Industriel Français de Meunerie (650 Millions), occupant une place prépondérante dans sa branche, cherche un Cadre capable d'assumer rapidement des responsabilités dans l'animation, la promotion et la gestion des ventes à l'étranger. Par ailleurs, en étroite collaboration avec le Directeur Export, dont il dépendra, il sera chargé d'établir des relations avec le Syndicat National de la Meunerie ainsi qu'avec les Administrations Publiques ou Communautaires. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'Etudes Supérieures, type Licence en Droit, parfaitement bilingue Anglais avec 2ème langue Allemand ou Espagnol souhaitée et possédant une première expérience de l'exportation. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 90 000 F évoluera à brève échéance avec les responsabilités. Lieu de résidence : PARIS. Déplacements de l'ordre de 20 %. (Réf. 6689 M)

responsable ventes - r.p. appareils médicaux

85 000 F

Une jeune Société en plein essor, fabriquant une gamme complète d'appareils médicaux uniques au monde, recherche son futur Responsable Commercial pour la Région Parisienne pour la vente de ses produits aux hôpitaux et cliniques. Il devra savoir communiquer à tous les niveaux, être disponible pour atteindre un objectif ambitieux et avoir, si possible, une bonne expérience de milieu médical parisien, afin d'être opérationnel rapidement. Ce poste pour déboucher à court terme sur l'entière responsabilité des ventes sur la France. Le salaire est assorti d'un fixe élevé plus un pourcentage sur les résultats. (Réf. 10087 M)

ingénieurs débutants

55 000 F

Le très grand Groupe pétrochimique international recherche pour son département des ingénieurs débutants de jeunes ingénieurs diplômés Arts et Métiers, (C.A.M., Sup-Elec...) pour des postes en maintenance, services techniques et exploitation. La connaissance de l'Anglais est indispensable et les possibilités de carrière sont intéressantes. (Réf. 6727 M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en indiquant la référence choisie à :

sema sélection

Centre Metra
16, rue Barbès - 92126 Montrouge
Tél. 657.13.00 (120 lignes groupées)

SPORTS

NATATION

En visite en France, le Sud-Africain Jonty Skinner recordman du monde du 100 mètres, parle de son avenir... américain

Roubaix. — Le 25 juillet 1976, l'Américain Jim Montgomery devenait, en finale des Jeux olympiques de Montréal, le premier à nager un 100 mètres en moins de cinquante secondes (49 sec. 98/100). L'exploit était de taille, et le nouveau record de Montgomery, par sa valeur, semblait devoir être établi pour un certain temps. Or, vingt jours plus tard, au cours des championnats internationaux des États-Unis, le Sud-Africain Jonty Skinner le battait très

nettement (une demi-seconde) en 49 sec. 44/100. Skinner n'était pas un inconnu, il comptait déjà parmi les meilleurs sprinters du monde, mais personne n'aurait pu prévoir qu'il était capable d'une telle performance. Il est vrai que Jonty Skinner était sans doute plus motivé qu'un autre. Tenu à l'écart des Jeux de Montréal pour des raisons politiques (son pays, l'Afrique du Sud, a été exclu du mouvement olympique), Skinner avait au moins une revanche à prendre sur le chronomètre.

De notre envoyé spécial

50 secondes 1/10. Il met du cœur à l'ouvrage pour devancer Jack Babashoff, médaillé d'argent du sprint à Montréal. Ce n'est pas pour la renommée de Skinner une performance exceptionnelle (1), mais il a les meilleures excuses du monde. C'est qu'il s'entraîne beaucoup moins depuis un mois, depuis qu'il a réussi à battre le record de Jim Montgomery.

Un choix plutôt qu'une fuite

Skinner a un abord facile, il parle volontiers, avec cependant une réserve pour tout ce qui touche l'Afrique du Sud. Il a d'ailleurs engagé une procédure pour devenir citoyen américain, mais il assortit ce projet d'une condition : il n'entend aller aux États-Unis que s'il obtient un diplôme d'économie de l'université d'Alabama, de manière à ne pas être qu'un sportif pris en charge par un pays d'adoption. Il confirme qu'il a bien essayé d'obtenir sa naturalisation avant les Jeux olympiques, et il y a un peu de regret, dans sa voix, d'avoir échoué : « Mais c'est normal, dit-il, la loi américaine exige du demandeur cinq ans de résidence, et je ne suis aux États-Unis que depuis deux ans. Si tout se passe comme je le souhaite, je serai donc américain dans trois ans. »

C'est donc devant un écran de télévision qu'il a vécu les Jeux de Montréal, et il se souvient que son vœu était que Montgomery ne nage pas trop vite pour que lui, Skinner, puisse battre par la suite le record du monde. Dès que le problème sud-africain est évoqué, il choisit ses mots avec beaucoup plus d'attention. De toute façon :

(1) La piscine de Roubaix mesure 25 mètres, et l'avantage de nager dans une piscine de petite dimension par rapport à celle des piscines olympiques — 50 mètres — est estimé à environ une seconde et demie.

évidence c'est là un sujet qu'il est contraint d'aborder souvent, et son souci est de ne rien dire qui pourrait porter préjudice à son pays. On y verra, au choix, beaucoup de dignité ou, au contraire, une manière de dérobade. Aussi, pour couper court, Skinner affirme ne pas s'intéresser à la politique, mais il reconnaît qu'il existe un grave problème en Afrique du Sud. Il dit posément que, s'il a voulu vivre aux États-Unis et devenir américain, c'est qu'il a appris à aimer ce pays, qu'il s'agit donc d'un choix et non d'une fuite. A vingt-deux ans, il se donne le droit d'être libre de faire sa vie comme il le veut, et il s'écarte tout à fait l'hypothèse selon laquelle ce projet pourrait porter le moindre tort à sa famille, restée en Afrique du Sud. « Mes parents, dit-il, ont bien compris l'attrait que les États-Unis exercent sur moi. »

Skinner n'aime pas beaucoup la facilité, et quand il le veut il dit quand même ce qu'il pense. Ainsi il ne sait pas la perche qu'on lui tend lorsqu'il est fait état de l'intention prêtée au gouvernement sud-africain de débarrasser la pratique du sport de toute ségrégation raciale. « Je ne suis pas sûr qu'une telle mesure aura beaucoup d'effet. La solution des difficultés que connaît mon pays passe sans doute par d'autres initiatives. »

Skinner ne veut pas en dire davantage, et on sent bien qu'il a plus de goût pour parler des États-Unis, « ce pays où ce que j'ai fait sur le plan sportif a été respecté et où je suis devenu quelqu'un ». **FRANÇOIS JANIN.**

TENNIS DE TABLE. — Les Français Jacques Secrétin et Patrick Brochu ont gagné, lundi 20 septembre, la finale du double messieurs au Tournoi international de Changhaï, en battant les Yougoslaves Surbetic et Jurcic. Les Chinois, de leur côté, ont gagné les livres des simples, tant chez les messieurs que chez les dames.

FOOTBALL

PAS DE RETRANSMISSION TÉLÉVISÉE POUR SAINT-ÉTIENNE-SOFA

Après avis du conseil d'administration du groupement des clubs professionnels, le conseil fédéral de la Fédération française de football a décidé de ne pas autoriser la retransmission en direct de la rencontre de Coupe d'Europe Saint-Etienne-Sofia du 29 septembre. Le conseil fédéral répond ainsi à la demande des clubs de Marseille, de Sochaux et de Nice, qui, engagés eux aussi dans des compétitions européennes, joueraient le même jour et à la même heure que Saint-Etienne. Ces clubs estiment que même une retransmission différée leur causerait préjudice, dans la mesure où d'éventuels spectateurs, quelques-uns éloignés des lieux de rencontre, préféreraient rester chez eux afin de ne pas manquer le début du match de Saint-Etienne.

[Sans doute faut-il se faire une raison et admettre que « les verts » ne représentent plus la France comme certains le prétendaient il y a quatre mois ?]

JEUX OLYMPIQUES. — Deux sociétés hongroises et une société française ont été déclarées, lundi 20 septembre, « fournisseurs officiels des Jeux olympiques de Moscou 1980 », au titre de l'Exposition internationale « La technique au service des Jeux », qui s'est tenue dans la capitale soviétique.

La société française est Adidas-France, qui fournira, à titre gratuit, l'équipement pour vingt-huit mille personnes. En compensation, elle aura le droit de se servir du label « Fournisseur des Jeux de Moscou 1980 ».

ÉDUCATION

L'ouverture d'un lycée à Bobigny (Seine-Saint-Denis)

La porte étroite

« Ouverture du lycée de Bobigny : une victoire... » mais les habitants doivent-ils continuer de payer à la place de l'Etat ? Des affiches, placardées sur les murs de la ville, appellent en ces termes la population à célébrer l'inauguration du premier lycée de Bobigny (Seine-Saint-Denis), cité-jardin de la banlieue parisienne.

Construction gris rose dont les deux étages contrastent avec le gigantisme des tours qui l'encerclent, le lycée polyvalent ouvrira, le jour de la rentrée, ses grilles fraîchement peintes à cent soixante-cinq élèves. Son équipement est prévu pour en accueillir un millier dans trois ans.

Le maire de Bobigny, M. Georges Vabon (communiste), a exprimé, lors d'une conférence de presse, à la fois la satisfaction de la municipalité d'inaugurer le premier lycée de la ville, « fruit d'une bataille menée depuis vingt ans », et son refus de payer la lourde contribution financière lui incombant. Le budget municipal supporte, en effet, 29,50 % de la construction et le moitié du prix du terrain, soit un peu plus de 700 millions de francs. Charge importante pour une commune de quarante-cinq mille habitants, mais solution la plus souvent retenue, dans la région parisienne, pour satisfaire le programme d'équipement scolaire.

Un appel à « la lutte » a été lancé afin d'obtenir un remboursement de l'Etat. A la nationalisation du lycée, qui sera effective au 1^{er} janvier 1977, le maire prêche l'étatisation, « c'est-à-dire, précise-t-il, une nationalisation à 100 % ».

Un symbole

L'ouverture d'un établissement de second cycle long a valeur de symbole dans ce département de la Seine-Saint-Denis où les collèges d'enseignement technique (C.E.T.) accueillent plus d'élèves que les lycées : 19 005 contre 18 135 pour l'année scolaire 1976-1977, ce qui n'est pas le cas pour les autres départements de la région parisienne. Si l'ouverture du lycée polyvalent témoigne de l'effort accompli depuis vingt ans, le nombre d'établissements de cycle long passant durant cette période de 1 à 20, la majorité des élèves restant orientée vers les quarante-cinq C.E.T. du département.

En Seine-Saint-Denis, banlieue populaire, le lycée est encore, pour les enfants d'ouvriers, « une porte étroite », selon la formule de M. Maurice Nibbs, député (communiste) de la Seine-Saint-Denis. Le nouvel établissement de Bobigny a entrebâillé la porte, peut-être l'aurait-il maintenant ouverte les deux battants ? — A. G.

(Publicité)

INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

175, boulevard Saint-Germain - Paris (6^e) - 548-88-83

Établissement d'enseignement supérieur, l'Institut donne une formation spécialisée de haut niveau aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université. Le diplôme est admis en équivalence de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de Licence en Droit et peut donner accès aux doctorats d'Université.

Recrutement sur titre - Statut étudiant.

(Publicité)

Pierre SEMANUEL, président de l'I.T.N.A., dirigera une conférence-débat le mercredi 22 septembre à 14 h. 30 au

44, rue de Rennes 75006 PARIS. Cette conférence-débat, organisée par la Librairie Larousse, aura pour double thème : — une nouvelle approche des textes littéraires ; — une nouvelle utilisation des dictionnaires.

Participeront au débat : Pierre BARBERIS, Jacques DEMOUGIN, directeur littéraire, Claude DUBOIS, rédacteur en chef des dictionnaires et encyclopédies Larousse, Georges JEAN et Bény MARTEL. Enseignants et parents d'élèves sont cordialement invités à cette réunion.

Riches en laine. Lavables en machine.



Quinzaine des pantawools, au Galfa Club.

Galerias Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

150

ÉDUCATION

La rentrée scolaire en Tunisie

L'arabisation de l'enseignement s'accélère

Tunis. — Un million deux cent mille enfants se sont retrouvés, lundi 20 septembre, dans les quelque deux mille cinq cents écoles, lycées et collèges de Tunisie. Cette rentrée est marquée par une réorganisation des enseignements primaire et secondaire, qui confirme l'option d'arabisation progressive. Il s'agit, ainsi que l'a exprimé récemment à l'hebdomadaire Dialogue le nouveau ministre de l'éducation nationale, M. Mohamed Mestiri, de former « des générations qui soient imbues de leur tunisienneté et conscientes de leur appartenance à une nation tout en vivant leur siècle ».

De notre correspondant

nécessaires à notre développement, figurent les langues étrangères et en premier lieu le français, qui est pour nous la langue étrangère privilégiée que nos enfants devront apprendre et connaître depuis l'enseignement primaire, les autres langues constituant les langues à option. » Et, jeudi 16 septembre, en recevant les nouveaux coopérateurs français, le ministre a encore précisé : « La Tunisie est un pays arabe et musulman qui entend sauvegarder sa personnalité et qui a choisi de vivre le présent et de se préparer aux défis de l'avenir. Il est donc naturel que la langue française soit une langue privilégiée après l'arabe. »

Cette année, outre 45 conseillers pédagogiques en poste dans le primaire et le secondaire, les coopérateurs culturels français seront au nombre de 1 475 (contre un peu plus de 1 700 l'an passé et plus de 2 300 en 1968) : dans le secondaire, on en comptait 1 060 — enseignant le français, les mathématiques, la physique et les sciences naturelles, mais ni la philosophie ni l'histoire et la géographie — et dans le supérieur 415, essentiellement dans les disciplines scientifiques et techniques.

Réorganisation de l'Union des étudiants

Dans l'enseignement supérieur, qui recevra environ vingt et un mille étudiants, la rentrée, dans le courant du mois d'octobre, sera aussi marquée par une importante réforme. Dans un souci « de justice, de démocratie et d'efficacité », pour répondre aux besoins de l'économie du pays et éviter la saturation de certaines carrières aux dépens d'autres, les bacheliers seront orientés entre les cent trente et une « filières » en fonction de leur vœux mais aussi de leurs notes au baccalauréat, de leurs aptitudes et des places offertes dans les différents établissements. Selon les services officiels, 33,7 % des bacheliers ont été affectés dans les filières de leur premier choix, et les autres dans celles de leur second ou troisième choix.

A la veille de cette rentrée, les efforts des autorités semblent tendre à créer un nouveau climat à l'université, très sérieusement perturbée au printemps dernier. Cette agitation était surtout motivée par la présence dans les facultés de « vigiles », accusés par les étudiants comme par la majorité des professeurs de « propa-

gandisme permanent », et par la non-représentativité de l'officielle Union générale des étudiants de Tunisie (UGET), depuis qu'en février 1971, la majorité non orthodoxe qui s'était dégauchée des assises avait été écartée, au profit de la minorité proche du parti unique.

Aucune décision n'a encore été prise officiellement pour les vi- giles. Mais, voit moins de deux mois, le ministre de l'Intérieur, M. Habib Belkhouja, avait annoncé au cours d'un séminaire d'étudiants, que ces gardiens ne seraient pas remplacés à la rentrée. Quant à l'UGET, le bureau politique du parti unique a écarté la semaine passée « les moyens propres à assurer des élections libres » et a préconisé la formation de commissions dans les facultés et les grandes écoles pour préparer un nouveau congrès cet hiver.

Le ministre de l'éducation nationale a déjà laissé entendre que la future organisation « des responsables des démocratiquement », pourrait prendre des positions politiques. « Si les étudiants croient devoir critiquer une option économique, sociale ou culturelle du pays, cela est normal, car ils ont le droit d'avoir une vision différente de celle de leurs aînés », a déclaré le ministre. Ce qui est inutile, et insuffisant, c'est que, au lieu d'étudier les problèmes d'avenir du pays, ils préfèrent la polémique stérile, voire l'injure... »

(Interim.)

M. RENÉ HABY A REÇU LE S.N.I.

M. René Haby a reçu, lundi 20 septembre, les dirigeants du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.). Selon ces derniers, le ministre de l'éducation se serait engagé à ne pas licencier d'instituteurs remplaçants. M. Haby aurait également indiqué qu'aucun stage de psychologues scolaires et de rédacteurs ne sera supprimé, comme le craignait le S.N.I. M. Haby a précisé que tous les instituteurs sortis cette année d'une école normale et qui n'ont pas encore reçu d'affectation trouveraient rapidement un poste.

Au cours de cette entrevue, qu'il a jugée « encourageante », le S.N.I. a rappelé au ministre de l'éducation ses exigences sur l'abaissement à trente-cinq élèves par classe des effectifs des maternelles et sur la formation des maîtres. Dans une interview publiée ce mardi 21 septembre par l'Est républicain, M. Haby a d'autre part indiqué qu'il étudie la possibilité de favoriser la promotion des instituteurs à l'intérieur de l'école primaire. « Il faudrait, a expliqué le ministre de l'éducation, qu'un maître qui s'est imposé l'effort de passer une licence de psychologie puisse rester dans le premier degré, avec, par exemple, un titre de conseiller pédagogique. »

Préparation au CERTIFICAT D'APTITUDE PÉDAGOGIQUE à l'entrée en direction des écoles élémentaires et maternelles. Début des cours : le mercredi 23 septembre COURS NADAUD 19, rue Jussieu - PARIS (5^e) Tél. : 707-15-35 et 707-75-35

Médecine

PHARMACIE

• Encadrant annuel de soutien parallèle à la Fac. par C.E.U.

• Année préparatoire de ray- clog pour Bacheliers A et B

4 CENTRES Médical - Pharm - Station - Gréville

CEPES

Groupe de professeurs 57, rue Charles-Lafitte, 93 Neuilly

Tél. 722-94-54 ou 745-45-15

(Publicité) CONTINUATION

Professions Comptables

Examen Probatoire

du D.E.C.S.

DATE PREVUE : AVRIL 1977

Cet examen est la 1^{re} étape vers l'expérience comptable. Il vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Durée de la préparation par correspondance : 4 à 8 mois, suivant temps disponible. Niveau : 1^{er} ou 2^e Bac. Brochure gratuite n° P. 8.947 à l'École Française de Comptabilité, organisme privé, 92270 Sola-Cabannes. Cours gratuits pour les bénéficiaires de la loi sur la formation continue.

Au cœur du quartier latin

ESM 44, RUE DE RENNES 75006 PARIS Tél. 548.42.31 et 222.66.29

ENSEIGNEMENT PRIVE

Pour un débouché direct sur la vie active

BACS G1-G3-F8 • admission en classes de secondes 1^{re} et terminales

FORMATION ACCÉLÉRÉE 1 AN • secrétariat médical • secrétariat de direction

B.T.S. • secrétariat • distribution • tourisme

Renseignements sur place. Pour recevoir gratuitement et sans engagement notre brochure de 12 pages, retourner après l'avoir rempli le bon ci-dessous à ESM - 44, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 548.42.31 et 222.66.29

BON A DECOUPER

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement votre brochure de 12 pages.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____



Découvrez les merveilles du monde antique (telles qu'elles apparurent à Alexandre le Grand) en lisant "Les Histoires d'Hérodote"

Savez-vous comment on a construit les pyramides d'Egypte, les jardins suspendus de Samiramis à Babylone, la statue en or de Zeus, le temple d'Artémis à Ephèse, le colosse de Rhodes ? Hérodote, témoin de son temps, nous l'explique en détail.

C'est le premier grand reportage sur le monde antique vu par un contemporain.

Le jeune Hérodote d'Halicarnasse a parcouru, 500 ans avant la naissance de J.-C., une grande partie du monde antique alors connu. Conteur incomparable, c'est grâce aux histoires qu'il nous a laissées que nous connaissons aujourd'hui les mœurs et les coutumes des peuples antiques dont nous sommes, sans lui, perdus la trace pour toujours.

Fils d'une famille célèbre d'Halicarnasse, alors sous la domination Perses, il dut s'exiler parce qu'il se trouva mêlé à quelque tentative de rébellion contre le tyran qui gouvernait. Il entreprit alors de grands voyages : Grèce, Asie Mineure, Egypte, Libye, Palestine, Assyrie, Macédoine, etc.

Les monuments nous disent ce que firent les Kéops, les Ramsès, les Thoutmès du monde officiel.

Hérodote nous apprend ce qu'on disait d'eux dans les rues de Memphis.

Les Histoires, destinées à la source principale pour l'étude des guerres médiques et des peuples qui s'y sont affrontés. Le témoignage d'Hérodote est celui d'un Grec curieux de tout, avide de comprendre l'impartial, l'écrit, le mélange des témoignages importants et l'humour de la rue, il

GARANTIE ILLIMITÉE : Il vous offre, sans aucun engagement, de lire gratuitement les deux tomes de la collection. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément.

consulte les archives sacrées. Il se procure des listes officielles, fiscales, note les œuvres d'art, déchiffre les inscriptions. Il donne la situation politique et morale, les ressources des peuples. On connaît les causes qui ont abîmé les cités et donné aux autres une vraie grandeur.

Nous pouvons revivre, en lisant les Histoires, la vie des anciens Grecs, Phéniciens, Assyriens, Mèdes, Perses, Egyptiens, Nubiens, Libyens, etc., et nous voyons comment ils combattaient, comment ils bâtissaient leurs monuments colossaux et grandioses.

Hérodote a dressé un inventaire précis des peuples et de leurs coutumes. Ses observations lui ont permis de décrire les hommes et les faits. C'est une immense enquête.

Fiches descriptives : 2 tomes reliés format in-8 (14 x 21 cm) de 512 pages chacun. Révisés par 35 spécialistes. Plus de 1000 photos en couleurs et en noir et blanc. Les photos sont imprimées sur papier de qualité. Les photos sont imprimées sur papier de qualité. Les photos sont imprimées sur papier de qualité.

Prescriptions typographiques : Broché 12.50 F. Relié 19.50 F. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément.

50 F. par tomes pour la garantie, le remboursement dans les 10 jours, dans une enveloppe d'origine.

50 F. par tomes, le délai de conservation des livres est de 10 ans. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément.

50 F. par tomes, le délai de conservation des livres est de 10 ans. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément. Les deux tomes sont envoyés à la fois et vous pouvez les retourner à la fois ou séparément.

Un projet de décret définit les statuts de la future Fédération nationale du sport universitaire

Le projet de décret approuvant les statuts de la Fédération nationale du sport universitaire (F.N.S.U.) est actuellement soumis à consultation. On sait que le sport scolaire et universitaire était régi par une seule association (l'ASSU), mais qu'en vertu de la loi du 29 octobre 1975, relative au développement de l'éducation physique et du sport, elle a été divisée en deux organismes : l'Union nationale du sport scolaire et la Fédération nationale du sport universitaire. La loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 rendait impossible, en effet, le maintien d'une association dont les statuts ne tenaient pas compte du principe d'autonomie, qui prévaut désormais pour les universités.

Chargée d'organiser et de développer le sport amateur de compétition pour les étudiants et les élèves des universités et des établissements d'enseignement supérieur, la F.N.S.U. sera formée « obligatoirement » des associations sportives des universités et établissements régis par la loi de 1968, et « à leur demande », par les associations sportives des établissements publics et privés de l'enseignement supérieur non régis par la loi d'orientation, ainsi que les associations sportives appelées clubs universitaires.

Chaque université sera représentée par un comité régional du sport universitaire, les organes nationaux étant l'assemblée générale et le comité de direction. Formée par la Fédération nationale du sport universitaire, les membres, dont vingt-quatre sportifs licenciés, deux représentants des présidents des associations sportives universitaires ou par universitaires, deux représentants des mouvements sportifs (dont le président du Comité national olympique et sportif fran-

çais, quatre présidents de fédérations dites civiles, et quatre personnalités qualifiées désignées par le ministre chargé des sports), et deux représentants des administrations nationales de droit ou désignés par les ministères compétents. Il y aura donc trente-six membres élus, ce qui rend majoritaire la part représentative des usagers.

Le président de la Fédération sera élu par le comité de direction, qui comprendra dix-huit membres « élus, désignés ou nommés pour deux ans ». La loi, encore, la majorité sera assurée aux élus des usagers qui seront au nombre de dix.

Un directeur de la Fédération nationale du sport universitaire sera nommé par le ministre chargé des sports après consultation du comité de direction dont il assurera l'exécution des décisions. Il siègera à ce comité avec voix consultative.

Les mille cinq cents élèves du lycée polytechnique de Méridien (Gironde) ont fait leur rentrée scolaire mardi 21 septembre. Les enseignants adhérents au S.N.E.S., appuyés par la Fédération Corne, avaient lancé une grève dès le 14 septembre afin de protester contre des conditions de sécurité défectueuses et un personnel trop peu nombreux. Réunis lors de l'assemblée générale, les grévistes ont décidé d'arrêter leur action, « prenant acte des engagements qui leur ont été donnés ».

Grève au C.E.S. de Liancourt (Oise). — Pour protester contre la suppression d'un poste de professeur de musique dans leur établissement, les trente-deux enseignants du C.E.S. sont en grève depuis lundi 20 septembre. Cependant ils assurent sur place la surveillance de huit cent trente élèves.

Année 1976-1977
PRÉPARATION AUX EXAMENS D'ÉTAT D.E.C.S.
Probatoire - Certificat d'économie, juridique, Comptable.
B.T.S.
Secrétariat de Direction Commerce International.
Niveau de perfectionnement :
• Direction d'entreprise
• Droit des affaires
• Perfectionnement pour aides-comptables
• Secrétariat - Sténodactylo
• Cours de langues.
asprofor
130, rue du Fr. St-Honoré - 75006 PARIS
Tél. : 359.12.77

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA CARTE «AMÉTHYSTE» ET LES PERSONNES AGÉES

La grande banlieue dans un fauteuil

Le 1^{er} octobre, un nouveau titre de transport entrera en vigueur dans la région parisienne : la carte « Améthyste ». Cette carte permettra aux personnes âgées de voyager à tarif réduit sur les réseaux S.N.C.F. et R.A.T.P. de toute l'Ile-de-France. Sa mise en service entraînera la disparition des cartes « Turquoise » (S.N.C.F.) et « Émeraude » (R.A.T.P.).

Ce nouveau titre de transport est né à l'initiative du Syndicat des transports parisiens (S.T.P.), qui poursuit ainsi son entreprise de coordination des réseaux de transports en commun de la région, mais ce sont toujours les départements qui décident d'accorder la semi-gratuité ou la gratuité des transports à leurs habitants. Ils achètent les cartes (300 F pour la gratuité totale, 180 F pour la semi-gratuité) au S.T.P. et les redistribuent aux personnes âgées de leur ressort.

Ce n'est cependant pas d'une voix unanime que les conseillers généraux ont répondu à l'appel du S.T.P. Si les trois départements du nord de la petite couronne (Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis) ont voté la gratuité totale pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, les autres départements ont préféré la semi-gratuité.

En revanche, le système est mis en place plus lentement dans la grande couronne (Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne). Les élus de l'Essonne, par exemple, n'ont pris qu'une décision de principe, comme ceux de la Seine-et-Marne. Dans le Val-d'Oise, la carte sera mise en service à la fin de l'année. Dans les Yvelines, des difficultés spécifiques sont apparues : les transporteurs privés y jouent en effet un grand rôle et un accord devra être conclu avec eux.

Il reste que cette coûteuse dépense (1 800 000 F en 1976 pour les Hauts-de-Seine, par exemple) ne trouve pas encore auprès de ses bénéficiaires tout l'écho attendu. Jusqu'à maintenant, un tiers seulement des personnes âgées de la région parisienne ont déposé une demande.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Paris

Dissensions au sein des groupes de la majorité présidentielle pour briguer la mairie

Premières manœuvres électorales dans la capitale ? M. René Galy-Déjean, conseiller de Paris, membre du Mouvement des Démocrates, annonce mardi 28 septembre, en présence de M. Michel Jobert, sa candidature à la mairie de Paris et la présence de cent neuf « jobertistes » répartis dans les dix-huit secteurs électoraux de la capitale lors des élections municipales de mars 1977. Pour sa part, M. Pierre Bas (U.D.R.), député de Paris et président du groupe Paris-Majorité (à dominante U.D.R.), a déclaré, lundi 20 septembre : « Le plus compétent pour la mairie de Paris est M. Christian de La Malène, rapporteur général du budget de la Ville depuis deux ans ».

La majorité du Conseil de Paris comprend deux groupes : Paris-Majorité et Paris-Avenir, le dernier présidé par M. Jacques Dominati (R.L.), dans lequel se rejoignent les radicaux indépendants et les centristes. M. Bas a notamment déclaré : « Paris-Majorité assume depuis deux ans l'essentiel des responsabilités à Paris. Ses chefs de file sont présents dans chaque arrondissement, ou presque. Ainsi tous ses mem-

bres peuvent être jugés sur leurs actes, qui sont une garantie pour ce qu'ils feront dans l'avenir. »

Évoquant les déclarations de M. Jacques Dominati (candidat à la mairie de Paris), annoncé dimanche 19 septembre, qu'il conduirait des listes d'union, M. Pierre Bas a affirmé : « Quand M. Dominati déclarera que nous faisons une liste commune, comme nous le souhaitons dans le cadre de la majorité présidentielle et gouvernementale, nous serons prêts à discuter avec lui y compris sur le choix du candidat de la majorité à la mairie de Paris ».

Interrogé sur cette déclaration, M. Jacques Dominati nous a déclaré : « La majorité doit se présenter unie aux prochaines élections. C'est la meilleure chance de l'emporter dans la capitale. » M. Jean Tibert, conseiller de Paris, affirme pour sa part : « Le problème des élections à Paris doit être examiné au niveau national. Enfin, M. Christian de La Malène nous a indiqué, ce mardi 21 septembre : « Il est temps de trouver des candidats sérieux pour le fauteuil de maire. J'ai plusieurs raisons pour être candidat. Mais pour l'instant, je réfléchis. » — J. F.

Ile-de-France

Le débat sur le péage urbain sera tranché d'ici quinze jours

déclare le président de l'assemblée régionale

Le conseil régional de l'Ile-de-France s'est réuni, ce mardi 21 septembre, pour établir son règlement intérieur et prendre position sur le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. M. Michel Giraud, président (U.D.R.) de l'assemblée, a fait une communication dans laquelle il a rendu compte de son entretien avec le président de la République, le 29 juillet dernier, sur le sujet précis du péage urbain. M. Giraud devait préciser à l'assemblée que ce problème, ainsi que celui particulier de l'auto-route A-4 seraient réglés dans les quinze jours qui viennent.

Dans la libre option qu'on lira d'ailleurs, M. Michel Giraud explique dans quel esprit il compte animer les travaux de l'assemblée de l'Ile-de-France, mise en place le 1^{er} juillet dernier.

Libres opinions

Un « grand conseil » pas un carcan

par MICHEL GIRAUD

Le conseil régional d'Ile-de-France a tenu sa séance de rentrée. D'emblée, il est confronté — et c'est bien là sa vocation — à un problème qui concerne directement la qualité de la vie des habitants de la région. La question du péage sur l'A-4 suscite, depuis quelques semaines, une polémique qui — est-ce à l'approche des municipales ? — dépasse le cadre initial et normal du débat. Ce n'est plus seulement la localisation des postes de péage qui est en cause, avant ou après la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, mais le principe même du péage urbain nouvelle de Marne-la-Vallée, mais le principe même régional d'avoir, en cette affaire, une position de véritable responsable de l'aménagement de la région, en dépassant les intérêts strictement locaux et en recherchant une solution de financement équilibrée pour tous les habitants de la région.

L'étude de ce problème doit offrir au conseil l'occasion de se référer aux deux initiatives politiques que l'estime nécessaire de le voir adopter, s'il veut faire œuvre efficace et durable. La première est celle d'une coordination étroite entre les représentants des diverses tendances de la majorité présidentielle. La création du groupe unique Union pour l'Ile-de-France traduit une volonté partagée. La deuxième est l'ouverture d'un dialogue constructif avec l'opposition, dans le but d'associer pleinement les élus de la minorité au choix des grandes options d'aménagement qui engagent l'avenir des dix millions d'habitants de la région.

Il n'est pas trop en effet de la conjonction des efforts et de l'imagination de tous les élus du conseil pour déterminer la politique à mener en Ile-de-France : le conseil régional va disposer d'un budget d'équipement d'environ 1,8 milliard de francs en 1977. Sans doute la liberté de manœuvre du conseil n'est-elle pas entière pueux une partie importante de celle-ci est obérée par les actions engagées depuis plusieurs années par le District, en particulier dans le secteur des transports en commun et des équipements routiers où la participation de la région est fixée selon des clés de répartition bien déterminées avec l'Etat, la S.N.C.F. ou la R.A.T.P.

En revanche, il m'étonnerait fort que le conseil ne cherche pas à employer au mieux, pour des mesures nouvelles, les crédits dont il pourra disposer librement. Le conseil sera sans doute fort sollicité, par toutes sortes de demandes de subvention. Il devra éviter à la fois d'accorder son aide selon des critères de préférence géographique ou politique, et de disperser ses financements, ce qui les rendrait inefficaces.

De plus, il est arrivé par le passé que des crédits d'équipement votés par le District restent inemployés, les collectivités bénéficiaires n'ayant pas à temps assuré les frais de fonctionnement correspondants. Aussi ai-je l'intention de proposer au conseil régional d'accorder désormais ses subventions en passant avec le bénéficiaire — établissement public ou collectivité locale — un contrat par lequel ce dernier s'engageait de son côté. Le conseil conclurait avec une commune un contrat concernant tel ou tel équipement : la région assurerait une partie de l'investissement et la commune prendrait à son compte les charges de fonctionnement. Cette méthode présente l'avantage de rendre le bénéficiaire responsable au lieu d'en faire seulement un « assesté », la main tendue vers la subvention. Elle devrait favoriser un style nouveau de rapports entre le conseil régional et les collectivités locales.

Il est, de surcroît, indispensable que ces collectivités soient clairement et constamment informées des dossiers traités par le conseil et de la politique qu'il suit. Mais il est tout aussi important pour le conseil d'être à l'écoute des collectivités locales. Je m'efforcerai, pour ma part, de promouvoir ce double courant d'information qui devrait permettre aux élus du conseil de travailler avec la meilleure efficacité. C'est en créant un climat de confiance et d'échange que l'assemblée régionale n'apparaîtra pas comme une sorte de carcan imposé aux communes et aux départements, mais sera vraiment le « grand conseil » des collectivités locales de la région.

Faits et projets

Assemblées régionales

● M. JEAN MOUCHEL, PRÉSIDENT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE DE BASSE-NORMANDIE. — M. Jean Mouchel, président de la Chambre régionale d'agriculture a succédé, mardi 20 septembre à M. Guy Strittmatter, président de la Chambre régionale de commerce comme président du Comité économique et social de Basse-Normandie. Les deux hommes ont permis respectivement à la présidence et à la vice-présidence selon un accord conclu lors de l'installation de l'assemblée régionale.

Paris

● POUR LES IMMIGRÉS DE LA CAPITALE. — Les pouvoirs publics sont décidés à fournir à la Ville de Paris les moyens financiers nécessaires pour accélérer l'insertion des travailleurs immigrés dans la capitale, a déclaré M. Paul Dijoud, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés. Un milliard de francs environ seront affectés dans les cinq ou six ans qui viennent à la Ville pour l'amélioration du logement et de la formation des immigrés. « Sur cinq Parisiens, a précisé M. Dijoud, il y a un étranger, et plus de quatre mille immigrés vivent en Ile-de-France ».

P.T.T.

● F.O. S'INQUIÈTE À SON TOUR DE LA PRIVATISATION. — DES TELECOMMUNICATIONS. — La fédération des P.T.T. de Force ouvrière s'élève, dans un communiqué, contre la décision de confier, selon elle, la gestion, l'exploitation et la commercialisation du réseau Transpac à une société d'économie mixte, F.O. estime qu'une telle formule compromettrait « le plein exercice du service public et privé ».

Tourisme

● UN ÉTABLISSEMENT DE THERMALISME À CARNAC. — La chaîne hôtelière Novotel va construire, avec le concours d'investisseurs locaux, un institut de thermalisme à Carnac (Morbihan). L'institut, qui traitera deux cent cinquante curistes par jour, et l'hôtel trois étoiles de cent chambres ouvriront leurs portes au printemps de 1978. M. Jean Bobet sera le directeur général de cet institut, qui tout en s'adressant à une clientèle plus modeste, entrera néanmoins en concurrence directe avec l'établissement de Quiberon créé par M. Louis Bobet (le frère de Jean) et qui a été repris récemment par M. Jacques Borel.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ averse ☉ orage ➡ Sens de la marche des fronts
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

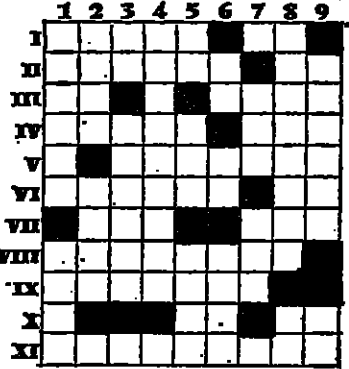
Evolution probable du temps en France entre le mardi 21 septembre à 9 heures et le mercredi 22 septembre à 24 heures :
 Dirigée par la profonde dépression du nord de l'Atlantique, des perturbations traverseront notre pays, mais leur activité demeurera relativement faible.
 Mercredi 22 septembre, une zone pluvieuse, située le matin de la

Vendée à la Normandie, se décalera ensuite vers l'est et s'étendra en fin de journée de la frontière belge à la vallée du Rhône. L'intensité des pluies sera généralement faible, mais une évolution orageuse est à craindre localement, en particulier sur les régions méridionales.
 Après le passage de cette zone pluvieuse, un temps plus frais et variable s'établira ; on observera des éclaircies et des nuages passagers.

parfois accompagnés d'averses. Cette légère aggravation n'épargnera guère que nos régions de l'est et du sud-est de la vallée du Rhône. L'intensité des pluies sera généralement faible, mais une évolution orageuse est à craindre localement, en particulier sur les régions méridionales.
 Après le passage de cette zone pluvieuse, un temps plus frais et variable s'établira ; on observera des éclaircies et des nuages passagers.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1567



HORIZONTALEMENT
 I. Il lui faut bien peu de choses pour être chocolat ! La plus ancienne puissance du monde.
 II. Cahier de « deviens » : Vient tout toujours en vigueur.
 III. D'origine obscure ou illustre : Appel de liquide. — IV. De nos jours, est devenu inabordable : Abréviation. — V. Peine de jeu-

nessé. — VI. Observé par le poète : Partage. — VII. Va à la mer en toutes saisons : Cours étranger. — VIII. Vit le jour en 1864. — IX. Bien vues de Poppée. — X. Marque de privation. — XI. Terme musical. — XII. Du côté du cœur.

VERTICALEMENT
 1. Commencement à partir duquel on ne s'entend plus : Brevient périodiquement. — 2. Se succèdent au cours d'une longue existence : Matière à réflexion. — 3. Préface : une désignation : Aller de pis en pis. — 4. Point du jour. — 5. Note inversée : Désigne tout ce qu'on ne juge pas utile de nommer. — 6. Devant être souvent dérangé : — 7. Toujours beau en sa nouveauté : Fin de partie. — 8. Dans le signallement de l'air. — 9. Points cardinaux : Fromon. — 10. Très fin : Se présente sous de multiples aspects. — 11. Dont rien ne semble troubler la totale bêtise : Pâturage d'attente.

Solution du problème n° 1566
Horizontalement
 I. Mur ; Ornas. — II. Omission. — III. Léna ; Na. — IV. Cinéma. — V. Scène. — VI. Omettent. — VII. Sétiers. — VIII. Se ; Terrée. — IX. Thés ; Ul. — X. Bau ; Ail. — XI. Biennelle.

Verticalement
 1. Molsons ; Bé ! — 2. Ume ; Cm ; Etat. — 3. Rincées ; Eue ! — 4. Sainteté. — 5. Os ; Nettes. — 6. Rôle ; Etre. — 7. No ; Miner. — 8. Anna ; Trouil. — 9. Ase ; Sella. — 10. GUY BROUTY.

Formation professionnelle

● Stages d'anglais pour les professeurs. — L'Institut d'anglais Charles-V de l'université Paris-VII, organise, à partir du mois d'octobre et durant tout le recyclage pour les professeurs de l'année scolaire, des stages de recyclage pour les professeurs d'anglais du second degré. Ces stages porteront sur la grammaire anglaise et la linguistique.

● Stages pour chômeurs. — Les stages pour chômeurs organisés par l'université de Paris-VIII (Vincennes) débuteront au mois d'octobre. Renseignements : formation permanente université de Paris-VIII, route de la Tourne, 75571 Paris Cedex 12 Tél. 374-12-50 (poste 380).

TRANSPORTS

« SORTIE » OFFICIELLE DU MÉTRO DE MARSEILLE

(De notre correspondant.)
 Marseille. — Le métro de Marseille — une rame de trois voitures d'une capacité de 350 voyageurs (dont 138 assis) — a fait sa première sortie officielle le lundi 20 septembre sur le site terminal de la ligne n° 1 La Rose-Castellane où sont groupés sur 10 hectares les aires de dépôt et les ateliers d'entretien et de réparation.

Au cours d'une semaine d'entrées libres — courant février 1977 — les Marseillais pourront essayer gratuitement leur métro grâce à une navette de quelques kilomètres mise à leur disposition entre les terminus de La Rose et la station de Malpassé. La mise en service de la totalité de la ligne est prévue pour la rentrée 1977.

● Inauguration du métro de Bruxelles. — La première ligne du métro bruxellois (11 kilomètres) a été inaugurée le lundi 20 septembre par le roi Baudouin. Elle relie le centre de la ville à deux faubourgs de la capitale. Le roi a également inauguré un tronçon de la seconde ligne qui doit relier la gare du Nord à celle du Midi. — (A.F.P.)

Journal officiel

Est publié au Journal officiel des 20 et 21 septembre 1976 :
 UN ARRÊTÉ
 — Portant agrément de l'Union fédérale des consommateurs dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973.

Journal 1567

Les régions

DESTRUCTION-CRÉATION

VALLÉE DE L'HERS : la rivière ne veut pas devenir canal

LES riverains de l'Hers sont en colère. Cette charmante rivière, qui, après 70 kilomètres de méandres, se jette dans la Garonne en aval de Toulouse, subit les outrages des bulldozers. On creuse et on démolit son lit, on rectifie son tracé, on rase impitoyablement les arbres qui ombrageaient ses berges. Sur plusieurs kilomètres à partir de son embouchure, l'Hers n'est plus qu'un fossé antichair.

Les opérations sont menées par les services de l'équipement pour le compte du syndicat mixte d'aménagement hydraulique de la vallée de l'Hers, qui regroupe une trentaine de communes riveraines. L'objectif est clair : il s'agit de nettoyer le cours d'eau encombré d'alluvions, puis de le « recadrer » pour éviter qu'il ne sorte de son lit lors des crues de printemps. Dans leurs calculs, les ingénieurs ont prévu l'éventualité d'une crue exceptionnelle comme il s'en produit tous les cinquante ans.

Estimant que l'on en fait trop, une association des usagers et riverains pour la défense de l'environnement de la vallée de l'Hers a été créée en mars 1976. Avec l'Union Midi-Pyrénées nature environnement (UMINATE) (1), elle critique la brutalité des travaux et demande un aménagement plus « écologique ».

La polémique qui agite les esprits de la région toulousaine est en tous points exemplaire. Les rivières françaises qui, comme l'Hers, appartiennent au domaine privé s'étendent sur plus de 100 000 kilomètres. Leur lit et leurs berges appartiennent aux riverains, qui, en contrepartie du droit de pêche et d'irrigation, ont le devoir de les entretenir. Faute de main-d'œuvre et de moyens, ils ne le font plus depuis longtemps. Aussi le réseau hydrographique retourne-t-il doucement à l'état sauvage. C'est pittoresque mais dangereux, car, enfoui sous la végétation, le cours d'eau s'assèche et en cas de crue inonde les terres d'alentour.

Un peu partout, les pouvoirs publics sont obligés d'intervenir au lieu et place des syndicats de

propriétaires négligents. Mais c'est alors le recours aux ingénieurs et aux entreprises de travaux publics, qui n'y vont pas par quatre chemins. D'un excès, on tombe aussitôt dans l'autre : destruction du paysage, eutrophisation des eaux par l'ensoleillement, ravinement des berges que ne retiennent plus les arbres, puis, quand la végétation repart, traitement aux dés herbicides chimiques.

Croquis à l'appel, M. B. Mahoux, responsable de l'Atelier de l'environnement Midi-Pyrénées, a démontré dans un rapport récent (2) que l'on pouvait procéder tout autrement, plus en douceur. Lors du colloque régional sur l'environnement qui s'est tenu à Toulouse en novembre 1975, une commission à laquelle participaient des ingénieurs, des universitaires et des amis de la nature a expressément demandé que les aménagements de cours d'eau soient exécutés « dans le respect des équilibres écologiques ».

La technologie douce

Elle l'a fait avec d'autant plus d'assurance que, non loin de Toulouse, la Compagnie d'aménagement des cotaux de Gascogne donne l'exemple (3). Dans le département du Gers, elle restaure actuellement 230 kilomètres de rivières en usant d'une technologie douce. Et elle doit poursuivre ses travaux sur 370 autres kilomètres. Ce n'est donc pas de l'artisanat. Bien sûr, il faut débroussailler et même éclaircir la futaie qui croît sur les berges de la rivière. Mais, au lieu de tout raser, des engins spéciaux — sorte de scieries géantes — tronçonnent les arbres en amont et les portent un par un sur le chantier de débitage. Puis on dégage le lit des matériaux qui l'obstruent. Lorsqu'il faut l'élargir, on ne touche qu'à une seule berge. En cas de rectification du cours, les anciens méandres sont conservés. Ils serviront de frange à poisons, de refuge pour le gibier et, en cas de crue, feront office de trop-plein.

Sur les berges, on ouvre des chemins qui permettront le passage des équipes d'entretien. Fermées aux véhicules particuliers, ces nouvelles « voies sur berges » pourraient devenir autant de sentiers de randonnée. Lors d'un voyage à Toulouse en décembre 1975, M. André Jarrot, alors ministre de la qualité de la vie, vint sur les bords de la Save. La Compagnie d'aménagement des cotaux de Gascogne en achevait la toilette. Le ministre comprit que les rectifications sauvages n'avaient plus

aucune raison d'être. « Vous montrez la bonne exemple, dit-il aux techniciens. Il faut partout vous imiter. »

Même dans la région Midi-Pyrénées, tout le monde ne paraît pas avoir entendu. Quant aux propriétaires riverains, s'ils protestent contre les recalibrages — à l'emporte-pièce, ils rechignent, en cas d'aménagement écologique, à laisser le passage aux promeneurs. Mais peut-on à la fois faire payer aux contribuables la restauration des cours d'eau et en conserver l'usage exclusif ?

M. Gérard Lalanne, l'un des responsables de la Compagnie d'aménagement des cotaux de Gascogne, suggère la création d'un corps de conseillers en environnement qui assureraient le respect de la réglementation des rivières privées et organiseraient leur entretien. Ces gardes champêtres nouvelle manière seraient en quelque sorte les gérants de 100 000 kilomètres de cours d'eau. Car cet immense capital économique, touristique et piscicole ne peut être aujourd'hui ni laissé en jachère ni transformé en simple canal d'évacuation des crues.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) UMINATE, 6, place Jeanne-d'Arc, 31000 Toulouse.
(2) Atelier de l'environnement Midi-Pyrénées, 11, rue des Paradoux, 31000 Toulouse. Rapport sur les travaux de réaménagement des rivières, par B. Mahoux.
(3) Compagnie d'aménagement des cotaux de Gascogne, S.P. 215, 65001 Tarbes.

MARSEILLE : un jardin sur la décharge

COMMENT faire reverdir les décharges d'ordures ménagères ? Comment réhabiliter les sites dégradés par les dépôts de déchets aux abords des zones urbanisées ? La nouvelle composition des déchets rend difficile un rebroussement ou un « engazonnement » irréprochables. Une étude de l'Office national des forêts faite pour le compte de la région de Marseille suggère quelques solutions mises en œuvre en France et à l'étranger.

En Grande-Bretagne, une véritable politique de contrôle des décharges a été mise en place dès l'entre-deux-guerres. Elle a permis de supprimer de manière quasi totale les nuisances visuelles, atmosphériques ou olfactives. Un exemple très positif à Wakefield : la décharge, drainée et engazonnée, sert de terrain de football. D'autres terrains peuvent être utilisés soit à des fins agricoles ou horticoles, soit pour la construction d'immeubles. L'Allemagne s'est engagée aussi dans cette voie après l'échec du site de Wannsee, près de Berlin, où les plantations à même les ordures ont rapidement défrayé. En France, un programme expérimental a été lancé sur le site de Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône), où les ordures de Marseille se déversent à une cadence de 1 100 000 mètres cubes par an. Le contrôle du dépôt et son aménagement devraient permettre un rebroussement de qualité. Pour l'instant, le taux de réussite des plantations est de 80 %, et l'état de santé des arbres paraît satisfaisant.

L'agréable et l'utile

Le plateau de la Mure avait été choisi pour accueillir les déchets agro-alimentaires du métro. Or la Société du canal de Provence (S.C.P.) a installé sur ce site une réserve de 3 millions de mètres cubes, destinée à mettre Marseille à l'abri de toute pénurie d'eau.

En inaugurant le réservoir, M. Gaston Defferre, député (socialiste), maire de Marseille, avait souhaité que ce site inutilisé profite un jour à la détente des habitants des quartiers nord de la ville, servie de verdure. Cette nouvelle vocation passant par la restructuration de l'environnement végétal du plateau de la Mure, il fut décidé de joindre l'agréable à l'utile et — outre les plantations classiques qui entourent le barrage — d'essayer de faire pousser les arbres sur les débris mêmes. Se souvenant que ce que l'on nomme « terre » est un mélange de matières minérales et animales, les maîtres d'œuvre ont tenté de le reconstituer avec ce qu'ils avaient sous la pelle. Pour le « minéral » ce sont les débris des galeries métropolitaines et pour l'« animal » ce sont les ordures convenablement « mûries » (fermentées) par arrosage. Mûrissement qui réclame trois mois.

Une expérimentation en pots fut immédiatement conduite par les services de la protection du milieu naturel de la S.C.P., au Tholonet. On pouvait bientôt conclure que le meilleur « mélange » est celui qui met en présence moitié débris, moitié ordures, intimement mêlés par broyage.

On est donc passé en mai 1974 à l'expérimentation en vraie grandeur : sur 1 hectare, au nord du barrage du valon Dol, qui en facilite l'irrigation, il y a nécessité l'apport de quelque 300 000 mètres cubes de mélange étalé sur 1,60 mètre d'épaisseur après nettoyage du terrain au bulldozer. Le passage d'une herse à vis le sol en condition de recevoir les plantations à la densité de mille sujets à l'hectare.

« Il ne semble pas qu'il existe de types d'ordures incompatibles avec la croissance des végétaux », explique M. Portier, ingénieur du canal de Provence. Tout est une question de tri à la réception et de disposition des diverses couches. Les « monstres » incompatibles ou non broyables, comme les carcasses de voitures ou les appareils ménagers, peuvent même constituer une couche de base sur laquelle s'appuient les lits successifs d'un mélange plus favorable à la pousse des racines.

Grâce à un mûrissement et à l'arrosage, les « monstres » d'ordure peuvent reproduire en quelques années une végétation normale. La nature aurait mis des siècles à accomplir, c'est-à-dire la transformation des matériaux inertes en terre végétale. Perspective en-

faisant. Une autre expérience vient de naître, près de Marseille, qui vise à trouver une solution au problème d'évacuation des déchets et des ordures.

Sur le plateau de la Mure — 1 700 hectares de végétation rase, bruyère, fortement ventée, maintes fois ravagée par des incendies — au nord de l'agglomération marseillaise, l'idée de revaloriser les déchets connaît, depuis 1974, un début de réalité. Ici, à l'aplomb de la réserve du valon Dol, barrage servant à l'alimentation en eau de la ville, ont été plantés des pins-pignons, des genêts, des micocouliers, des cyprès et des cistes, qui ont été rejoints à l'automne dernier par des robiniers et des sophoras. Et cela sur un sol constitué d'un mélange de débris provenant du creusement des galeries du métro de Marseille et d'ordures ménagères que produisent les Marseillais au rythme de 1 kilo par tête et par jour, auxquelles est incorporé le peu de terre recueillie sur place.

C'est la première fois que pareille tentative est faite en France, à une telle échelle, sur un sol accidenté et sous un climat méditerranéen. L'idée en est venue en 1973 à M. Georges Lacroix, inspecteur général des services techniques de la ville. Il s'agissait de trouver une solution satisfaisante au problème d'évacuation des déchets provenant du percement de la première ligne du métro (plus de 1 million de mètres cubes annuellement) et d'un volume équivalent d'ordures ménagères.

On étudie même en soufflerie le « profil » idéal à donner aux débris.

On s'oriente vers la création et la répartition sur tout le plateau de « bosses » artificielles d'une quinzaine de mètres de haut, sur lesquelles les plantations seraient étagées et protégées du vent.

Mais le domaine ne pourra être ouvert au public qu'après que les arbres auront atteint une taille suffisante et que la luzerne et le gazon auront solidement pris racine.

« Si ce projet aboutit, précise M. Manya, directeur du service des espaces verts, le problème de l'évacuation des déchets de Marseille sera résolu pour vingt ans. »

JEAN CONTRUCCI.

NE CHANGEZ PLUS VOTRE VIEILLE BAIGNOIRE REPABAD

les spécialistes RENOVBAIN la réaménagent sur place à très peu de frais sans aucun démontage (blanc ou couleur) Travaux garantis - Références



Ahain DUVAL : 951-08-47 ou 051-05-44 2 A. DES 4 ARBRES 5 RUE DE LA HAIE, A SOREL ELANCOURT-MAUREPAS 91100

DÉCENTRALISER AU FÉMININ

TOUTS des Français qui vitupèrent le centralisme et ses méfaits auront appris avec plaisir la décision gouvernementale demandant à Mme Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, de résider à Lyon, avec son entourage. « Je veux par cette mesure l'intérêt que j'en porte à la décentralisation », lui a dit M. Raymond Barre.

Les sceptiques réagissent : « Voyez dans quel état d'infériorité se tient la condition féminine puis que toute la machine grise gouvernementale demeure au pied de Notre-Dame ! Mais les optimistes répliqueront : « C'est à une femme qu'est confiée la première expérience de déconcentration de l'Etat. C'est un précédent et l'Etat donne l'exemple. La capitale de Rhône-Alpes a désormais moins de raisons de faire un complexe à l'égard de Paris. »

On verra dans quelques mois si cette modeste ouverture du pouvoir parisien vers la province n'a eu qu'une portée symbolique s'apparentant au gadget, ou si elle aura lancé un mouvement de déconcentration sans que pour autant soit menacée l'unité de la République.

C'est une erreur de croire que l'autorité de l'Etat est d'autant mieux assurée et la gestion des affaires mieux conduite que tous les services administratifs de commandement sont groupés à Paris. Aujourd'hui, l'indifférence des transports et des télécommunications — sans même parler des aspirations et des particularités régionales — permet mieux qu'autrefois la délégitimation des responsabilités et la multiplication des relais entre l'Etat et les citoyens.

Dès 1955 les responsables de l'aménagement du territoire ont compris que le gonflement des administrations dans la région parisienne était néfaste, les ministères devenant des bastilles bouillantes, sclérosées et ingouvernables. Phénomène d'autant plus nuisible que les fonctionnaires nouveaux étaient souvent originaires de Bretagne, d'Auvergne ou de Corse, leur exode contribuant au déclin de ces régions.

D'où une série de mesures ponctuelles (transfert de l'imprimerie nationale à Douai ou celle des timbres-poste à Périgueux, par exemple) ou contractuelles (des programmes de localisation sont négociés entre les ministères et la DATAR). Des résultats encourageants ont déjà été enregistrés : Rennes, Nantes, Lyon, Toulouse, par exemple, devaient de petites métropoles administratives pour les P.T.T., les

affaires étrangères, la recherche, les transports, les finances, l'agriculture, la culture, l'équipement. De nombreux emplois ont ainsi pu être offerts à la main-d'œuvre féminine.

En même temps, on interdit aux ministères de construire de nouveaux bureaux en région parisienne, sauf dans les villes nouvelles où il faut bien créer volontairement des emplois maintenant qu'elles existent.

Les administrations centrales occupent encore quatre-vingt-dix mille fonctionnaires à Paris, sans compter les effectifs des banques et des assurances ou ceux des entreprises nationales. Il y a à l'encore un vivier dans lequel on peut puiser. Quels arguments avancer pour justifier la présence à Paris, à quelques centaines de mètres de leur ministère, de services aussi spécialisés que les phares et balises, l'Office des forêts, les invalides de la marine, les anciens combattants, voire certaines administrations de la police, de la justice, des finances, du tourisme ou de l'aménagement du territoire lui-même ?

Mais les blocages sont puissants. Les syndicats craignent un démantèlement du service public ou sa privatisation et verront dans tout transfert autoritaire une manœuvre pour éroder leur combativité. Pour leur part, les fonctionnaires des grands corps de l'Etat, qui aiment fréquenter les antichambres du pouvoir, n'admettent pas que les « chemins de la carrière » les éloignent souvent et longtemps de Paris : le « passage » en province ne doit pas être autre chose qu'un intermédiaire. L'arrivée récente des femmes dans la haute fonction publique modifiera-t-elle cet état d'esprit ?

Il ne suffit pas que le président de la République et les ministres, pendant leurs voyages en province, dénoncent le centralisme et la bureaucratie parisienne. Il ne suffit pas de créer des commissions pour réfléchir à l'écroulement des prérogatives des collectivités locales. Il ne suffit pas de constater avec amertume la dépopulation de nos nombreuses campagnes. Il faut que l'Etat parisien cède un peu de ses pouvoirs afin que les citoyens retrouvent davantage de responsabilité.

Un tel réajustement faciliterait la recherche de la confiance, du consensus et de la solidarité dont les Français entendent si fréquemment parler depuis quelques semaines.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

POUR LE WEEK-END UN ENSEMBLE VESTE PANTALON

La VESTE pure laine mini pied-de-poule. Rouille ou gris bleuté.

350 F

Le PANTALON polyester et laine.

Bronze ou anthracite.

150 F



MADELIOS

Place de la Madeleine

CORA PEARL transforme votre ancienne fourrure en pelisse

55, rue Pierre-Chartron, PARIS-8^e

VOS Circulaires CV, TARIFS, ETC. EN OFFSET EN MOINS D'UNE HEURE

345.21.62 345.00.26

38, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

ENQUÊTE

LE PRIX DE LA SANTÉ

II. — HONGRIE : UNE COMPLÈTE ÉTATISATION

par ANITA RIND

Dans tout le monde occidental, le coût de la santé atteint une fraction identique du revenu national et sa croissance vertigineuse inquiète les responsables. Après avoir décrit le système de santé de la République fédérale d'Allemagne, nous donnons les grandes lignes de celui adopté en Hongrie, où l'étatisation est complète (cf. le Monde du 21 septembre).

Budapest. — « Non, je ne suis pas satisfait à 100 % du système en vigueur. C'est impossible. » En Hongrie, les responsables de la santé ne se posent pas en tromphateurs. M. Janos Balogh, directeur général adjoint du ministère de la Santé, reconnaît que « des améliorations doivent encore être apportées pour répondre aux besoins, aux souhaits de la population. Certains projets pourraient aussi être réalisés plus vite et nous pourrions recevoir plus d'argent ». Mais, ajoute-t-il, « si l'on songe au chemin parcouru durant ces trente dernières années... »

Dans les années 40, la Hongrie comptait environ dix mille cinq cents médecins pour un peu plus de neuf millions d'habitants. Aujourd'hui, leur nombre a presque triplé (vingt-cinq mille trois cents, dont 94 % de femmes), alors que la population n'est guère plus élevée (dix millions cinq cent mille). La densité médicale a, de ce fait, progressé de onze à près de vingt-cinq médecins pour dix mille habitants. Quant aux lits d'hôpitaux, qui restent l'un des domaines de pénurie, leur nombre a presque doublé : il est passé de près de quarante mille à quatre-vingt-huit mille, soit environ quatre-vingt-six lits pour dix mille habitants. Enfin, s'il y a trente ans moins de 30 % de la population bénéficiait de la sécurité sociale — « le nombre de personnes qui mouraient sans même avoir été vues par un médecin était accablant », nous a confié le médecin-directeur d'un hôpital de Budapest. — depuis le 1^{er} juillet 1975 tous les Hongrois, sans discrimination, ont droit aux soins gratuits.

La mise en place d'un système de santé de masse quadrillant tout le pays a, d'autre part, fait baisser le taux de mortalité-natalité de 131,4 pour mille à 33,9 pour mille. L'espérance de vie, qui était de trente-huit ans en 1938, est à ce jour de 68,3 ans pour les hommes et de 72,2 ans pour les femmes.

Par rapport à ceux des pays occidentaux, certains de ces chiffres paraissent encore peu satisfaisants. Mais, pour les responsables hongrois, il s'agit moins de faire un tel rapprochement que de comparer la situation présente où se trouvent leur pays au sortir de la guerre avec celle d'aujourd'hui. Se fondant sur les mêmes principes que ceux des États socialistes voisins, les dirigeants se sont toutefois efforcés

de créer un système de santé étatisé original.

Le ministère de la Santé est l'instance suprême dont relèvent toutes les questions professionnelles, qu'il s'agisse de la formation, des effectifs ou des rémunérations. Il est aussi chargé de planifier le réseau sanitaire, de veiller à la diffusion « uniforme » des différentes techniques des divers procédés médicaux.

« L'un des buts essentiels que nous nous sommes fixés, dit M. Balogh, est d'offrir l'égalité des soins non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi qualitatif. » Cela demande de l'argent, mais surtout, laisse-t-il entendre, il faut aussi « bousculer » les vieilles traditions auxquelles est attaché le corps médical. « Certains médecins », ajoute-t-il, « supportent mal les conseils directifs des quarante-trois instituts pilotes nationaux qui assistent le ministre dans cette tâche. » En revanche, l'ensemble du corps médical accepte de bon gré, se félicite même, d'être soumis, tous les trois ou cinq ans, à un stage hospitalier de perfectionnement à plein temps d'une durée variant de un à deux mois.

Des pourboires pour les médecins...

Tout habitant d'un district peut consulter gratuitement et autant qu'il le veut le médecin dont il dépend soit en se rendant à son cabinet, soit en appelant à domicile. « Dans un cas comme dans l'autre nous devons nous armer de patience et nous résigner à de longues attentes », déplorent beaucoup de Hongrois : les praticiens sont souvent surchargés de travail.

Mais les Hongrois ont tiré leçon de leur histoire tourmentée : ils ont appris à survivre, et cela « depuis la nuit des temps », dit-on ici. Dans le domaine de la santé, ils tentent de contourner les difficultés grâce à la pratique des pourboires. Cet usage s'observe à tous les niveaux, du bas au haut de l'échelle, au cabinet de consultation, dans les hôpitaux, dans les maisons de cure. Il est entré dans les mœurs au grand regret des responsables de la santé, qui reconnaissent que si le salaire de base d'un praticien n'est pas très élevé (en moyenne pour un débutant, 3 500 forints par mois sans les diverses primes) (1) et qu'il est parfois inférieur à celui d'un ouvrier qualifié, ce n'est pas une raison « pour que les médecins complètent leurs revenus par des pourboires comme les coiffeurs ». Mentalité médicale dégradée par un système de santé étatisé ? Ce serait avoir une vision simpliste de la question. Peut-être, comme

Polycliniques et centres de santé

A côté des cabinets de généralistes il existe environ deux cents polycliniques offrant des consultations externes. Chacune doit comporter au minimum sept cabinets de spécialistes (médecine interne, pédiatrie, chirurgie, gyné-

cologie, stomatologie, laboratoire et radiologie) et dix postes de médecins. En fait, la plupart de ces polycliniques disposent de plusieurs autres spécialistes. D'autre part, un réseau national de pédiatrie est mis progressivement en

place depuis plusieurs années. On compte un peu plus de mille à l'heure actuelle. Les besoins sont estimés au double. Un important service sanitaire est, en outre, organisé dans les entreprises. Il travaille en étroite collaboration avec les médecins de quartier, ceux des dispensaires et ceux des unités de médecine préventive (2). Près de deux mille spécialistes sont employés dans ce secteur. En 1974, ils ont examiné et traité près de dix millions de travailleurs. En Hongrie, les visites d'embarquement et de contrôle prévues par la loi ne restent pas au stade du mythe.

Que se passe-t-il si une hospi-

talisation est nécessaire ? Le malade ne peut se rendre directement à l'hôpital. Les consultations « externes » y sont pratiquement inexistantes. Seuls les praticiens de quartier, ceux des centres de santé et des polycliniques peuvent prendre la décision de faire hospitaliser un consultant.

En cas d'urgence, c'est au généraliste de « son district » que doit s'adresser le malade. S'il s'agit d'une extrême urgence ou d'un accouchement, il est toutefois possible d'appeler le central des ambulances — tenu au courant en permanence des places disponibles — et de se faire transporter directement dans un service de soins intensifs (il y en a deux cents) ou dans une maternité.

Des hôpitaux surchargés

Ce système aurait pour avantage, nous a-t-on expliqué, d'éviter une mauvaise orientation du malade, mais surtout d'empêcher qu'il ne se présente devant un hôpital qui affiche « complet ».

Le fait n'est pas rare à Buda-

pest. Ce système a été appliqué lors de conversations privées, ce fait révèle-t-il le besoin qu'éprouve, ici comme ailleurs, la grande majorité du corps médical de jouir de certains privilèges et notamment de revenus élevés. Encore ce sentiment est-il moins vif en Hongrie, où de nombreux médecins approuvent l'organisation en place et s'y dévouent.

Une autre solution s'offre aux Hongrois : utiliser les consultations privées. Cette pratique est officiellement tolérée, sauf pour certaines catégories précises de médecins. En tout état de cause, l'exercice privé n'est autorisé que si le praticien a consacré au moins six heures par jour au service de santé national. Au ministère, on estime à 15 à 20 % seulement la proportion des praticiens qui ont une clientèle privée.

Il ne nous a pas été possible de connaître le montant des honoraires d'une consultation privée. Un chiffre extrême nous a cependant été fourni à l'hôpital de Tétényi à Budapest : un spécialiste hospitalier rémunéré, comme tous les médecins hongrois, selon une grille de salaires fixée par le ministère de la Santé, peut, grâce à l'exercice privé, atteindre jusqu'à 40 000 forints par mois. Un ministre n'en gagnerait que 18 000, nous a-t-on confié, avec un certain sourire, à l'hôpital de Tétényi.

En ce domaine, la Hongrie paraît accuser un retard assez considérable, notamment sur le plan de la formation, dont la qualité est très inégale. Comme partout ailleurs, on retrouve les mêmes motifs de désaffection et de désertion de la profession d'infirmière : surcharge de travail, astreinte difficilement compatible avec une vie personnelle, bas salaires. Une infirmière débutante gagne, sans les primes, 1 700 forints par mois et son traitement culmine à un peu plus du double après quinze ans d'exercice.

Les infirmières sont, elles aussi, en nombre insuffisant. Les statistiques officielles, assez imprécises, font état d'un effectif global pour le pays de quatre-vingt-sept mille six cent quinze paramédicaux et indiquent seulement que le nombre moyen de « paramédicaux qualifiés » exerçant dans les hôpitaux est d'environ quarante-trois pour cent lits.

En ce domaine, la Hongrie paraît accuser un retard assez considérable, notamment sur le plan de la formation, dont la qualité est très inégale. Comme partout ailleurs, on retrouve les mêmes motifs de désaffection et de désertion de la profession d'infirmière : surcharge de travail, astreinte difficilement compatible avec une vie personnelle, bas salaires. Une infirmière débutante gagne, sans les primes, 1 700 forints par mois et son traitement culmine à un peu plus du double après quinze ans d'exercice.

Le système de santé que les responsables ont mis en place, en trente ans, répondait à des besoins pressants : il fallait rattraper un retard considérable, venir à bout des maladies mortelles et invalidantes, instaurer des dépistages systématiques, introduire des méthodes thérapeutiques modernes pour lutter contre les maladies contagieuses, notamment la tuberculose, qui ravageait le pays. Aujourd'hui, c'est aux maladies cardio-vasculaires (première cause de mortalité), aux tumeurs malignes et aux affections cérébro-vasculaires qu'il faut s'attaquer.

En 1975, le budget de la Santé s'est élevé à 13,8 milliards de forints, soit 3,9 % de celui de l'État : 5 milliards ont été consacrés aux hôpitaux et aux soins qui y sont prodigués, exception faite du coût des médicaments. À lui seul, ce dernier secteur a coûté 1,5 milliard de forints : il faut y ajouter les 5 milliards pris en charge par la Sécurité sociale. Celle-ci, gérée par le Conseil national des syndicats, s'occupe essentiellement de diverses prestations sociales. En 1975, ces dernières ont représenté un montant de 57 milliards de forints, soit près de 13 % du budget national. La contribution des travailleurs consiste en une seule cotisation retraite variant entre 3 et 10 % du salaire.

« Le syndicat jouit à l'État sa force de travail. En échange, l'État socialiste lui procure un meilleur niveau de la garantie de la Sécurité sociale est un élément », nous a dit M. Istvan Bartos, directeur général pour l'assurance sociale au Conseil national des syndicats. Cette conception de la santé, comme nous l'avons expliquée nos interlocuteurs, est encore peu soucieuse des coûts. En cas de besoin, aucune technique n'est trop belle. Les médecins restent au cours de notre enquête nous ont souvent paru étonnés de leurs appareils, plus rarement de leurs rapports avec les malades, de leurs conditions d'hospitalisation en particulier. L'humanisation de la médecine et des hôpitaux ne paraît pas être jusqu'à maintenant la préoccupation principale. A l'avenir, elle sera cependant un sujet de préoccupations croissantes pour les responsables hongrois de la santé.

Prochain article :

GRANDE-BRETAGNE : UNE MÉDECINE NATIONALISÉE DANS UN PAYS LIBÉRAL

(1) Le salaire moyen mensuel en Hongrie est d'environ 2 800 forints (100 forints valent environ 21 F au taux de change touristique et 11 F au taux commercial). Les primes varient selon les spécialités. Dans les disciplines où il y a peu de contact avec le malade, le salaire peut être majoré de 30 %. (2) Elles sont situées dans les centres de santé et le plus souvent dans des établissements spécialisés. En 1974, on comptait notamment quatre mille centres de protection maternelle et infantile et plus de deux cents centres de dépistage du cancer.

Beaucoup plus qu'une adresse.
L'appartement-témoin
en fait la preuve.
81, avenue Foch, Paris 16^e

Pour vous en convaincre, venez sur place visiter
le très bel appartement témoin, tous les jours de 15 h à 19 h,
ou téléphonez à Madame Le Febvre, 704.58.75 ou 538.65.65.

SEFRI CIME

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

et COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)

50 F 100 F 150 F 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

165 F 315 F 455 F 605 F

ÉTRANGER

par messagerie

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS — SUISSE

115 F 210 F 307 F 400 F

II. — TUNISIE

125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) ou

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défi-

nitive ou provisoire (semaines ou plus), nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance

de réviser tous les noms propres en

caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants :
Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Jacques Sauvage.

Imprimerie
du Monde
5, r. des Italiens
PARIS-IX^e

1976

Reproduction interdite de tous arti-

cles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications : n° 5747.

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les conséquences de la sécheresse sur l'élevage

LE TEMPS DES VACHES MAIGRES

Si les effets de la sécheresse sur la production végétale peuvent être à peu près cernés, il n'en va pas de même pour l'élevage : les dégâts, probablement beaucoup plus graves, sont encore à venir.

L'absence d'eau, en empêchant une pousse normale de l'herbe, a eu deux conséquences :

— Les animaux n'ont pas assez mangé pendant l'été. Ils sont souvent maigres.

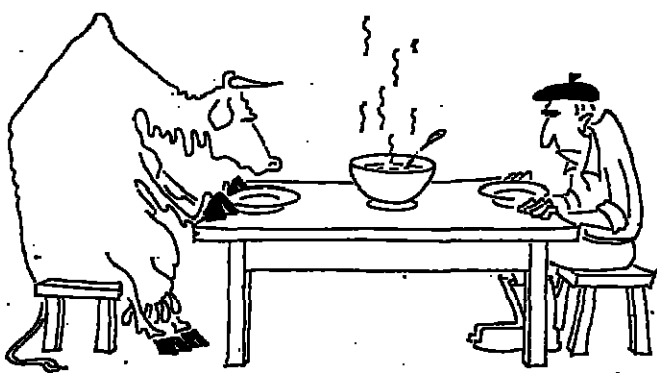
— La récolte de fourrage est insuffisante. Il n'y a pas assez de nourriture normale pour l'hiver.

Il est heureusement possible de donner aux animaux des aliments alternatifs.

Des études scientifiques menées actam-

ment à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) permettent de connaître ces substituts et les conditions (parfois délicates) de leur emploi. Mais dans tous les cas, les substituts reviennent plus cher que la nourriture ordinaire. Certains agriculteurs ne pourront pas les acheter. D'autres constateront que les revenus qu'ils pourront en tirer sont inférieurs à leur prix d'achat.

Il faut donc se résoudre à l'abattage précoce — qui a déjà commencé — d'un certain nombre de bovins et à la sous-alimentation d'un grand nombre d'autres. Il en résultera des conséquences pendant plusieurs années sur le cheptel. Le fragile équilibre de l'élevage bovin français risque d'en être perturbé.



(Dessin de KONE.)

L'ELEVAGE bovin fournit à la fois du lait et de la viande. Ces deux produits dépendent donc l'un de l'autre, encore plus en France que dans d'autres pays : la moitié de la viande de « boeuf » est en fait de la viande de vache laitière en fin de carrière, que les spécialistes dénomment « vaches de réforme ». Quant aux veaux, ce sont pour la plupart les descendants de ces vaches laitières.

L'exploitation française type en période normale des races à lait est la suivante. La génisse, qui pèse une quarantaine de kilogrammes à la naissance, est nourrie pendant presque deux ans avant de devenir fécondable. Elle pèse alors 370 kilogrammes. Elle vit une première fois vers trente mois. Elle produit du lait pendant dix à onze mois. Mais comme elle a été fécondée trois à quatre mois

après son vêlage, elle ne demeure productive que pendant une courte période de deux à trois mois (1). Après son second vêlage le cycle recommence et une vache normale « fait » un veau presque tous les ans (2), et produit du lait pendant dix mois sur douze. A partir du deuxième cycle, elle atteint son poids adulte (de l'ordre de 600 kilogrammes). Au cours de sa vie, une vache peut suivre un grand nombre de cycles de production lait-veau (une dizaine). Mais, en moyenne, les vaches vivent moins longtemps (six à sept ans) : si l'agriculteur trouve que la production laitière est insuffisante, il a du mal à féconder sa vache, il la sacrifie. Quelles sont les conséquences d'une sous-nutrition sur ce cycle de production ? Pendant les premiers mois de la vie du veau, une sous-alimentation aurait des répercussions sur toute la vie de l'animal : les jeunes sont beaucoup plus vulnérables que les adultes au manque de nourriture.

Il n'y a, heureusement, aucune raison que cela arrive. Les veaux (comme les futures génisses) sont nourris avec des aliments végétaux riches (lait artificiel) qui n'ont pas souffert particulièrement de la sécheresse.

Au stade suivant, la jeune génisse est normalement nourrie avec des fourrages qui, eux, manquent. Faut-il compléter les fourrages existants avec des aliments riches mais coûteux ainsi qu'avec de la paille additionnée d'urée, de manière à assurer une croissance normale ou peut-on limiter la ration et faire ainsi des « génisses maigres » ? Sur le plan biologique, la réponse est évidente : laisser un peu maigrir les génisses n'a rien de catastrophique. Elles

repréendront leur poids normal à condition d'être suralimentées ultérieurement. Mais, globalement, les animaux, pour arriver au même poids, auront consommé plus de nourriture. Cette solution n'est cependant pas à écarter car elle permet d'économiser la nourriture pendant cet hiver, où elle sera rare et chère (puisque l'herbe utilisable sera réduite pour l'alimentation animale), quitte à consommer beaucoup d'herbe (presque gratuite) à partir du printemps.

En revanche, il serait dangereux de limiter l'alimentation des vaches en fin de gestation. Leurs veaux seraient fragiles et d'un poids insuffisant à la naissance (3). Si l'on n'est pas convaincu de limiter la nourriture au début de la lactation, l'ensemble de la production de lait s'en trouverait affecté (4). Il est, en effet, prouvé que, même si l'alimentation redevenait normale en fin de cycle, le niveau normal de production laitière n'est pas rejoint si la production du début du cycle est anormalement faible. Il ne convient pas non plus de limiter la nourriture quelque trois mois après le vêlage : c'est le moment où la vache doit être inséminée. Si elle n'est pas en bonne forme à ce moment, elle ne sera pas fécondée. Son cycle s'en trouvera allongé. Elle restera pendant plus longtemps en période de repos, où elle ne produit pas de lait. Sa rentabilité sera diminuée.

La seule période où des restrictions alimentaires n'ont pas de conséquences à long terme est donc la période de fin de lactation. Toutes les autres modifications de la production laitière, la fécondité ou la production ultérieure de lait.

visande. A ce moment, est dure. Le marchand de bestiaux garde l'animal chez lui pendant quelque temps et procède normalement à une alimentation « de préparation » qui permet à la vache de reprendre des formes rebondies et à sa viande de s'améliorer. La pénurie d'herbe et de fourrage interdit ce processus. Il serait trop onéreux de faire cette « préparation » avec des céréales. Les bêtes sont donc abattues maigres. Leur viande servira alors à la fabrication des saucisses plus que des biftecks.

Le veau, le taurillon et le boeuf

Toute la viande bovine ne vient pas des vaches de réforme. Il existe aussi un élevage spécialisé de viande.

Des veaux sont aujourd'hui élevés en batteries. Ils sont nourris avec des laits artificiels, faits à partir d'aliments riches peu coûteux par la sécheresse. Cette production ne devrait donc pas être modifiée.

Une autre forme d'élevage intensif conduit aux taurillons. (Le veau est abattu à quatre mois, le taurillon à six mois.) Ce n'est pas encore un adulte, mais sa viande s'en approche. Elle est toutefois peu goûtée des Français et est principalement destinée à l'exportation. L'alimentation de ces taurillons est riche. Elle dépend peu de la sécheresse. Cette production non plus ne devrait pas varier.

C'est l'élevage du boeuf qui, lui, subira les conséquences des aléas climatiques. Ces animaux sont normalement abattus à trente mois. Il est possible de les sous-alimenter pendant une certaine période et de les faire grossir ensuite (c'est ce qui se produit en hiver pendant les périodes de conjoncture climatique normales). Mais il faudra ensuite les suralimenter. Il n'y a donc pas de danger à long terme pour eux. Mais ce processus ne doit pas être étendu aux femelles. Sous-alimentées, leur fécondité risque d'être amoindrie, et les veaux qu'elles allaient ne trouveront plus leur nourriture normale. Il faudra très probablement les sévrer plus tôt.

Il est très difficile de prévoir dans quelle proportion la sécheresse affectera la production bovine française. La situation climatique est en effet très variable. Dans certaines régions, la pluviosité a été suffisante, et l'élevage sera normal. Aux endroits où il y a pénurie, la réaction spontanée de l'éleveur sera le fait de la sécheresse. Elle est liée à la situation financière. L'urgence sera générale, les agriculteurs souhaitent conserver leurs animaux (c'est le capital avec lequel ils travaillent). Certains ne pourront pas y réussir : ceux qui sont

trop démunis de moyens financiers pour acheter des aliments riches de complément, ainsi que ceux qui sont trop endettés pour ne pas avoir besoin de rentrées d'argent immédiates (et dont l'exploitation ne sera pas rentable cet hiver). Mais nombreux seront ceux qui, pour conserver le cheptel, accepteront de sous-alimenter leurs animaux avec les conséquences à court et à long terme qui ont été signalées.

Sur le plan national, la sécheresse aura des conséquences différentes à court et à long terme. A court terme, il n'y aura pas de pénurie de viande (au contraire, il devrait y avoir des excédents à cause des abattages prématurés), mais une diminution de la production de lait (ce qui n'est pas très gênant compte tenu de la surproduction actuelle). A court

terme, les effets ne seront pas négatifs. C'est à long terme qu'ils se feront sentir, à cause de la diminution du cheptel. Indépendamment des dégâts techniques provoqués par la sécheresse, les faibles revenus que certains agriculteurs tireront de l'élevage cet hiver ne les inciteront pas à poursuivre dans cette voie. Ils risquent de se tourner vers d'autres productions.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

En toute logique Jeux de cubes

PROBLEME N° 76

Un jeu de cubes permet de constituer exactement un choix :

— Soit deux carrés ;

— Soit un grand cube dont le côté est la différence des côtés des carrés.

Quelle est la taille minimum du jeu ? Quelles sont les autres solutions ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 75

Combien de sauts différents un cavalier peut-il faire des cases d'un échiquier $p \times q$?

Un saut de cavalier est :

— Soit d'une colonne à une colonne contiguë ;

— Soit d'une ligne à une ligne contiguë.

De chacune des $p-1$ premières colonnes, il peut faire $q-2$ sauts à la colonne suivante vers le bas et autant vers le haut. Avec les sauts vers l'arrière, on a :

$4(p-1)(q-2)$ sauts.

De même, de chacune des $q-1$ premières lignes, on peut faire $p-2$ sauts vers la ligne suivante, soit un total de $4(q-1)(p-2)$ sauts.

l'ensemble donne :

$4(q-1)(p-2) + 4(p-1)(q-2) = 2(p-2)(q-2) - 1$.

Sur le rectangle $7 \times 9,328$ sauts sont possibles.

PIERRE BERLOQUIN.

Des polymères qui conduisent l'électricité

par JACQUES LIVAGE (*)

CONDUIRE le courant électrique, c'est la fonction des métaux. Depuis une dizaine d'années, on voit apparaître dans les laboratoires des polymères organiques ou minéraux qui possèdent cette propriété. Ces polymères et métaux possèdent des propriétés théoriques importantes. Ils ont aussi des perspectives nouvelles en électronique. Certains d'entre eux sont déjà utilisés en radiographie ou pour la réalisation de piles miniatures. Leur développement est encore limité car ils ont, comme le graphite, des propriétés mécaniques médiocres. Ils sont fragiles et difficiles à mettre en œuvre, parfois instables à l'air. Des progrès théoriques et technologiques restent à faire avant qu'ils entrent vraiment dans notre vie quotidienne.

Pour obtenir un polymère qui conduise l'électricité, on peut prendre un polymère de type normal et y inclure des atomes métalliques. Par exemple, le ferrocène, $Fe(C_5H_5)_2$ est la base de polymères contenant du fer à deux degrés d'oxydation différents : ferrocène Fe^{2+} (ferrocène) et ferrocène Fe^{3+} (ferrocène). L'ion Fe^{3+} comporte un électron de plus que l'ion Fe^{2+} (1). Cet électron supplémentaire, qui lorsque les deux ions sont suffisamment proches, saute de l'un à l'autre et se déplace par sauts successifs dans tout matériau. Le résultat est meilleur lorsque le métal est dans un complexe plan carré tel que le cyanoplatinate de potassium $K_2Pt(CN)_4$. L'atome de platine Pt est entouré de quatre

groupements cyanure CN formant un carré dont le métal occupe le centre. On peut alors remplir ces motifs plans Pt (CN) $_4^{2-}$ les uns au-dessus des autres. Les atomes de platine forment un véritable fil métallique au sein d'une matrice isolante.

A l'intérieur d'une même chaîne, les atomes de platine sont distants de 2,85 angströms, à peine plus que dans la chaîne métallique (2,78 angström) : la conductivité électrique le long de ces chaînes est élevée (100 unités). La distance séparant les chaînes étant beaucoup plus grande (10 angströms), les électrons ne peuvent pratiquement pas passer d'une chaîne à l'autre, ce qui confère au matériau des propriétés électriques totalement anisotropes. A température ambiante, la conductivité parallèlement aux chaînes est cent mille

fois plus élevée que perpendiculairement à celles-ci. On obtient un conducteur à une dimension qui peut conduire à de nouvelles applications en micro-électronique.

La source et l'écoulement des électrons, peuvent se combiner pour former des polymères de formule générale $(SN)_x$. Ces polymères sont constitués de chaînes contenant alternativement un atome de soufre et un atome d'azote -S-N-S-N-S-. Cette structure en chaîne est responsable de l'aspect fibreux du matériau. En tant que tel, ce polymère minéral n'a rien d'extraordinaire, on en connaît bien d'autres.

(Lire la suite page 18.)

(*) Les ions sont des atomes ou des groupes d'atomes qui ont perdu ou gagné des électrons, ou qui possèdent des électrons en trop. Dans le premier cas, on obtient des ions positifs (une fois, deux fois, trois fois positifs s'ils ont perdu un, deux ou trois électrons). Dans le second cas, il s'agit d'ions négatifs.

L'INTELLIGENCE ET L'ORDINATEUR

* MACHINA SAPIENS, de William Skyvington, Ed. du Seuil, col. « Science ouverte », 250 p., 75 F.

ROBOTS rusés, ordinateurs perfides, ordinateurs amoureux...

Il y a longtemps déjà que la science-fiction a transformé en poncif le mythe d'une machine qui pourrait penser, parler, imaginer, sentir « comme nous ».

Il est permis d'en rire ou d'y rêver, laissant à chacun le loisir de sa « faire peur » : ce ne sont ni, dit-on, que jeux de l'esprit. Mais on accepte plus difficilement d'examiner avec sérieux — l'idée d'une machine puisse réellement devenir sapiente. Comme s'il y avait là quelque chose d'inacceptable, de menaçant, et surtout d'impossible.

William Skyvington pense le contraire. Praticien de l'informatique et spécialiste des questions de l'intelligence artificielle, il soutient tout au long d'un essai provocant que l'existence d'une machine sapiente n'est rien d'impossible. Si elle n'est pas pour demain, sa gestation, à l'en croire, est déjà bien entamée...

Les nombreux exemples qu'il décrit méritent attention. Car ils couvrent un champ de la recherche en informatique encore peu connu du public. Schématiquement, l'objectif n'est plus de se servir simplement de l'ordinateur comme d'une machine à calculer surpuissante, mais d'explorer ses capacités spécifiques. Grâce aux procédés de simulation (qui reviennent, en quelque sorte, à faire fonctionner la machine comme si elle était « autre » qu'elle-même, par le biais de l'inter-traduction de deux programmes), on peut, en effet, construire sans cesse de nouvelles machines sur le « même » ordinateur.

Il est bien connu que ces machines peuvent, aujourd'hui, « lire », sous ses diverses formes typographiques et manuscrites, chaque lettre de l'alphabet. On sait moins que dans ce domaine des traitements « en parallèle » se substituent depuis peu aux classiques traitements sériels. Qu'est-ce à dire ? D'habitude (dans un traitement « en série »), un ordinateur doit suivre l'une après l'autre les instructions de son programme : « exécuter d'abord x puis x+1, puis x+2, etc. Cela implique que pour identifier, par exemple, un « Z » il faille comparer sa forme à celle du « A », puis du « B », etc., jusqu'au moment de conclure, par élimination, qu'il s'agit du « Z ».

Est-il besoin de dire que le décodage d'un homme qui lit est tout différent ? Il semble reconnaître d'emblée, globalement, la forme en question, en traitant simultanément (« en parallèle ») les informations qu'il reçoit. Certaines

machines, maintenant, se comportent ainsi. Tout comme d'autres « savent » simuler des énoncés paranoïques (au point qu'un psychiatre s'y trompe...) ou distinguer et manipuler à la demande un jeu de cubes multicolores et de pyramides.

Malgré l'impression de fantasmagorie laissée par ces robots de laboratoire, une objection demeure : programmés par des hommes, ils font uniquement ce qui leur est dicté par leur programme, si complexe soit-il. A tout jamais leur manquera l'instrument universel de la raison, qui peut servir en toutes sortes de rencontres, pour reprendre les termes de Descartes. La possibilité de s'adapter pour agir « en toutes les occurrences de la vie » fera toujours défaut à l'assemblage de leurs pièces et rouages, même abstraits.

« Apprendre à apprendre »

L'objection est forte. Elle est pourtant en voie d'être ébranlée, selon William Skyvington, depuis que sont apparues les machines « adaptatives » : celles à qui l'on a su, même dans des univers encore limités, « apprendre à apprendre ». Bref, des machines capables de modifier elles-mêmes leurs programmes, en tenant compte, si l'on peut dire, de l'« expérience ».

L'essai de William Skyvington se lit avec facilité. On pourrait d'ailleurs lui reprocher d'y céder, en choisissant systématiquement des exemples marqués par un style d'humour « américain » parfois lassant. Mais ce qu'il perd en gravité, il le gagne en clarté. Ses exposés élémentaires sur le sujet des propositions et celui des prédicats, sur le fonctionnement d'une machine de Turing (le « modèle idéal » des ordinateurs effectivement construits), ou sur le principe des grammaires génératives — qui n'apprennent évidemment rien aux spécialistes — devraient être précieux pour le large public auquel ils s'adressent.

Machina Sapiens est pourtant plus qu'un bon livre de vulgarisation : William Skyvington relaie avec vivacité le débat du roseau et du robot pensants. Il adopte pour sa part l'option avancée par Turing en 1950 : « Je crois qu'à la fin du siècle l'usage des mots et les opinions générales des milieux cultivés auront tellement changé que l'on pourra parler de machines pensantes sans risque d'être contredit ».

Une façon comme une autre de dire qu'il y a, entre science et fiction, un trait d'union.

ROGER-POL DROIT.

Un nouveau procédé pour brûler le charbon

DEPUIS le début de la crise énergétique, de nombreux pays, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, se sont aperçus qu'ils négligeaient une ressource naturelle très abondante : le charbon. Les nouveaux programmes de recherche ne l'oublient plus. Certains visent à transformer le charbon en un combustible plus commode à manipuler sous une forme gazeuse ou liquide (« le Monde » du 20 mars 1974). D'autres veulent simplement trouver une nouvelle manière de le brûler.

Deux obstacles s'opposent à l'emploi de certains charbons : la pollution par les fumées que dégage leur combustion, la grande quantité de cendres qu'ils produisent.

L'INDUSTRIE moderne brûle, aujourd'hui, le charbon de deux manières : sur grille ou sous forme pulvérisée. Dans le premier cas, les morceaux de charbon sont placés sur une grille, l'air nécessaire à leur combustion arrive en dessous, et l'appel d'air naturel suffit pour entretenir la réaction. Le procédé est voisin de celui qui est mis en pratique dans les poêles domestiques. Dans le second cas, le charbon est pulvérisé. Sa combustion se fait dans un brûleur analogue à un brûleur à mazout.

Si, comme il est fréquent, le charbon a une forte teneur en soufre, ce dernier élément est brûlé en même temps que le charbon. Il se forme du gaz sulfureux, toxique qui est envoyé dans l'atmosphère et qui pollue, à moins que l'installation ne comporte un coûteux dispositif de désulfuration.

Le charbon n'est jamais pur. Il contient toujours des matières minérales incombustibles. Ces dernières forment des cendres. Dans la combustion sur grille, la température atteinte est en général assez forte (jusqu'à 1500°C) et les matières minérales fondent. Il y a formation de mâchefer et, si la quantité de matière minérale est trop forte, le charbon ne brûle pas.

Dans le procédé à charbon pulvérisé, ces matières minérales inutilisées sont broyées finement en même temps que le charbon proprement dit. Le prix de revient et le rendement énergétique sont modifiés d'autant. Aussi, les charbons à trop forte teneur en cendres ne sont pas utilisés. Ils s'accumulent sur le carreau des mines et forment des montagnes de déchets que sont les terrils.

« Le lit fluidisé »

Dans la technique du lit fluidisé, le charbon n'a pas besoin d'être réduit en poudre. Il lui suffit d'être en morceaux de dimension inférieure au centimètre. Le charbon est placé sur une grille fine à travers laquelle on souffle de l'air sous pression. Le solide se souleve pour laisser passer l'air, et il se forme un « lit » de solide mélangé au gaz, qui se comporte comme un fluide. D'où le nom de « lit fluidisé ». C'est là qu'a lieu la combustion.

Ce procédé présente de nombreux avantages. Pour une puissance donnée, le réacteur à lit fluidisé est nettement plus petit qu'un réacteur classique. La température de combustion est inférieure, de l'ordre de 1000°C seulement. Il n'y a donc pas de formation de mâchefer. Le lit fluidisé,

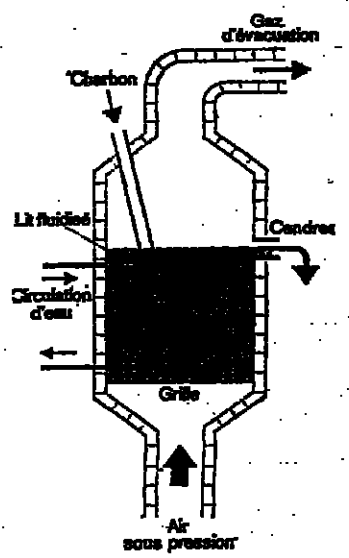
La technique du « lit fluidisé » prônée par les Anglais depuis 1958 apporte une solution élégante à ces deux problèmes. Elle est maintenant développée aux Etats-Unis, par exemple dans le réacteur expérimental d'Argonne, ou, sur le plan international, grâce à un accord entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, dans un réacteur anglais.

La France reste à l'écart de la plupart de ces recherches. D'une part, le sol national est peu riche en charbon et, d'autre part, l'E.D.F., qui a mis sur le métier, se désintéresse des combustibles fossiles. Mais peut-être n'est-ce pas tort, car cette nouvelle technique permet de brûler le charbon des terrils, et même les matières organiques des sables ou schistes bitumineux.

celle du lit fluidisé, c'est-à-dire pour l'essentiel des matières minérales incombustibles. La chaleur est recueillie soit à l'intérieur même du lit fluidisé, par une circulation d'eau dans des tuyaux réfractaires, soit directement, d'une manière classique, dans les gaz de combustion, grâce à des « cyclones ».

Pour l'instant, les techniciens ne savent faire que des lits fluidisés de petite surface (de l'ordre de quelques mètres carrés). De plus, les grands lits risquent de présenter des instabilités. Il faut donc les étudier de près. Certains techniciens préconisent de faire fonctionner ces lits sous pression (dix atmosphères par exemple). La théorie montre que le rendement s'en trouve augmenté. D'autres veulent y ajouter de l'eau pour faire une gazéification. De nombreuses études portent sur la nature et la résistance de la grille à travers laquelle l'air est soufflé.

La technique du lit fluidisé n'est encore qu'à ses débuts. Elle n'a pas encore pénétré dans le



Sur ce schéma, le charbon est introduit par le haut dans un lit fluidisé où l'air est soufflé de dessous. Les gaz de combustion sortent par le haut, et les cendres sont recueillies dans un cyclone. Le réacteur est sous pression.

milieu industriel souvent très traditionnel. Mais, ses atouts sont assez grands pour qu'elle s'impose, au moins dans des pays comme les Etats-Unis, où la lutte contre la pollution est vigoureusement menée. — J.-L. L.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

ENVIRONNEMENT

De grandes ou de petites réserves

De nombreuses espèces animales sont menacées de disparition. Pour les protéger, l'homme a inventé les « réserves » : des domaines où il intervient peu et où les animaux peuvent retrouver les conditions de vie sauvage qu'exige leur existence. Mais ces réserves coûtent cher, car elles immobilisent des surfaces de terrain parfois considérables.

Comment les gérer au mieux ? Deux théories s'affrontent. La plus classique favorise les grandes réserves. Mais deux Américains, MM. Daniel Simberloff et Lawrence Abele, ont suggéré que ce n'était peut-être pas la meilleure tactique et qu'il était préférable de créer beaucoup de petites réserves plutôt qu'un nombre réduit de grandes.

Cette position est combattue violemment par plusieurs autres scientifiques dans un récent numéro de la revue américaine Science (10 septembre 1976).

Il semble que les deux partis aient raison : que les deux tactiques soient valables. Mais elles

ne protégeraient pas les mêmes espèces. La solution est peut-être intermédiaire : une grande réserve entourée de petites ?

PHYSIQUE

Les super-lourds évanouis

Depuis une dizaine d'années, des physiciens cherchent à créer ou à découvrir dans la nature des éléments « super-lourds », c'est-à-dire des atomes beaucoup plus lourds que ceux actuellement connus. Il y a, en effet, de bonnes raisons théoriques de croire à leur existence. En juin dernier (le Monde du 22-23 juin), on eut bien l'air d'y avoir découvert. Une équipe américaine, en irradiant avec des protons un minéral originaire de Madagascar, ou plus précisément certaines inclusions de monazite présentes dans ce minéral, a observé des rayons X dont la fréquence coïncide exactement avec celle qu'on peut calculer pour les rayons X émis par des atomes super-lourds.

Une expérience de contrôle a été aussitôt entreprise par M. Claude Schmitt de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay,

qui a analysé au spectrographe de masse des échantillons du même minéral. Il utilise un appareillage très sensible, spécialement destiné à la recherche des super-lourds. Or l'analyse n'a pas permis de trouver trace de ces atomes.

D'autre part, un physicien allemand, M. Schwalm, a montré que l'une des raies X, attribuée à un élément super-lourd, venait, en fait, d'une réaction nucléaire entre les protons du faisceau et des noyaux de cérium présents dans la monazite.

Les super-lourds se sont ainsi évanouis ; mais les raisons théoriques de leur existence subsistent. La chasse va donc continuer. Peut-être les découvrirons-t-on un jour ; peut-être aussi une amélioration de la théorie montrera-t-elle que les espoirs actuels sont vains.

TELECOMMUNICATIONS

L'enregistrement magnétique de textes écrits

Les systèmes permettant d'obtenir un « journal » écrit sur bande magnétique sont à peine installés en Grande-Bretagne que les techniciens envisagent de les perfectionner. Les laboratoires de recherches de Mullard ont mis au point un procédé qui permet de les enregistrer sur une cassette ordinaire. Les systèmes « Cefax » Oracide utilisent des lignes lumineuses dans les émissions de télévision pour transmettre les signaux des « journaux » écrits. Le système View Data accouplé en cours de mise au point par la General Post Office emploie le téléphone. L'usage « appelé » directement sur son poste téléphonique un ordinateur qui lui envoie à sa demande le message recherché.

La capacité d'enregistrement d'une cassette normale, dans le procédé mis au point par Mullard, est de trois cent soixante pages. Il serait possible de l'utiliser pour lire des cassettes pré-enregistrées. Ce serait donc un moyen d'enregistrer sur bande magnétique des textes écrits.

● Le prix Guggenheim d'Astronomie internationale d'Astronomie, a été attribué à Marcel Barrère de l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales). M. Barrère est un spécialiste de la cinétique chimique dans les écoulements à grande vitesse. Ces phénomènes expliquent les instabilités de combustion des fusées.

Des polymères qui conduisent l'électricité

(Suite de la page 17.)

Il a acquis sa renommée en 1973, lorsque des chercheurs américains ont annoncé qu'il avait une conductivité électrique analogue à celle d'un métal. En 1975, une autre grande nouveauté, la mise en évidence de ses propriétés supraconductrices (c'est-à-dire la disparition complète de la résistance) à très basse température, au-dessous de 0,3 degré Kelvin, au voisinage immédiat du zéro absolu (-273°C).

(SNX) est le premier polymère supraconducteur. Un supraconducteur inédit a donc été découvert, dans un domaine de la chimie où, jusqu'à présent, on ne soupçonnait pas de telles propriétés. Peut-être trouvera-t-on un jour un matériau intéressant qui conserve son caractère supraconducteur à une température suffisamment élevée pour rendre possible des applications industrielles. Autre originalité, la structure en chaîne de (SNX) en fait un supraconducteur à une dimension, ce qui n'avait jamais été observé auparavant.

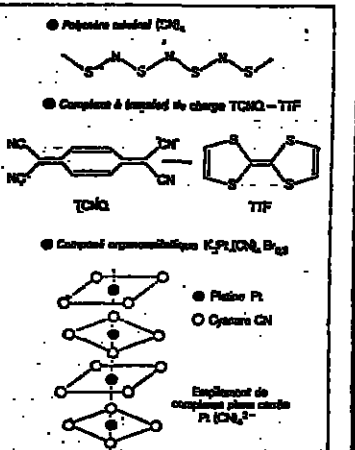
Les composés covalents

Dans les composés covalents, les électrons sont partagés entre plusieurs atomes formant une entité appelée molécule. Il devrait suffire, en principe, d'accroître la taille d'une telle molécule, c'est-à-dire le nombre d'atomes qu'elle contient pour obtenir une délocalisation plus importante des électrons. Cela est effectivement observé dans les molécules organiques dites conjuguées dans lesquelles on a alternativement une simple et une double liaison entre les atomes de carbone.

Un exemple bien connu est celui du benzène C₆H₆, molécule en forme d'hexagone plan dans laquelle certains électrons sont délocalisés sur l'ensemble des six atomes de carbone. On peut, en réalisant un pavage de tels hexagones, obtenir une conductivité électrique importante dans le plan ainsi formé. C'est le cas du graphite, l'une des formes du carbone, qui est utilisé depuis longtemps comme électrode dans les piles à électrolyse.

Avec les polymères on réalise des chaînes carbonées (CH)_n le long desquelles les électrons peuvent

UNIFORMES POLYMERES CONDUISANT L'ELECTRICITE



se déplacer. Ce déplacement le long des chaînes est relativement aisé, mais pour que le matériau soit conducteur, il faudrait aussi que l'électron puisse passer d'une chaîne à une autre. La conductivité de ces polymères décroît lorsque les chaînes deviennent courtes. La composée qui offre les meilleures performances dans ce domaine a été brevetée au Japon en 1971, c'est le trans-polyacétylène qui a une conductivité de un milliardième d'unité, encore bien inférieure à celle des métaux.

Les complexes à transfert de charge

Ces polymères organiques offrent des possibilités intéressantes sur le plan électrique. L'un d'entre eux, le P.V.K. (Poly-N-Vinylcarbazole) a même remplacé l'arsénium de sérum dans les procédés de xérographie. Mais plusieurs défauts limitent leurs applications : propriété mécanique médiocre, coloration foncée, caractère réfractaire. On fonde, aujourd'hui, beaucoup plus d'espoirs sur d'autres composés organiques dits « complexes à transfert de charge ».

Ces complexes sont formés par l'association de deux types de molécules : un donneur D qui cède facilement l'un de ses électrons et un

accepteur A qui fixe volontiers un électron. L'enchaînement A-D-A-D-A... constitue un polymère dans lequel les électrons peuvent sauter d'une molécule D à une molécule A et se déplacer ainsi dans le matériau. Ces polymères sont, en général, fragiles, ce qui limite leur utilisation, mais certains d'entre eux ont déjà trouvé des applications intéressantes. C'est le cas, par exemple, de l'iodure de poly-2-vinylpyridine, qui sert de cathode dans les piles miniaturisées lithium-iodure.

Le complexe à transfert de charge assure deux fonctions : il fournit l'énergie nécessaire au fonctionnement de la pile et il conduit le courant. Sa conductivité est de mille unités. Ces piles, fabriquées par Wilson Greatbatch Ltd, aux Etats-Unis, alimentent les stimulateurs cardiaques. Elles ont une énergie spécifique quatre fois plus grande que les batteries classiques au plomb, et une durée de vie qui atteint dix ans.

TCNQ-TTF : un champion

Le champion des polymères organiques conducteurs est, incontestablement, le complexe à transfert de charge formé par l'association TCNQ (Naphthoquinone) et de TTF (Tetrathiafulvalène). Il est formé par l'empilement de ces molécules les unes sur les autres, formant des espèces de colonnes TCNQ et TTF placées à des distances suffisamment courtes (3 à 4 angströms) pour que les électrons puissent sauter

DE L'ISOLANT AU SUPRACONDUCTEUR

UN matériau pourra conduire le courant électrique s'il possède des électrons susceptibles de se déplacer. On distingue trois grands groupes de matériaux classés selon leur conductivité (aptitude à conduire le courant électrique), exprimée en unités spécifiques : ohm - 1 centimètre - 1.

● LES ISOLANTS, dont la conductivité est inférieure à un dix-milliardième d'unité. On y trouve les matériaux les moins (sels, réfractaires) et covalents (matériaux organiques, plastiques).

● LES SEMI-CONDUCTEURS, dont la conductivité comprise entre un dix-milliardième et cent unités d'unité. On y trouve certains éléments (silicium, germanium) ou composés (oxydes métalliques).

● LES CONDUCTEURS métalliques, dont la conductivité est supérieure à cent unités d'unité quand on élève la température. On peut y ajouter une quatrième catégorie :

● LES SUPRACONDUCTEURS. La conductivité des métaux croît quand on abaisse la température. Dans certains, au-dessous d'une certaine température, elle devient même infinie. Le matériau n'oppose plus aucune résistance au passage d'un courant électrique. Il est supraconducteur. Cette propriété ouvre la voie à des applications importantes, en particulier pour le transport de courant et la réalisation de champs magnétiques intenses (suspension par coussins magnétiques). Il existe cependant une limitation due au fait que le matériau ne devient supraconducteur qu'au-dessous d'une certaine température, toujours très basse (quelques degrés absolus). On est donc obligé de le plonger dans l'hélium liquide, ce qui est très coûteux. On recherche activement des matériaux nouveaux capables de conserver leurs propriétés supraconductrices à des températures aussi élevées que possible.

D'une molécule à une autre. Sa conductivité atteint dix mille unités, celle du plomb est de cinquante mille unités et celle de l'étain de cent mille unités. Comme pour les métaux, la conductivité augmente à basse température. Mais, malheureusement, à 58 degrés absolus, une transformation se produit, et le TCNQ-TTF perd son caractère métallique pour devenir semi-conducteur. Découvert il y a trois ans, le TCNQ-TTF fait actuellement l'objet de très nombreuses recherches. La plupart des travaux essaient d'apporter quelques modifications au squelette de base des substitutions ou des additions. On arrive, maintenant, à déterminer les facteurs qui améliorent les propriétés électriques mais on ne les contrôle pas encore assez pour orienter les synthèses et prévoir a priori quelles seront les propriétés d'un matériau nouveau.

Pour l'avenir, les complexes à transfert de charge semblent devoir l'emporter sur les autres polymères. Ils sont plus faciles à mettre en œuvre, solubles dans des solvants organiques, ils peuvent être déposés sous forme de films minces. Malheureusement ils sont sensibles à l'air et se décomposent progressivement en perdant leurs propriétés conductrices.

JACQUES LIVAGE.

SUCCESS MOTIVATION INSTITUTE, INC (SMI) est le pionnier et le leader mondial de l'industrie de la formation, de la motivation et des communications.

Le besoin énorme de nos produits et le vaste marché inexploité en France nous font rechercher des Directeurs Régionaux, des Distributeurs et des Vice-Présidents des Ventes autonomes et indépendants.

Notre préférence ira à des personnes enthousiastes et dynamiques qui acceptent de suivre un système de marketing qui a fait ses preuves dans 52 pays et qui désirent atteindre un revenu annuel élevé.

Renseignez-vous dès aujourd'hui. Si vous avez les qualités, nous vous offrons l'opportunité immédiate de créer votre propre affaire dans une des entreprises les plus dynamiques en France : la formation, moyennant un petit investissement qui dépendra uniquement de la fonction que vous recherchez et du secteur que vous désirez, mais qui est de toutes façons largement inférieur à la valeur du matériel reçu. Vous n'avez absolument rien à payer d'avance.

Pour recevoir des informations complètes, envoyez-nous une lettre personnelle avec un bref résumé de vos activités professionnelles.

SMI
230 Avenue Louise - 1050 BRUXELLES
Tél. 649.869 - 647.3549

Sans langues étrangères, vous ne pouvez pas avoir le B.T.S. de Tourisme - diplôme d'état - Et pourtant...

Les métiers du Tourisme c'est voyager, voir des visages nouveaux, avoir sans cesse des contacts humains.

Si vous avez le niveau bac ou le bac demandé renseignements et documentation gratuite à I.S.T. - Institut Supérieur de Tourisme (Institut d'enseignement privé) 71 Fg St-Honoré 75008 (M° Miromesnil) ou venez vous inscrire tous les jours même le samedi de 9 h à 20 h.

tél: 266.86.82 - 266.32.47

PRIX DE GROS C.C.A.

Chocolats - Champagnes - Vins - Alcools - Foies Gras Dragées etc... Des marques les plus prestigieuses

EXTRAIT DE NOTRE TARIF (VENTES SUIVANT CONDITIONS DE CE TARIF)

Champagnes (vente par carton de 6 bouteilles)	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F
CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F
CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F
CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F
CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F	CHATELAIN 750 ml, la b. 18,50 F

CCA SIEGE SOCIAL: 103, rue de Turenne - PARIS 3^e

Ouvert du Mardi au Samedi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

Demandez le tarif 277.59.28

Chèque accepté à partir de 300 francs mais 1^{er} achat en numéraire - carte client

AU PALAIS DE LA DECOUVERTE

ENTREE LIBRE DANS LE DOMAINE SCIENTIFIQUE

« Conférences d'initiation aux sciences modernes »

physique contemporaine, mécanique actualisée, astronomie, sciences de la terre, diététique, chimie.

A partir du 1^{er} octobre 1976, à 18 h. 15

Programme détaillé sur demande

Av. Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

Jacques Livage

ARTS ET SPECTACLES

Musique

Le Requiem de Mozart joué par la Purcell Society de l'université de Cambridge, qui venait d'en donner quatre auditions en trois jours à Eury, Mantel, Valenciennes et Ville-d'Avray, avait attiré, lundi, une foule considérable à Saint-Germain-des-Près, où beaucoup d'auditeurs durent rester debout. Cet engouement pour une formation qui, mis à part les solistes et le chef, compte une majorité d'étudiants et d'amateurs donnait son véritable caractère à cette soirée qui témoi-

Le «Requiem» par la Purcell Society

gnait de la qualité des concerts donnés dans la vieille université anglaise ; de quoi faire rêver ses homologues français. Car le public ne s'est pas trompé : on était vraiment pris par l'intensité électrisante de ce Requiem qui avait l'accent de la jeunesse devant la mort, cet hémisme de la jeunesse, plus jeune encore que Mozart, qui n'a pas connu la lassitude et la sagesse. Edouard Elstnerbottom, fine silhouette de Pierrot dans son habit dansant, dont tout le

corps semble informé par la musique, balancé d'une épaule à l'autre, insuffle à ses amis une sorte de force nerveuse, aide à une tendresse sereine, de précieuse humilité habillée de vêtements immatériels, qui est l'essence même du dernier Mozart. La fureur du Erye comme une foule en procession ferveur, le Dies iras tendu, rapide, à la fois terrible et ardent, le Confutatis aux oppositions fulgurantes, le Quam olim Abraham dansant comme David à la promesse de l'éternité, toutes ces pages vibrantes avec un accent d'un poignant enthousiasme à traverser ce cœur de jeunes gens aux voix drues, portant les paroles à leur plus haut point de « lisibilité » et d'innocence.

Et les quatre solistes aux voix gonflées d'expression, avec cette superbe technique anglaise d'aujourd'hui (Felicity Lott, Anna Mason, Wynford Evans, Ian Caddis) déploient les plus riches floraisons de cet ensemble, où l'on retrouve à chaque instant des résonances métaphysiques de la Fête exaltée. Notons que l'acoustique de Saint-Germain-des-Près s'est aperçue une fois de plus capricieuse. Tandis que, l'autre jour, le volume de l'Orchestre national de Belgique, placé au milieu de la nef, avait pris une ampleur démesurée (le Monde du 19 septembre), les sons des cordes du petit ensemble anglais montent sur l'estrade de l'autel semblaient, cette fois, comme absorbés par la coupole.

JACQUES LONCHAMPT.

Théâtre

Ces amoureux sont d'une vivacité de caractère qui leur fait saisir toute occasion de rompre avec l'ennui. S'ils se réconcilient, c'est pour mieux rompre encore. « Ils sont outrés, mais ne sont pas moins vrais. Il y a plus de vérité que d'assommoir dans cet ouvrage », écrivait son auteur, Goldoni. En effet, la coquette Eugénie et le roué Fulgence passent leur temps à se quitter et à se rejoindre, et si la pièce ne devait pas finir, ils seraient encore à chercher leur plaisir dans ces disputes répétées où l'on accuse, où l'on s'accuse, où les quatre vérités se multiplient et s'explorant presque malgré soi.

Comme Brigitte Rouan est Eugénie et Patrick Chesnais Fulgence, on se trouve plus près des Amants terribles que du Dépit amoureux. Leur metteur en scène, Caroline Huppert, les a choisis pour ce qu'ils sont, des jeunes gens de notre XX^e siècle pleins d'appétits, des comédiens élevés dans la comédie américaine et le burlesque. Ils se déguisent en jeunes bourgeois, bien décidés à tout dévorer, à ne pas se laisser dévorer par les usages et les conventions, sans pour autant songer à les conquérir. Alors, les cris, les pleurs, les caresses maladroites, les tendresses hargneuses d'enfants gâtés, d'adolescents prolongés, laissent deviner un conflit plus grave. Inconsciemment effrayé par la vie de couple et ses rapports de force, chacun se débat en aveugle pour ne pas être la proie de l'autre. A la manière dont ils s'y prennent, d'ailleurs, c'est le premier qui déposera les armes qui sera vaincu.

«Les Amoureux», selon Caroline Huppert

Mais enfin, derrière l'impulsivité agressive de Brigitte Rouan apparaît nettement le besoin vital de l'égalité des droits. Eugénie est flanquée d'une sœur (Ariette Vardes) confiante dans les vertus de la complaisance et de la « douceur féminine ». Et ses regards soudain fixes, le flot brusque de ses paroles mécaniques, cliquant comme des signaux d'alarme. Comme des signaux de ruse, car les problèmes évoqués n'échappent pas le burlesque, le vaudeville, les chassés-croisés de gaga. Il faut voir Jacques Canselet, oncle mégalo-macabre, vanter en canotier hystérique ses idées, ses tableaux, ses amis, sa cuisine, se laisser entraîner par un délire verbal qui tourne bientôt à vide, et changer de ton, l'œil glauque, la détresse à fleur de lèvres.

Imaginative dans sa vision de la pièce que dans la mise en scène proprement dite, elle est manifestement freinée par le manque de moyens. Tous les détails devraient être soignés, pensés ; or le décor est pauvre, les costumes — prêts — passe-partout. Mais il y a Jacques Canselet, Ariette Vardes et Brigitte Rouan, Zazie canaille et attendrissante, qui doit seulement prendre garde à ne pas s'enfermer dans la caricature. Et surtout il y a Patrick Chesnais, ses gestes cassés, ses essoufflements, son front buté, sa grâce, sa manière de faire jouer l'impertinence et l'insouciance à volonté. Il n'arrête pas d'inventer : dès qu'il est là, il ramène tout à lui, il déclenche le rire, il est éblouissant.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Daniel-Sorano, Vincennes, 20 h. 30.

MERCREDI

R. X. V. USC EMBAYAGE vs PUBLICS WATSON vs USC ODEON vs STUDIO DES USHAKINES vs MIRAMIN vs MAGIC CONVENTION vs NAPOLEON vs PARAMOUNT ORLEANS vs PARAMOUNT GALAXIE vs
CYRANO Versailles HOLLYWOOD Epône ULIS 2 Grisy FLAMADES Sarcelles PARROT Aubert s/Bols PALAIS DU PARC Le Perreux ANTEL Villeneuve St Georges CARREFOUR Pantin 621 St Germain en Laye PARAMOUNT La Varenne PARAMOUNT ELYSÉE St La Celle Saint-Cloud

L'enquête la plus explosive du siècle!

REDFORD / HOFFMAN
"LES HOMMES DU PRESIDENT"



ROBERT REDFORD / DUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRESIDENT"
avec JACK WARDEN et la participation de MARTIN BALSAM, HAL HOLBROOK
et JASON ROBARDS dans le rôle de Ben Bradlee
Scénario de WILLIAM GOLDMAN Musique de DAVID SHIRE
d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD
Produit par WALTER COBLENTZ Mise en scène de ALAN J. PAKULA
Une Production Wideworld Enterprises / UN Film Robert Redford / Alan J. Pakula

DEUX FILMS DE DINO RISI,
UN INEDIT ET UN NOUVEAU :
"UNE VIE DIFFICILE"
"LA CARRIERE D'UNE FEMME DE CHAMBRE".

DEUX JOURNALISTES CONTRE
"LES HOMMES DU PRESIDENT"
R. REDFORD ET D. HOFFMAN.

Cette semaine
dans
Télérama

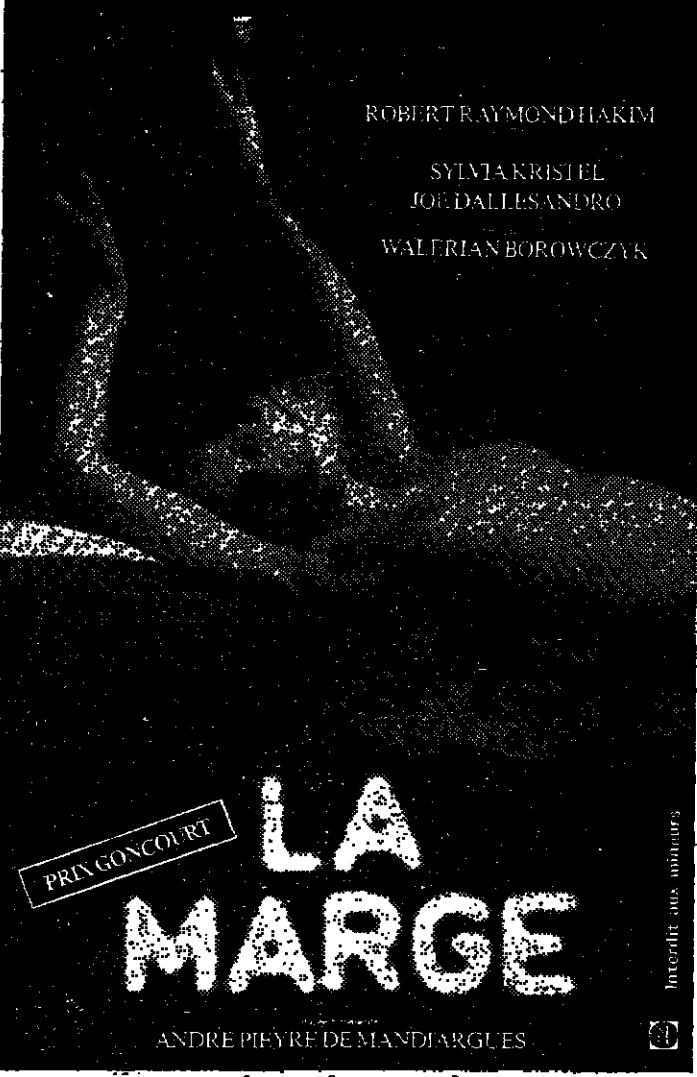
Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

MERCREDI

CONCORDE PATHE - LE FRANCAIS - CARAVELLE PATHE
MONTPARNASSE 93 - CONVENTION GAUMONT - CLUNY PALACE
GAMBETTA GAUMONT - LA FAUVETTE - QUINTETTE - MAYFAIR

Walerian Borowczyk
est pour moi l'un
des plus grands maîtres
du cinéma contemporain
André Pieyre de Mandiargues

ROBERT RAYMOND HAKIM
SYLVIA KRISTEL
JOE DALLES ANDRO
WALERIAN BOROWCZYK



THIAIS Belle Épine - VÉLIZY - ASNIÈRES Tricycle
CHAMPIGNY Pathé - ÉVRY Gaumont - PARY 2 - CERGY PONTOISE
ENGHIEN Marty - PARINOR - LES MUREAUX Le Club

Cinéma

« Dracula
père et fils »

Paris vampire, roman de Claude Klotz, raconte, avec beaucoup de drôlerie, les aventures d'un fils de Dracula contraint par la dureté des temps modernes à quitter sa Carpathie natale, pour devenir, à Paris, travailleur immigré sous le nom de Ferdinand Foltevin. Veilleur de nuit (forcément !), puis chômeur, ce Ferdinand, piètre vampire incapable de trouver son sang quotidien, revêt, peu à peu, la nature humaine.

Dans la version cinématographique de ce roman, réalisée par Edouard Molinaro, Ferdinand est joué par Bernard Maury avec des mines effarées, des confusions, des décalages et de brusques initiatives, qui traduisent assez bien le comique original du personnage. Mais le film a étoffé considérablement le rôle de Dracula père, pour donner à Christopher Lee l'occasion de reprendre le costume et la physique du grand vampire, auxquels il est habitué. C'est une erreur car, malgré les gags dont on l'a chargé (Dracula devient vedette de cinéma à Londres et joue les stars exotiques), Christopher Lee apporte avec lui la mythologie vampirique des films de Hammer et on n'arrive pas à admettre qu'il ne le prenne pas au sérieux.

Le ton du film en est faussé, un déséquilibre s'installe entre les deux acteurs : Molinaro n'a réussi ni une parodie du cinéma fantastique ni une comédie de boulevard. — J. S.

★ Voir films nouveaux.

Théâtre

« Le Séquoia »

Plutôt qu'une pièce de théâtre, le Séquoia serait une succession de quatre sketches de longue durée qu'animent un vieux ménage et leurs enfants. Plutôt que du théâtre de boulevard — genre strictement indéfinissable, mais tout de suite reconnaissable — le Séquoia serait un reflet évanescant d'esprit chansonnier, de fanfaronade entre amis après boire. Dans l'ensemble, on fait du sentiment ou on critique les méchants de ce monde, en cherchant à provoquer quelques rires.

Mise en scène de Jacques Mauclair, décors et costumes de Jacques Marliier, musique de Guy Béart, adaptation et dialogues de Marcel Julien, forment une sauce et « l'ide » que les ingrédients ne se distinguent pas. Cette sauce n'a pas de goût, et elle n'accompagne aucun mets. Le brouet est clair.

Jacqueline Gauthier, comédienne sympathique, interprète plusieurs rôles et n'est à l'aise dans aucun. Claude Dauphin, au passé prestigieux, est toujours à pied d'œuvre, Jacques Dynam a des mines drôles. Il est tout de même étrange que Marcel Julien, qui a un bon job à la télé et qui y fait parler de lui, ait associé son nom à une entreprise si quelconque. Quoiqu'après tout, s'il a voulu faire l'enfant, comme cela, à temps perdu... — M. C.

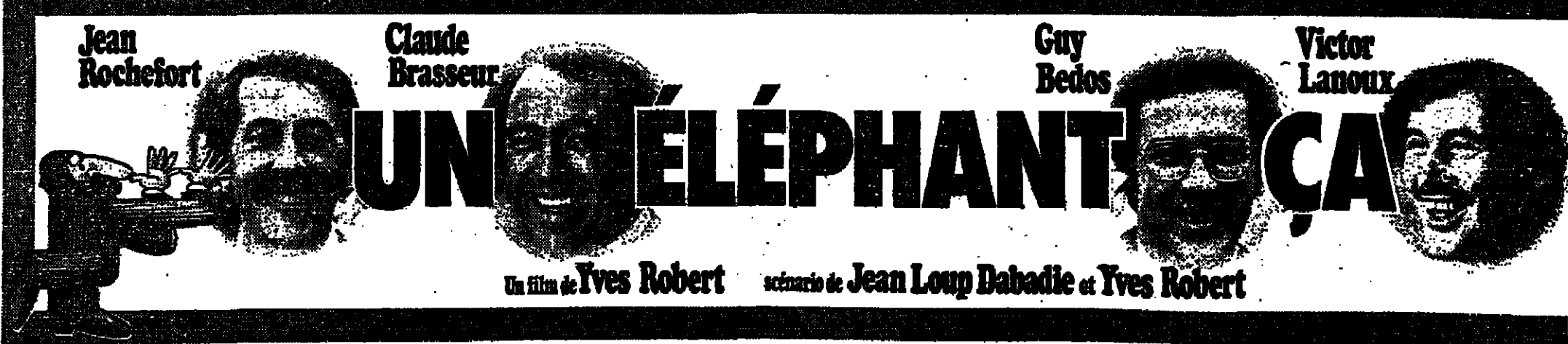
★ Athénée, 20 h. 45.

AUX ANTILLES,
IL N'Y A PAS QUE LA SOUFRIERE.
SUR FRANCE CULTURE,
RENE JENTET OUVRE POUR NOUS
SON CARNET DE VOYAGE.

Cette semaine
dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI



Un film de Yves Robert scénario de Jean Loup Dabadie et Yves Robert

ARTS ET SPECTACLES

Danse

BALANCHINE A PARIS

On n'avait pas vu le New York City Ballet à Paris depuis plus de dix ans. George Balanchine est venu plusieurs fois à l'Opéra régier ses ouvrages, mais Balanchine sans le New York City Ballet, ce n'est plus tout à fait Balanchine. Cette compagnie, il l'a recrutée, modelée élément par élément ; il l'a initiée à la musique autant qu'à la danse et entraînée à un style d'exécution où le dynamisme américain se greffe sur la tradition de l'école russe la plus rigoureuse.

En 1976, année de la célébration du bicentenaire des Etats-Unis, la troupe a répondu à l'invitation du Festival d'automne et de Jean Robin et se retrouve dans ce Théâtre des Champs-Élysées, où les Parisiens la découvraient pour la première fois en 1958. Ils sont tous là : le fidèle Jacques D'Amboise, Peter Martin, Suzanne Farrell, Ray Mazzo, Patricia Mac Bride et Jean-Pierre Bonnefous, Violenta Verdy, Emma, Jerome Robbins, bronzé et barbu comme un loup de mer, et Balanchine, un peu pâle mais souriant, décontracté, l'œil malicieux et les mains volubiles. Ce géographe aux pommettes hautes, au front intelligent, est plus américain que nature, ou plutôt new-yorkais. Entre lui et la ville qui l'a adopté en 1934, ce fut un mariage d'amour : « Je suis, dit-il avec une feinte modestie, un simple maître de ballet. Ce qui m'intéresse, c'est d'apprendre aux Américains la danse telle que je l'ai apprise moi-même à l'école impériale de Saint-Petersbourg. » Une danse dans la grande tradition du Français Marius Petipa mais libérée du vieux répertoire classique, épurée, rayonnante, Les Russes, qui ont accueilli le New York City Ballet en 1973, n'en sont pas encore revenus.

Jeune femme doublée d'un dandy, Balanchine a fait ses griffes chez Diaghilev. « J'ai eu beaucoup de succès dans les premiers ballets que j'ai réglés pour lui, dit-il, mais pour de mauvaises raisons. » A l'écoute de la musique de Stravinski, il a compris un jour qu'à l'unité sonore devait correspondre une étroite parenté de la danse. Comme une lumière noire, sa chorégraphie vient éclairer les partitions de l'intérieur. « Travailler avec lui, dit Jean-Pierre Bonnefous, donne l'impression inouïe que la musique passe en vous, à travers le geste. Cela peut aller jusqu'au vertige. »

Avec les années, Balanchine est allé de plus en plus vers un dépouillement qui n'occulte pas l'invention. Pour lui, « le ballet est affaire d'images, non de mots, et de proportion, non d'anecdote ». C'est ce cheminement vers l'abstraction que l'on pourra mesurer à travers une douzaine d'ouvrages datant de sa période américaine : Agon, le Concerto pour violon de Stravinski ou Jewels... sans oublier les Variations Goldberg de Robbins.

A soixante-deux ans, Balanchine possède l'assurance tranquille de ceux qui détiennent la vérité. Pas un regard en arrière, et après moi le déluge. Mais que pense-t-il de l'autre Amérique, celle de la Modern Dance et de Martha Graham, qui a rejeté la convention classique pour remettre ses pas dans les pas des ancêtres ? Parce que le talent appelle le talent, ils se sont affrontés le 14 mai 1959 l'espace d'un ballet, Episodes : et parce que le temps nivelle tout, harmonise tout, ils se succèdent aujourd'hui au Théâtre des Champs-Élysées, représentatifs, chacun à sa manière, de la danse américaine du 20^e siècle.

MARCELLE MICHEL.

CHAILLOT INFORMATION

PREMIERE CREATION DU NOUVEAU CHAILLOT « ELISABETH UN »

La saison 1976-1977 du Théâtre National de Chaillot commence le 1^{er} octobre avec la création en France d'une pièce de l'Américain Paul Foster : « Elisabeth Un ». Foster (un des fondateurs de « la Mama », à qui l'on doit notamment « Tom Paine », joué récemment au T.N.P.), a imaginé une sorte de jeu sans frontières où s'affrontent les grands du séculier américain. Dans cette Renaissance, si riche en échos d'Amérique, Elisabeth I^{re}, dite à tort la « reine vierge », constitue une personnalité des plus fascinantes. Au-delà du portrait d'exception, c'est l'époque, féconde, haute en couleur, que le texte de Foster traverse. De fait, « Elisabeth Un » pose une fois de plus la question du monde vu à travers les jumelles de théâtre. Le temps, ici, est rematé par une troupe de comédiens titanesques. Leur voyage, cela va sans dire, est balisé par l'humour.

« Elisabeth Un », adapté en français par Eric Kahane, est mis en scène par le Roumain Liviu Ciulei. A partir du 1^{er} octobre à 20 h. 30 au Grand Théâtre. Location ouverte (727-8151).

PREMIERE LE 23 SEPTEMBRE

THEATRE DES BOUFFES PARISIENS

La Belle Hélène

Jacques Offenbach

4 RUE MORGENTHAU, 75002 PARIS (2^e arr.)

Séances : 20 h. 30 et 21 h. 30. Dernière séance le dimanche.

Les salles subventionnées

Opéra, salle Favart, 20 h. 30 : Les Contes de fées, Ravel. Pas de quatre, la Vivandière, le Somnambule (ballets). Odéon, 20 h. 30 : La Coréenne. Nouveau Carré, 20 h. 30 : Parole de femme ; 20 h. 30 : Cirque à l'ancienne.

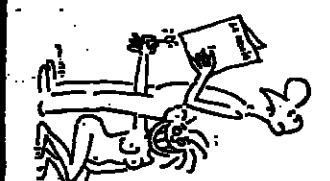
Les autres salles

Antenne, 20 h. 30 : Le Tube. Alceste, 21 h. : Monsieur Chasse. Athénée, 21 h. : la Séduite. Biothéâtre-Opéra, 21 h. : la Servante. Comédie-Cammarin, 21 h. 10 : Boite-Boite. Bouffes VII, 21 h. : Dis-moi, Staline. Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant. Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une aspirine pour deux.

DIX HEURES

A partir du 26 septembre

TU CROIS QUE C'EST MIEUX AILLEURS



Le journal-théâtre de la satire
Font - Vol - A. Scoff
J. Conscience - M. Serpent
Location ouverte

« Pour 100 briques t'as plus rien maintenant »

aura sa place dans l'histoire du fou rire. »

Colette Godard (LE MONDE).

« Hold-up façon baroque, dénonciation hilarante d'un moyen de se procurer des fonds sans vraiment se fatiguer. »

F. de Santarre (LE FIGARO).

« Un bon rire caritatif. Hold-up hilarant où il est difficile de ne pas être plié en quatre. Deux heures et demi de franche rigolade. »

Matthieu Galey (LE QUOTIDIEN DE PARIS).

« Je peux vous garantir que cela se passe, d'un bout à l'autre, au milieu d'une hilarité libératrice. C'est une bonne soirée garantie. La Théâtre La Bruyère tient un grand succès dans sa tradition. »

Dominique Jamet (L'AUREOLE).

Théâtre LA BRUYERE, location : 874-76-99 et agences

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
THEATRE DES AMANDIERS
DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

LE TARTUFFE
de MOLIÈRE
mise en scène :
Roger PLANCHON T.N.P.
28.30sept. 1,2,3oct.

RESERVATION: 204.18.81
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

LA MEDITERRANEE,
NOTRE MER A TOUS.
D'EST EN OUEST,
DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS.

12 émissions TV présentées
cette semaine dans

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 21 septembre

théâtres

Euclid, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques. L'as plus rien maintenant.
Madeleine, 20 h. 30 : Pau de vache. Maison de l'Allemagne, 21 h. : Marie-Madeleine.
Marigny, 20 h. 45 : les Mains sales. Michel, 21 h. 10 : Sleepy Sunday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco. Madama.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure. l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. : la Musica ; Yes, oui-oui.
Palace, 21 h. : les Troubadours.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Régence, 20 h. 30 : Tout contre un petit bois.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le boucher.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : l'Amant arabe.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Notes ; 21 h. : Vierge.
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire d'amour.

Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : la Sagouine.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Chamaille.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les opérettes

Robins, 20 h. 30 : Croisière d'amour. Saint-Vincent-Magador, 20 h. 30 : Etre de valse.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-flower.

Les cafés-théâtres

Am. Sec. Fin, 21 h. 15 : T'es comme toi ; 22 h. 30 : Nadine Mons.
Au Vrai Café, 21 h. : J.-P. Sèvres ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : le Mort aux dents ; 21 h. 30 : les Jeunes ; 22 h. 45 : Patrick Abrial.
Café d'Edgar, 21 h. : Martin-Delne. — Salle II, 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 22 h. : A nos chers disparus.
Coupé-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain ; 22 h. : Pour quel pas moi ; 23 h. 30 : J'ai fait trois tonnes dans mon cerueil.
Cour des Miracles, 20 h. 45 : Pierre et Mary-Jolivet ; 22 h. : Suzanne Bretelle.
Fénel, 20 h. 30 : le Président ; 22 h. : la Martine et la Chaussette de papillonne.
Petit Casino, 21 h. 15 : Parties de pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Montella.

Festival estival

Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Studio der Frühen Musik de Munich (musique espagnole ancienne).

DUELLE

JACQUES RIVETTE

Festival d'automne

Théâtre, Bouffes-du-Nord, 21 h. : le Livre des splendeurs.
Exposition, musée Galliera, 12 h. à 18 h. 30 : Photographes américains.
Festivals de banlieue
Le Vésinet, CAIL, 21 h. : Musique de l'air.

Les concerts

Voix Festival estival et Théâtres de banlieue.
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h. : Orchestre de chambre Bernard Thomas, avec H. Govers, piano-forte (Mozart).
Eglise danoise, 21 h. : Ben Van Oosten, orgue (Sweetlock, Scarlatti, Bach, Haydn).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : T'es déplié... Vail.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line. Comité des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Cluy Short.
Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu à l'ère 18.
Elyse-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oeuf.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folle.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : Follement Olympia, 21 h. 30 : Six.

Vidéo

Vidéostone, permanent à partir de 18 h 30 : Around the Stones.

CONCERTS

Radio France

CYCLE D'ORGUE

ELISE ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Lundi 27 septembre 20 h. 30
André ISOIR
au Clavier, Thibaut, Fauré, Debussy, Liszt, J.S. BACH

SAISON LYRIQUE

RICHARD STRAUSS :
La FEMME SILENCIEUSE
avec E. Gruberova, M. Rieder, P.C. Rupp, E. Emil, L. Lehner, G. Carvillat, A. Schwabinger.
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. Loif SEGERSTAM

SAISON LYRIQUE

VERDI
NABUCCO
avec J. Patrick, A. Edwards, C. Zaccaria, E. Penkava, 2. Amis el Lago
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. Fernando LOZANO
Location : Radio-France et agences

CALENDRIER MUSICAL

Orangerie de Sceaux
Métro : Bourg-la-Roche
Métro : départ Bourg-la-Roche - Paris
jusqu'à Porte d'Orléans
Concerts
Renseignements et location :
Château de Sceaux
Tél. : 861-40-71

27^e SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT
19 h. : Film « Le Détachement féminin rouge »
Quartier de Paris
20 h. 45 : NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de RADIO-FRANCE
Direction : EMMANUEL KRIVINE
Solistes : HENRI BARDIA, piano
Rach, Mozart, Grieg, Wagner

Samedis Musicaux
25^e FESTIVAL
violin et harpe
Jean-J. KANTOROW
Joëlle BERNARD
Athena, Paganini, Debussy...
2-10 : Le Silène

MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI - MERCREDI

Danièle Delorme

TROMPER ENORMEMENT

Anny Duperey

Producteurs délégués ALAIN PORÉ & YVES ROBERT

Dialogues de Jean Loup Dabadie

Opérations GUYMONT INTERNATIONAL & LA GUYMONT

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITALE OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne 12
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
"Placeurs encadrés"	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux



La S.N.A.C.I.
(Société Nationale d'Assurances de Côte d'Ivoire)

recherche

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

qui en liaison étroite avec la Direction Générale aura pour fonctions essentielles :

- l'entière responsabilité de la gestion financière, comptable, technique et administrative
- l'analyse des résultats techniques et la surveillance du portefeuille.

Le candidat recherché sera :

- un homme de 28 ans minimum, acceptant de s'expatrier en Afrique Noire,
- Diplômé ESSEC ou Sup. de Co

Une expérience de quelques années dans un poste similaire sera très appréciée. Un complément de formation spécifique sera assuré par le Groupe Drouot.

Ecrire avec C.V. et désir de rémunération à :
GROUPE DROUOT - Service du Recrutement (SNACI)
Place Victorien Sardou - 75161 MARLY LE ROI



emplois régionaux

Directeur Commercial

Dijon

Le développement considérable de cette société, spécialisée dans la vente de produits alimentaires auprès des collectivités, entraîne la création de la Direction Commerciale. Son responsable devra, en accord avec la Direction Générale, la politique. Il est chargé de son application : prévisions, objectifs, budget, analyse et contrôle des résultats. Il assure les relations avec les différents services centraux (Informatique, comptabilité, finance, etc.). Il négocie les plus gros contrats, il organise et gère l'ensemble du personnel.

Cette importante responsabilité suppose une formation supérieure de type H.E.C., E.S.S.E.C., accompagnée d'une expérience de plusieurs années d'animation et de gestion d'une équipe de vente. La connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.

La rémunération sera de l'ordre de 160 000 F/an.

Une voiture, Mercedes, est fournie.

Les personnes qui adressent cette proposition sont invitées à adresser leur dossier sous référence PA 910/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln, 75008 PARIS

GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour

- CONSEIL DE GESTION ET ASSISTANCE COMPTABLE
- CONTRÔLE DE LA REGULARITE FISCALE
- OPERATIONS DE CONTRACTION ET DE CONSOLIDATION

INSPECTEURS COMPTABLES

Diplômés de l'Enseignement Supérieur et possédant des titres de D.E.C.S.

30 ans minimum, expérience de plusieurs années dans fonction de responsabilité, si possible dans le domaine de l'audit ou du Contrôle de Gestion.

Pratique de la langue anglaise souhaitable.

Les postes, à caractère plutôt sédentaire, sont à pourvoir dans plusieurs capitales d'Afrique Equatoriale. Ils comportent attribution de compétence sur une zone géographique recouvrant plusieurs Etats où les inspecteurs comptables auront à remplir une mission permanente d'assistance auprès de Directeurs d'Exploitation.

Avantages sociaux habituels aux grandes sociétés françaises. Logement assuré. Voyage de la famille garanti par contrat.

Adressez curriculum vitae et prétentions à n° 7513.

COFAP 40 rue du Chabrol 75010 Paris 10

SOCIETE INTERNATIONALE

recherche

INGENIEUR CHIMISTE CONFIRME

Spécialiste des méthodes et des matériels d'analyse et de contrôle des fluides.

De formation Génie Chimique de préférence, il se verra confier la responsabilité d'un laboratoire d'analyses de combustibles liquides dans l'un des établissements du Groupe basé à l'étranger.

3 années minimum d'expérience dans cette spécialité et connaissance de l'anglais indispensables.

Conditions de déplacement intéressantes.

Ecr. avec C.V. photo (ret.) et prêt. à M. TOURIER, s/réf. 503, B.P. 285, 75424 PARIS CEDEX 09, q. 17.

L'ENSI des Travaux Publics à Abidjan

recherche

professeurs

de MATHÉMATIQUES et de PHYSIQUE. Contrats particuliers de 1 ou 2 ans. Nombreux avantages : logement, transport de la famille, congés annuels 2 mois etc.

Envoyer d'urgence C.V. détaillé s/réf. AB à

Raymond S. ELKIN
Consultant en Relations Humaines
32, rue de Bagneux - 75020 Paris

EURE ET LOIR

80 km de PARIS

Importante Société Internationale recherche pour coordonner ses activités en France (C.A. 40 millions de Francs)

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

35 ans minimum, anglais parlé, ayant plusieurs années de réelle pratique de l'administration des ventes et des approvisionnements. Directement opérationnel, il aura la responsabilité de 35 personnes.

Membre du Comité de Direction il assurera les liaisons avec les directions fonctionnelles.

Une formation supérieure serait un atout ; une formation complémentaire en gestion est une nécessité du poste.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9 h à 12h 30 et de 13h 30 à 18 h

Information Carrière SVP.11.11

11.11 qui donnera rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 824, 65, av. de Wagram 75017 PARIS

Nordson

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE A EXPANSION RAPIDE

recherche pour sa division équipement collage

2 ingénieurs technico Cciaux

- RÉGION OUEST DE LA FRANCE.
- RÉGION NORD-EST DE LA FRANCE.

NOUS OFFRONS :

- un produit réputé et introduit dans le marché
- un travail stable et indépendant dans une équipe jeune et dynamique.

NOUS DEMANDONS :

- expérience vente d'équipements industriels de 3 ans.
- connaissance de la langue anglaise.
- un profil dynamique.

Envoyer C.V. avec photo à :

NORDSON FRANCE S.A.
Division équipement collage

Z.I. de Torcy - 77380 Torcy - à l'attention de M. GESSER - Tél. : 005 18 72.

Chef du personnel

Votre première expérience dans la fonction Personnel en milieu industriel vous a permis d'en aborder tous les aspects.

Vous souhaitez maintenant évoluer vers une conception du Personnel où les connaissances en gestion et en législation sociale ne sont qu'un moyen indispensable au service des relations humaines.

Notre groupe, leader européen dans son domaine, recherche un CHEF de PERSONNEL particulièrement soucieux des questions d'amélioration des conditions de travail, de restructuration des tâches, de formation permanente ... pour une de ses unités de production de la SARTHE.

Adressez C.V. détaillé et prétentions à n° 75.961 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

MANDSQUE (Alpes de Haute-Provence), cherche homme à tout faire à temps complet, logé, nourri, blanchie. Tél. : (92) 75-16-27.

Important producteur de béton prêt à l'emploi recherche :

JEUNE INGENIEUR I.N.S.A., Génie civil, Minus. A. et M. susceptible d'assumer, après formation prolongée, des responsabilités importantes au sein du Groupe. Résidence ville de montagne, Région Rhône-Alpes. Ecr. HAVAS LYON n° 561.

Importante Société recherche Directeur Régional, très forte personnalité pour vente matériels de grande diffusion. Gros chiffre réalisable, important salaire assuré, place d'avenir. Ecr. HAVAS Angoulême n° 742.

Hospice civil d'ISIGNY-S-MER, 20 lits, cherche Directeur ou Directrice-Econom. Adr. C.V. à M. le Président, Hospice Civil, av. Tour-du-Pin, Tél. : 22-40-67. Poss. logt seul, pr. célibataire.

TEKTRONIX DATATEK NV

EUROPEAN HEADQUARTER OF THE WORLD'S LEADING GRAPHIC DISPLAY COMPANY

situated near AMSTERDAM, THE NETHERLANDS

is looking for

a european product manager

O.E.M.

This product manager will be responsible for the coordination at a European level of the OEM activity of Tektronix display products.

He will report to the marketing manager and will work in close cooperation with our parent company situated in the U.S.A. and our European subsidiaries and distributors.

Candidates should have at least two years experience in selling or marketing O.E.M. data products. A good computer background is necessary. English is the working language within our organization.

Please send your complete curriculum vitae and a recent photograph to : MARTY SMIT - TEKTRONIX DATATEK NV, P.O. Box 159, Badhoevedorp, The Netherlands.

GABON

SEEG

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON

recherche pour PORT-GENITIL

CHEF DE DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

MISSION Avec un effectif de 25 agents : responsabilité de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE ;

- de la gestion des abonnements ;

- de la gestion du personnel d'un centre de production et de distribution d'énergie et d'eau.

NECESSAIRE Une expérience confirmée de la comptabilité générale (PLAN COM) et la comptabilité analytique d'exploitation.

Des connaissances informatiques sont souhaitées. Liaison permanente avec le département informatique du siège.

Poste à pourvoir prochainement. Nomb. avantages. Congés ann.

Adr. C.V. et prétentions sous référence 2341 à

CORT 65, avenue Kléber, 75016 PARIS.

Discrétion assurée.

BUREAU D'ETUDES à vocation internationale recherche pour séjour en

AFRIQUE NOIRE FRANCOPH.

MÉCANICIEN-FORMATEUR

avait une expérience de plusieurs ans, en matière et chant. T.P. active si possible en AFRIQUE.

Les personnes intéressées (diplôme d'ingénieur apprécié) peuvent adresser leur candidature à :

28 rue. 640-111 à L.T.P., 31, bd Ste-Justine 75002 Paris, q. 17.

Pour l'Algérie, adresser à :

Société algérienne Recherche

- Réf. 15 : 1 CHEF POREUR EAU expert forage bore, rotary, repérage cimentation. Angl. indispensable.

- Réf. 16 : 1 ELECTRICIEN AUTO, expert chantier T.P. de forage. Angl. cour. et préc.

- Réf. 17 : 1 INTERPRETES TECHNIQUES français-angl. exp. chantier T.P. de forage.

- Réf. 18 : 1 EMPLOYE AD- MINISTRATIF exp. adm. relat. ext. Travail bureau. Angl. souhaité.

Les candid. devraient de préfé- rence être, pass. pers. de cond. Adress. C.V., photo et prétent. sous n° 50.570 AL, Régie-Press, 85 bis rue Rameau, PARIS-9.

Ecole catholique laïque (Tunisie) ch. LICENCES BIOLOGIE, PHYSIQUE. Ecr. Press, 21, rue St-Ambroise, 75004 Paris.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

directeur d'agence

- 35 ans minimum,
- solide formation bancaire et expérience d'une dizaine d'années d'exploitation y compris pratique de crédits immobiliers et commerciaux.

Ecrire avec C.V., détails et prétentions sous référence 2287/M à

guillon sélection 29, av. de l'UNIV - 93340 LE RAINCY

CAHORS

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU LOT

recherche

RESPONSABLE OPÉRATIONS BANCAIRES

pour diriger un service de 25 personnes qui regroupent le portefeuille, les dépôts et les titres.

Il aura à concevoir et à mettre sur pied de nouvelles structures, particulièrement dans le domaine des dépôts.

Env. C.V., salaire et prétentions à M. BÉTRON, C.N.C.A., 60, boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU SECTEUR BANCAIRE
recherche :

INSPECTEURS
OU
CHARGÉS D'ÉTUDES

- Hommes ou Femmes - nationalité française - libérés O.M.
- Posséder diplôme grande école, licence + D.E.S. et formation ou expérience bancaire indispensable.
- Carrière intéressante, durée du stage à Paris avant contrat définitif : 1 an.
- Début du stage : décembre 1976.
- Affectation ultérieure à Paris ou dans Métropole régionale.

Ecrire avec curriculum vitae
CAISSE NATIONALE DES MARCHÉS DE L'ÉTAT
Bureau du Personnel, 14, rue de Gramont, Paris-2^e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIERE
exploitant, en AFRIQUE, des installations d'extraction et de traitement, recherche pour succéder son Responsable des

PROBLÈMES D'ENGINEERING
UN INGÉNIEUR DÉBUTANT
dont le poste sera en France.

Il aura une solide formation générale en mécanique et en électricité.

Une option de deuxième année en Génie Civil ou Chimique serait appréciée.

Cette première affectation n'exclut nullement un développement ultérieur de carrière dans d'autres domaines d'activité au sein de la Société.

Ecrire avec C.V. explicite sous la référence P 3 à

CETAGE
10, AVENUE AMÉLIE LEBLANC 75100 MARLY LE ROI

SAVIEM Camions - Cars - Autobus

Analystes programmeurs

En liaison avec leur chef de projet, ils participent à la **GESTION INFORMATIQUE DE LA PRODUCTION**.

Partant de cahiers des charges, ils rédigeront des dossiers en CORIG B et coordonneront l'activité de programmeurs. De formation IUT ou équivalent, les candidats (les) auront évolué quelques années dans le milieu industriel. Langage COBOL.

Lieu de travail : SURESNES (Hauts-de-Seine).

Ecrire sous réf. 036 LM, Service du Recrutement, 9, rue Frédéric-Clavel, 92152 SURESNES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIERE
SIEGE VERSAILLES

recherche :

Un adjoint au Directeur Administratif et Financier

Le candidat recherché sera plus spécialement chargé des études financières et des relations avec les banques. Il supervisera en outre, assisté par deux spécialistes, le contentieux et le recrutement du personnel spécialisé.

Le candidat :

- Il doit être âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école (H.E.C. - E.S.S.E.C. ou droit, plus D.E.S.), il doit avoir tout un spécialiste des problèmes financiers et comptables qu'il aura traités à un haut niveau pendant plus années.

Env. C.V. détaillé, photo et prés., sous numéro 76289, Contesse P., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmet.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

futur directeur d'usine

METALLURGIE ET MECANIQUE - TOURS

SAFETY, spécialisée dans la fabrication du carbure de tungstène et des outillages qui s'y rapportent, recherche un ingénieur de haut niveau, 35 ans minimum.

Il sera d'abord adjoint au Directeur d'Usine et plus spécialement responsable d'une unité et prendra dans quelques années des responsabilités plus complètes. Les fonctions comportent l'élaboration avec la Direction Générale du budget annuel et du plan à long terme, elles exigent donc une expérience réussie en organisation et gestion de production ainsi que des qualités de meneur d'hommes.

Une bonne connaissance de l'Anglais parlé et écrit est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2618/M (à mentionner sur l'enveloppe) à M. PERCHE, responsable branche industrielle.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Les Forges de Strasbourg
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL aux activités diverses :

- MOBILIER de BUREAU STRAFOR
- MACHINE - OUTIL
- CHARPENTE METALLIQUE
- GROSSE CHAUDRONNERIE

recherche :

2 Jeunes Ingénieurs
X, Centrale, Mines
Arts & Métiers, etc...

de préférence débutants, intéressés par les problèmes de production.

Après une période de formation d'une ou deux années pendant laquelle ils seront chargés de missions précises au sein d'une des unités du groupe, ces ingénieurs seront appelés à prendre des postes opérationnels en production.

Anglais indispensable. Affiliations souhaitées. Larges possibilités d'évolution de carrière dans un groupe jeune et dynamique.

Résidence Strasbourg.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M. 1217 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
SPÉCIALISTE DU PROBLÈME DE LEVAGE
5 usines, 3.000 personnes, 500 millions de C.A. recherche :

Ingénieur
Responsable des Départements
Métallurgie et Soudure

Sous l'autorité du Directeur de Production de l'ensemble des Usines, il sera chargé, pour promouvoir la qualité des fabrications, de :

- l'animation du laboratoire de contrôle des matériaux, des écoles de formation soudeurs et des ingénieurs-soudeurs attachés aux usines ;
- la recherche et la mise au point des nouveaux procédés et installations de soudage ;
- l'homologation de nos processus ;
- l'assistance des B.E. dans la recherche de nouveaux assemblages.

De formation INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, les candidats auront eu une expérience réelle de ces problèmes dans une entreprise importante.

Le poste est basé dans une de nos usines du Centre de la France.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 75122, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue Opéra-1^{re}, qui transmettra.

Filière de distribution d'un grand groupe alimentaire recherche pour son expansion :

directeur d'agence régionale

Sa responsabilité polyvalente couvre :

- l'administration et l'exploitation d'un important réseau ;
- l'animation d'une équipe commerciale ;
- la gestion de son budget ;
- il est largement autonome et répond devant la Direction Générale de la rentabilité de son exploitation. Véritable chef d'entreprise, c'est un homme courageux, débrouillard, organisé, ambitieux.

Agé de 40 ans environ, il a obligatoirement fait ses preuves dans des fonctions similaires (branchement).

La rémunération du poste est fonction de l'expérience antérieure. Des postes sont à pourvoir immédiatement dans des régions régionales.

attaché de direction commerciale

Plusieurs situations sont offertes à de jeunes cadres, 25 ans maximum, diplômés d'école commerciale ou d'université, motivés par une carrière évolutive au sein d'un groupe puissant. Après une formation pratique de plusieurs mois, ils reçoivent une affectation en province qui, pour un homme capable, peut être la direction d'une petite agence régionale.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo, rémunération souhaitée à SED 18 rue Turgot 75002 PARIS, référence MB 310. Réponse rapide à toutes les candidatures.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION/LYON
recherche URGENT

responsable relations humaines

- Agé de 35 ans minimum et de formation supérieure, il doit avoir l'expérience d'une Direction de Personnel.
- Il aura pour rôle essentiel de proposer à la Direction Générale la définition des politiques en matière : "Personnel", en contrôler l'application dans les différents établissements et services, et d'une manière générale assister l'encadrement pour tous les problèmes sociaux.
- Il sera le représentant de la Société auprès des Organismes sociaux extérieurs.
- Ce poste comporte des responsabilités importantes et la rémunération sera fonction de l'expérience antérieure. (réf. 1-45)

adjoint à directeur financier

- Agé de 35 ans minimum et de formation ESSES, SUP. de 60, ou similaire.
- Ce doit être un généraliste connaissant les problèmes comptables et financiers, ayant abordé l'informatique et ayant l'habitude de travailler avec ce Département.
- Dans un premier stade, il aura pour rôle essentiel d'assister le Directeur Financier dans l'animation des différents services de cette Direction, et dans un deuxième stade, prendre en charge une partie de ces services dans le cadre d'une délégation plus étendue. (réf. 2-45)

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence correspondante à :

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

POMA 2000
SYSTÈMES NOUVEAUX
TRANSPORTS URBAINS

FILIALE POMAGALSKI - GRENOBLE
CREUSOT-LOIRE ENTR.

recherche :

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
CENTRALE, A.-ET-M. OU SIMILAIRE

Quelques années expérience industrie de préférence matériel roulant.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, POMA 2000 - FONTAINE 38 600.

ingénieurs travaux

Importante Société (C.A. 15 milliards de F) spécialisée dans l'édification d'usines et l'assainissement recherche pour renforcer ses directions régionales et mettre au point ses forces vives techniques, des INGÉNIEURS (C.P., A.M., J.) chargés d'assurer la

COORDINATION DE CHANTIERS :
responsabilités techniques, humaines, de gestion et de relations extérieures.

Plusieurs postes sont à pourvoir au Provençal : la prise de fonction sera précédée d'une période de formation "individualisée" couvrant tous les domaines et de l'expérience des postulants ; débutants acceptés.

Pour information sur les postes, adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 6188-M à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. V. Hugo-75116 Paris

SOCIÉTÉ DE CONSEILS
recherche pour un de ses clients (Usine de 250 personnes Région Foutou-Charentes)

DIRECTEUR TECHNIQUE

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent
10 ans d'expérience en Production de Série.

Le Candidat devra avoir :

- Le goût pour la Direction et les contacts humains ;
- L'esprit d'analyse et de synthèse ;
- Le sens des responsabilités et de l'organisation.

Le poste comprend la direction des services :

- de production ;
- d'ordonnement lancement ;
- de méthodes.

Situation intéressante pour candidat de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

L.L.A. 21, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

ICOREM

Société d'études et de conseil en informatique et en gestion, de réputation mondiale pour ses réalisations avancées dans le domaine de la gestion automatisée des collectivités locales.

recherche

URGENT

dans le cadre de l'expansion de ses activités

INGÉNIEUR SYSTÈME

de haut niveau diplômé GRANDES ÉCOLES, ayant une expérience minimum de 4 ans dans la fonction et possédant des connaissances approfondies en :

OS VS
CICS
IMS

Matériel utilisé : 370/145 1024 K en T.P.

Adresser C.V., photo et prétentions à ICOREM, route Léon-Lachamp, Luminy 13009 Marseille.

FRANCO BELGE

L'une des premières entreprises françaises dans le domaine du chauffage (650 personnes, + 150 % de C.A. en 4 ans) recherche pour son usine de Merville :

UN CHEF DE FABRICATION

dépendant du Directeur de Production, il aura la responsabilité directe des usines de fabrication FONDERIE, TOLERIE, SOUDURE, MONTAGE.

Il devra réaliser le programme de fabrication au meilleur coût en garantissant la qualité, méthodes.

Liens directs avec les services METHODES, CONTROLE, LANCEMENT, PERSONNEL.

Il participera à la politique d'investissements.

Le candidat sera âgé de 35 ans minimum et aura une formation technique supérieure type ARTS et MÉTIERS.

Une expérience de responsabilité directe d'au moins plusieurs années est exigée.

Il devra posséder des qualités d'animation, d'autorité et d'organisation.

Tél. à Xavier CATHY ou Benoît CATHY au (20) 41.00.02, à partir du mardi 21 septembre de 9h à 12h et de 14h à 17h

IMPORTANTE MAISON PRIVÉE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

ayant son siège social à LYON et différentes succursales sur la Région Rhône-Alpes, recherche pour son siège social :

- UN RESPONSABLE Service Import-Export ;
- UN CADRE QUALIFIÉ Trafic maritime ;
- DEUX EMPLOYÉS (EES) Hautement qualifiés (des) trafic international

Ecrire sous le numéro 7548, «Le Monde» Publ., 8, rue des Italiens, 75427 PARIS-9^e, qui transmet.

SOCIÉTÉ ÉLECTRO-MÉCANIQUE DE BASSE-NORMANDIE
recherche :

INGÉNIEUR
DIPLOMÉ ÉLECTRO-MÉCANICIEN

5 ans d'expérience Fabrication et Méthodes

Poste à pourvoir : **INGÉNIEUR MÉTHODES** et ensuite : **DIRECTEUR ATELIER DE FABRICATION MÉCANIQUE IMPOXET**.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à M. GEY, 23, rue de Mantes - 91800 ALENÇON, qui transmet.

ORLÉANS
INSTITUT D'ARTS VISUELS
recrute

7 PROFESSEURS :

- UN PHOTOGRAPHE
- UN GRAPHISTE PUBLICITAIRE
- UN ILLUSTRATEUR
- UN AUDIO VISUEL
- UN DESIGNER
- UN DÉCORATEUR ART MURAL
- UN DÉCORATEUR COLORISTE

Dépôt des candidatures et renseignements complémentaires :

INSTITUT D'ARTS VISUELS
2 rue de la Bibliothèque - 45000 Orléans
Tél. (38) 87.49.07

Importante Société de Télécommunications
son Etablissement de BRETAGNE

INGÉNIEUR

Ayant 4 à 5 années d'expérience. Connaissances approfondies en signalisation téléphonique. Domains de travail Micro-processeurs et auto-communications privées.

Adresser C.V., prétentions, photo à n° 76135, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, q. tr.

USINE transformation CAOUTCHOUC ET PLASTIQUES
400 personnes (État - Dordogne)
recherche son

DIRECTEUR

pour animation de l'ensemble et coordination des services : responsabilité directe des fonctions : personnel, contrôle de gestion, méthodes.

Formation scientifique permettant l'approche de techniques relevant de la physique-chimie, électricité, mécanique, pneumatique.

Expérience de la gestion, de l'organisation du travail, des relations avec le personnel.

Rémunération : 120.000 F.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo à M.B.C., 104, Champ-Blyard, 78008 PARIS sous référence P 21.

La M.A.C.I.F.
recherche pour son centre régional de

SAINT-ETIENNE

RÉDACTEURS (TRICES)

contenueux ayant une expérience professionnelle dans l'emploi de plusieurs années.

Ecrire à M.A.C.I.F. - Boîte Postale 57, 42100 - ANDREINEX-SOUTHBON.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BIEKS D'ÉQUIPEMENTS
recherche pour son siège (région de VERNON-27)

ACHETEUR INDUSTRIEL

Ce poste, en création, demande : Une formation de base technique (plus Ecole supérieure d'apprentissage).

- Une expérience professionnelle de 2-3 ans comme acheteur (après éventuellement d'un essai en gestion de stock ou ordonnancement).
- Des capacités d'organisation de relation et d'autonomie.

Les candidats intéressés enverront C.V. détaillé avec indication de leur rémunération actuelle sous référence No 1218, à :

VIPER 3, rue de Chateaufort, 75002 PARIS.

DISCRETION ASSURÉE.

150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Honeywell

premier distributeur en Europe
de Services Time-Sharing
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

chargé de la promotion et de la vente des services de la Société sur un marché en expansion. Prospecteur à haut niveau, connaissant les milieux financiers (banque et assurances) et ayant une expérience de 2 à 3 ans minimum.

Référence A.

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

participent au développement des applications chez les utilisateurs de tous secteurs professionnels en les consultant sur la conception et en les assistant pour la réalisation.

Référence B.

RESPONSABLE TÉLÉCOMMUNICATIONS

connaissant les techniques et pratiques des problèmes liés aux transmissions de données et au télétraitement, ayant une bonne connaissance de l'anglais, un bon contact humain et le sens des responsabilités.

Référence C.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à M. R. NOEL, Directeur du Personnel France H.B. N.I.E., Tour Atlantique - Cedex 65, 92080 PARIS LA DEFENSE.

OFFRE de SITUATION Dans la Région Sud de Paris

Banque Populaire

RECHERCHE

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

(minimum 40 ans)

Poste rattaché à la

DIRECTION FINANCIÈRE

de l'ENTREPRISE

Ses attributions : Responsabilité et animation de l'ensemble des services comptables.

Apptitudes requises : - Autorité, - Sens de l'organisation et de l'efficacité, - Niveau minimum DECS ou équivalent.

(Expérience de la Comptabilité bancaire et connaissances de l'informatique seront des atouts appréciés).

Conditions de travail : - Lieu : Morsangis - 15 km sud de Paris, - Semaine 5 jours - du lundi au vendredi, - Tous les avantages sociaux bancaires.

Écrire avec Curriculum vitae et photo, B.I.C.S. (R&F D F) Direction du Personnel 55, avenue A-Briand 92120 MONTRouGE.

etap

GRUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS
IMPORTANCE INTERNATIONALE - NOM-
BREUSES FILIALES - C.A. 550 MILLIONS

recherche
POUR TRAVAILLER AU NIVEAU DU GROUPE
UN

RESPONSABLE AUDIT

FORMATION EXPERT COMPTABLE OU E.S.C.
+ D.E.C.S.

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il sera chargé de l'audit et responsable au niveau de l'ensemble des filiales :

• contrôle des comptabilités ;

• harmonisation des procédures ;

• consolidation des bilans.

Une expérience de 5 ans environ, acquise au sein d'un groupe important ou d'un cabinet spécialisé.

Ville centre France.

Écrire sous référence HF 172 AM.

GRUPE INDUSTRIEL (5.000 PERSONNES)
SECTEUR TEXTILE METTANT EN ŒUVRE
IMPORTANTS MOYENS EN MATÉRIELS ET
PERSONNELS

RECHERCHE DANS LE CADRE D'UN FORT
DEVELOPPEMENT POUR VILLES PROVINCE

CHEFS DES EXPLOITATIONS

chargés de préparer et diriger des activités faisant appel à des effectifs importants (de 200 à 700 personnes) ainsi qu'à des matériels et des techniques à mise en œuvre diversifiées.

Postes pouvant convenir à des ingénieurs ayant une expérience professionnelle solide et impliquant un commandement et organisation.

Écrire sous référence GO 171 AM.

GRUPE MULTINATIONAL
BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS SECTEUR MÉCANIQUE, METTANT EN ŒUVRE DES TECHNIQUES ÉLABORÉES ET VARIÉES

INGÉNIEUR SERVICES TECHNIQUES

Il sera intégré à une équipe et aura progressivement des responsabilités étendues, allant de la conception de produits jusqu'à leur mise en fabrication et leur suivi technique.

(études, essais, analyse de la valeur, industrialisation, ...)

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé grande école, disposant environ 2 ans d'expérience R.E. laboratoire ou fabrication, acquise dans un secteur mécanique (éventuellement débiteur) ayant le goût de la technique, des qualités de créativité et de réalisme, de bonnes capacités de contact.

Connaissance de l'anglais nécessaire. Poste banlieue Nord-Est Paris.

Écrire sous référence AI 165 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
VILLE UNIVERSITAIRE PROCHE DE PARIS

RECHERCHE CHEF DU PERSONNEL

Formation ESSEC, DROIT, SCIENCES PO ou équivalent, expérience de la fonction environ 3 ans.

Ce poste à pourvoir implique les responsabilités suivantes :

• suivi et participation aux opérations de recrutement, mutations, promotions ;

• relations avec les représentants du personnel ;

• assistance et conseil de la hiérarchie pour tous problèmes du personnel ;

• établissement et suivi du plan de formation ;

• gestion administrative d'environ 1.500 personnes réparties dans une cinquantaine d'établissements.

Écrire sous référence ES 174 CM.

IMPORTANTE FIRME INTERNATIONALE
MATÉRIELS ET PROCÉDÉS (TRAITEMENT LIQUIDE-SOLIDE) POUR INDUSTRIES VARIÉES
RECHERCHE POUR SA FILIALE - VENTES PARIS

INGÉNIEUR RESPONSABLE DES VENTES

Ce cadre sera chargé dans un premier temps, de l'animation d'une équipe technico-commerciale et participera progressivement à la fonction marketing. Ce poste est susceptible d'intéresser l'évolution dans la filiale française ou la direction européenne du groupe.

Ce poste peut convenir à un ingénieur grande école (ENST, Chimie ou équivalent) ayant acquis 10 ans minimum d'expérience technique et commerciale.

Anglais indispensable. Traitement ouvert en fonction de l'expérience.

Écrire sous référence MV 176 CM.

SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES AFFILIÉE A UN IMPORTANT GROUPE RECHERCHE POUR UNE IMPORTANTE USINE

ville banlieue 30 KM SUD PARIS

CHEF DE SERVICE GESTION DE PRODUCTION

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure chimie, ayant acquis dans une société produisant des produits chimiques une solide expérience de la gestion de production.

RATTACHÉ AU DIRECTEUR DE L'USINE, il aura la responsabilité de l'ordonnement, du lancement, des approvisionnements, de la gestion des stocks et des magasins. Il animera un effectif de 40 pers.

CE POSTE IMPLIQUE DES QUALITÉS MARQUÉES D'ORGANISATEUR ET D'ANIMATEUR ET COMPORTE DE RÉELLES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE POUR UN CANDIDAT DE VALEUR.

Écrire sous référence LT 175 CM.

etap

4 rue Massenet
75016 PARIS
discrétion absolue

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Nous sommes la filiale française d'un Groupe européen offrant aux entreprises à vocation exportatrice ou importatrice un support publicitaire de rayonnement international par l'édition, cautionné par les instances du Marché Commun.

Pour intensifier notre action, nous recherchons

DÉLÉGUÉ(S) COMMERCIAUX

PARIS et BANLIEUE

capables de négocier au plus haut niveau l'adhésion de ces entreprises à notre support. L'expérience de la vente n'est pas exigée, mais sachez que dans ce travail très prenant et passionnant, l'énergie personnelle, l'ambition, une bonne culture générale et une aisance persuasive dans les contacts élevés sont déterminants pour une réussite durable.

Voiture et téléphone personnels sont indispensables. Formation - Fixe de départ + % Important. Position Cadre et Statut V.R.P.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui devront comporter lettre manuscrite avec C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité adressées à :

Cabinet des Sciences Humaines
3, Square R. Bazin
PARIS - 2
75150 LE CHESNAY
chargé du recrutement

BANQUE PRIVÉE

recherche :

• POUR la gestion de son SERVICE TITRES et la prospection d'une nouvelle clientèle :

GRADE Classe II ou III

(ou niveau équivalent)

Ayant connaissance produits bancaires et Bourse approfondie.

• POUR la Gestion ADMINISTRATIVE DU SERVICE OPERATIONS SOCIÉTÉS :

GRADE Classe II ou III

Ayant expérience bancaire, sans organisation, savoir-faire.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : O.C.B.P. - 88, rue de la Chaussée d'Antin, Paris (8^e) (sous référence 4780 M).

Pour poursuivre sa politique d'innovation en matière de préfabrication légère pour béton, une entreprise à chaudronnerie-mécano-soudure recherche

responsable de la conception et de la réalisation de produits nouveaux.

Formation AM ou équivalent, possédant de solides connaissances en mécanique-chaudronnerie.

Plusieurs expériences en entreprises seront déterminantes dans le choix du candidat.

Pour tout renseignement complémentaire écrire (rét. CN à inscrire sur l'envolope) au :

hébert conseil
Poissonnière Building
11, Fg Poissonnière - 75009 Paris

Une importante Société livrant des usines et installations "clefs en mains" dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français

recherche pour PARIS

ingénieur de projets

Il animera une équipe de spécialistes chargée de la préparation des offres, des négociations et des réalisations dans des secteurs en plein développement.

Il devra avoir une expérience confirmée de réalisations industrielles à l'étranger, de préférence dans les secteurs chimie, agro-alimentaire ou métallurgie.

Anglais parlé indispensable. Déplacements courts durée à prévoir. Adresser C.V., photo et prétentions à No74372, CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'Administration des P.T.T., l'INSTITUT NATIONAL DES CADRES TECHNIQUES recherche :

DIPLOMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS ou TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE D'INFORMATIQUE ou de TÉLÉCOMMUNICATIONS

ou ESCP, HEC JF, DEA ou DESS (Marketing) de GRENOBLE II

ou LICENCE de Sciences Économiques + ESCAL, ESSE ANGERS, EDHEC du Nord IC NANCY, HECES STREASBOURG, ISEG, IEP de PARIS (Section Économique et Financière)

Nationalité française exigée. Rémunération mensuelle moyenne nette de début proposée : 3.500 F ou 4.000 F, selon diplômes.

Les emplois à pourvoir sont des postes d'ENSEIGNANTS en communication, en génie civil, en informatique et en gestion dans les établissements de PARIS ou de LILLE (en création).

Renseignements et inscriptions : I.N.C.T., 46, rue Barrault, 75334 PARIS CEDEX 13. Tél. : 883-67-24. ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 30 SEPTEMBRE 1976.

Filiale groupe Américain
engineering clefs en main

contrôler

pour assurer la gestion de contrats à l'exportation

Il faut :

• être parfaitement bilingue anglais

• avoir une connaissance approfondie de la comptabilité anglo-saxonne

• avoir l'expérience de la gestion complète de contrats d'usines clefs en main à l'exportation, minimum 100 millions.

Adresser C.V. + rémunération actuelle + photo sous référence 16150 A

carrières-services
19, rue de la Paix - 75002 Paris
07321.05

Monsanto

pour sa filiale française, propose le poste de

chef du service importation - stockage - transports

Il anime son service (10 personnes) qui est chargé d'assurer la bonne exécution des commandes clients soit au départ des différentes unités du groupe (France et étranger) soit au départ d'un dépôt central qu'il gère.

35 ans min., il justifie d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine considéré et a des connaissances particulières en :

• législation douanière (import/export) ;

• réglementation des changes ;

• stockage/transports.

Anglais indispensable. Pour recevoir informations complémentaires écrire s/réf. 420 U

egor 5, rue Meyerbeer - 75009 Paris

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE INDUSTRIELLE A ACTIVITÉ INTERNATIONALE

recrute pour la promotion et l'exploitation de ses brevets de technologie à l'étranger

UN CHARGÉ D'AFFAIRES

— ANGLAIS courant.

— FORMATION : INGÉNIEUR ou Grande École, Sciences Po, Droit, Économie, Business School, etc.

— EXPÉRIENCE : Négociation aux niveaux, secteur privé ou public et ventes d'équipements à l'étranger, acquis dans l'industrie, Banque d'Affaires, Société d'ingénierie ou Cabinet d'Organisation.

— TEMPERAMENT, VENDEUR, SENS NEGOCIATION ET RELATIONS PUBLIQUES.

— PERSPECTIVES CARRIÈRE très ouverte pour élargir de valeur et d'impact dans sociétés dynamiques et forte croissance.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° 480.000 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Edouard, PARIS (2^e), qui transmettra.

CAISSE PROFESSIONNELLE AUTONOME DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

(30.000 AFFILIÉS ACTUELS)

recherche pour le secondar :

UN COLLABORATEUR DIRECT

SONT NÉCESSAIRES :

— Études expérimentales.

— Expérience régime par répartition.

— Séries expertises d'analyses des textes et de rédaction.

DE SOLIDES PERSPECTIVES D'AVENIR peuvent s'ouvrir à un collaborateur connaissant bien la gestion moderne, les facteurs humains, capable de prévoir les problèmes et d'opérer des remises en cause.

Adresser lettre et C.V. à n° 7.052.

COFAP

40, rue de Chaligny 75010 Paris 10.

offres d'emploi

DIRECTEUR D'USINE

160.000 F +

Importante filiale française d'un très grand Groupe International

recherche le **DIRECTEUR** de l'une de ses Usines (1500 personnes) située dans la grande région parisienne

Le titulaire, dont l'âge ne sera pas inférieur à 35 ans, sera **RESPONSABLE DE LA GESTION** administrative, commerciale et technique

Il s'occupera en fonction qu'il aura une formation lui permettant d'acquiescer la connaissance des technologies et des procédures propres à la Société

La candidate retenue sera ingénieur diplômé de grande école, aura une très bonne connaissance de l'anglais, et justifiera d'une réussite complète dans un poste comparable

Une évolution de carrière au niveau du Groupe peut être envisagée

Adresser lettre de candidature manuscrite avec CV sous n° 9280 à SPERAR, 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui en garantira l'anonymat de façon absolue si nécessaire

offres d'emploi

Recherche VENDEUSE

Articles mode

JEAN DARCHAMPS

à Avenue George V

Tél. : 225-56-51

SOCIÉTÉ LEADER recherche vendeuse expérimentée pour la branche d'organisation de salons

COMPTABLE

particulièrement qualifié en vue de prendre la responsabilité du service

AIDE-COMPTABLE

pour tenue journaux auxiliaires et centralisation comptabilité commerciale

Adresser C.V. manuscrit et photographies à

EXPONAT 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour division en forte expansion

ATTACHÉ TECHNIQUE COMMERCIAL

Formation technique de base indispensable

Ayant expérience installation de systèmes, câbles, antennes, etc.

Habitant région Parisienne

Possibilité d'avancer

Direction d'une agence régionale si capable

Ecr. avec C.V., photo et références à

EXPONAT 75017 PARIS

Mme THIRIAULT, 024-07-77

offres d'emploi

Société exportatrice Paris construction usines clé en main recherche

Ingénieur chef service devis

Il aura la responsabilité de l'établissement de devis d'usines faisant appel à des techniques et matériels variés. Age minimum 32 ans. Connaissance anglaise appréciée.

Ingénieur d'affaires

Il assurera la gestion d'une affaire et la liaison avec client, B.E., sous-traitant et chantier. Connaissance anglaise indispensable. Base Paris. Déplacements à l'étranger prévus.

Ingénieur électro-mécanicien

Il assurera les études de nouveaux équipements et l'assistance technique aux filiales étrangères. Expérience minimale 5 ans.

Ingénieur chef bureau d'études

Ingénieur A.M. ou similaire, 32 ans minimum. Expérience engineering souhaitée.

Ingénieur technico-commercial

pour négociations haut niveau. Formation grande école ingénieur ou commerciale. Connaissance langue anglaise indispensable. Autres langues souhaitées.

adjoint à chef service financier

diplômé grande école commerciale, il assurera liaison avec banques et COFACE et montera crédits exportation.

Pour tous ces postes, adresser sous référence correspondante lettre manuscrite, C.V. références et photo récente

EMPLOIS ET ENTREPRISES - 18, rue Volney 75002 PARIS.

offres d'emploi

coordinateur d'agences

L.T.M. Consultants-Logistique Transport Maritime recherche pour une Société de transport située à Paris-ouest un **COORDINATEUR D'AGENCES**

Entièrement responsable des liaisons entre la Direction Générale, les Directeurs et le personnel des Agences (500 personnes).

Il participe au comité de Direction et à la définition des objectifs. Il assiste et supervise les Directeurs des Agences en matière de gestion du Personnel, gestion administrative, exploitation au niveau national (notamment gestion du matériel (3000 engins maritimes)).

Il assure le contact d'apaisement avec la clientèle. Ce poste, à responsabilité importante, nécessite :

• une formation supérieure : diplôme grande école ou universitaire ;

• une expérience professionnelle : aptitude aux négociations, maîtrise de l'anglais, maîtrise minimum 7 ans ;

• une expérience de gestion des moyens humains et matériels et gestion de commandement. Récompense particulièrement intéressante pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et références sous référence 247-M à

L.T.M. Consultants

Département Sélections Cadres

Tour Horizon - 52 rue Nationale - 92008 PUTEAUX

Une importante Société livrant des usines et installations « clés en mains » dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français, recherche pour PARIS

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

Formation DECS + certificat de révision comptable + formation juridique et fiscale.

Expérience d'ADDD souhaitée.

Il supervisera et contrôlera l'ensemble de la comptabilité sur chantiers (déplacements courts à l'étranger).

Anglais parlé.

Adresser C.V., photo et références à n° 75.007, CONTEXTE Publi. 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Important Editeur Scolaire

recherche

2 ASSISTANTS D'ÉDITION

Ils seront chargés de la mise au point d'ouvrages d'enseignement et des diverses étapes de leur réalisation.

Ces postes exigent le goût des mathématiques et des sciences exactes et l'expérience de l'enseignement.

— Postes à PARIS.

— Date de prise de fonction à débattre.

Envoyer C.V. daté et prêt à SWEET'S R.P. 225, 75040 PARIS CEDEX 01, ou le tél. 510, qui transmettra.

Société de Promotion Immobilière

recherche

UN CHEF DE PROGRAMME

FONCTIONS : Diriger et réaliser une ou plusieurs opérations immobilières importantes.

COMPÉTENCES : Minimum de deux ans dans une fonction similaire.

REMUNÉRATION : Élevée suivant compétence.

Boite n° 7.520, « Le Monde » Publi. 5, rue des Italiens - 75017 PARIS (9°).

Importante Société Paris

recherche pour son département informatique

équipe de matériel I.B.M. 370 OS/VS

PROGRAMMEURS débutants

POSSÉDANT :

— le baccalauréat complété par une formation en informatique ;

— connaissances des langages COBOL et ASSEMBLEUR.

Libérés obligations militaires.

Formation complémentaire assurée par l'entreprise.

Adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. complet + photo, à n° 75.044, CONTEXTE Publi. 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

GROUPE CRÉDIT COOPÉRATIF

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT

recherche

TITULAIRE

LICENCE EN DROIT

ayant de préférence formation notariale pour assurer sous sa responsabilité mise en place de crédits immobiliers T.L. et M.L. locaux et assurer contrôle des actes correspondants.

Expérience professionnelle nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à n° 75.044, CONTEXTE Publi. 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}).

BANQUE HERVET

chargé des relations institutionnelles

assistant contrôleur

MS

AGENCE FINANCIÈRE DE BASSIN

« SEINE NORMANDIE »

recherche

UN INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

débutant (E.N.S.I., GRENOBLE ou TOULOUSE)

pour études générales de gestion des ressources en eau et d'aménagements hydrauliques.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

Boire avec C.V., photo et références, en vue d'une convocation directe des candidats présélectionnés.

offres d'emploi

P.M.E. recherche
COMPTABLE PRINCIPAL
expérimenté
pour poste à responsabilités,
du travail Asnières-gen-
nevres, C.V. et prétentions so-
6340 « la Mance » Pub-
liques, des Hautes, 75247, Paris-13
Spécialiste des enquêtes et
études en milieu industriel

**L'INSTITUT REMY
GENTON**
à NEUILLY, rech.
CHARGE (E) D'ETUDES
expérimenté (es)
Formation supérieure
technico - statistique
C.V. lettre manuscrite
photo et prétentions à :
Mlle COHEN,
11, av. Ph. Le-Souche,
92200 NEUILLY.

Recrutement Ingénieurs
et cadres supérieurs
niveau inférieur recrute des

à DES **TRAVAILLEURS**
 colonies étend. architecture DPL
 DESA, licence et Sciences
 (travaux ou grandes Ecoles)
 de tous les pays et francs
 langues exigés : baccalauréat
 diplôme de sortie école sup
 1976. Clôture inscriptions
 5 octobre. Renseignements
 adresser : Ministère Intérieur
 Direction des Affaires
 Stages, 4, rue Cambacérès
 75 PARIS, et professeurs
 DPL, 10, rue Cassinelli, BORDEAUX
 LAUREAUX DIJON, LILLE, N
 REUILLE, METZ, RENNES,
 LOURDE, TOURS SUR C

IMPORTANT GROUPE
 ELECTRO-METALLURGIE
 LOURDE recherche
 une de ses divisions u

ING. EN ORGANISATION
 (30 ans minimum)
 service des autres divisions
 l'industrie, l'agriculture, l'indus
 miner, contrôler toutes les

ingénieur. Formation d'ingénieur
 ayant une formation d'ingénieur
 (A. et M. IESTO, etc.) et une
 bonne expérience en cabinet
 d'organisation et/ou dans
 l'industrie de la production. Seront
 appréciés, ainsi que le goût de
 l'initiative, les contacts humains
 et le travail d'équipe.
 1.000 Francs/mois.
 G. F. Nord. Env. C.V. et photo
 à R. F. Développement
 rue St-Honoré, 75001 Paris

Constructeur système Vidéo
 pour sa filiale à Paris
 1.000 Francs/mois.
 TECHNICIEN Supérieur
 en sens commerce. Env. C.V.
 à Cobac Electronique, 1, r.
 Fr. J. L. Lumbert, Z.I., Poissy
 78150 Le Val de Bièvre.
 1.000 Francs/mois.

IMPORTANTES ENTREPRISES
 RECHERCHENT
 Ingénieurs pour son siège social
 à Marseille
 Officielle SUD de PARIS.

meccanica

D'AFFAIRES
T.C.E. CONFIRMES
crire avec C.V. manuscrit
photo et cotations à
75 96 Contances-Publicité
av. Opéra, Paris-16^e, qui b
OUPE DE PETITES STE
EN EVOLUTION RAPIDE
recherche
UR ASSURER SA GESTION
ET REPOSER
STRUCTURE COMPTABLE
UNE JEUNE FEMME
EXPERIMENTÉE
PARTICULIERE NYNAM
VEAU comptable.
No 2 92.534 M. Régie-Press-
R. Résumur, 75002 Paris
Rech. pour département
d'Immunologie médecine
nucléaire
UN INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
Connaissances des radios
spec. exiges. Ecr. ISOTEC

**INGÉNIEURS
ORGANISATION
INFORMATIQUE**
grandes écoles (X, HEC,
ESSEC ou équivalent) ;
de 3 à 5 ans d'expérience (organi-
sation administr. souhait.) ;
chargés de concevoir et réser-
ver d'importants systèmes
de gestion. (Réf. 5222 A/M).

**INGÉNIEURS
INFORMATIENS**
ENSA (ou équivalent) ;
ans d'expérience minimum ;
une expérience de T.P. et/ou
usage de données est souhaité.
(Réf. 5222 B/M).

**ANALYSTES
PROGRAMMEURS**
ingénieurs diplômés ou IUT,
ans d'expérience ;
connaissance d'un langage de
gestion ;
Réf. 5222 C/M. **UNIS. PROTEC.**

INSWARE
r. de la Pompe, 75116 Paris.
IMPORTANT JOURNAL
SPECIALISE
recherche nationale et internat.
service Recherches Annonces
en plein essor
responsable très compétent
recherche taper à la machine
connaissances mises en pages
service commercial indispen-
sable selon capacités.
Débutants s'abstenir.
r. de la Pompe, 75116 Paris-16.
S, rue Réaumur, Paris (2^e)
represent.
offre

REPRÉSENTANTS C.U.
 ou se près 20, rue Danjou
 COLOGNE, tél. 825-18/4748

Importance SMO internationale
 trie des épics, recherche

REPRÉSENTANTS
 tient salonniers, régions
 perleuse et Nord.

ss. C.V. manuscrit et photo
 à Els MOGUNTIA

r. Nationale, 57800 Rosbruck

STE ARTICLES

PAPIETERIE - STYLOS
 JOSE UN SECTEUR PARIS
 recherche

REPRÉSENTANT svpc
 référé,
 Possib. C.A. important

r. C.V. : GRAFFITIING
v. Bosquet - 75007 PARIS.


Secrétaire de direction

Il lui sera, en effet, demandé de comprendre et de suivre les activités, du Président et de le seconder en faisant preuve d'initiative (relations publiques, documentation, contacts, planning, etc...)

Recherche avec C.V. et rémunération actuelle à Mme FRUSSARD, sous réf. 10.935 M

plein emploi
10, rue du Mail PARIS 2ème

secrétaire de direction

BILINGUE ANGLAIS-PARLANT
Le Directeur Commercial d'une Société Industrielle de 1er plan (60% export - 550 pers.) vous attend si vous avez :
- au moins 25 ans, au moins 5 ans d'expérience de même niveau, une solide culture générale, une vocation d'Assistante Collaboratrice au déjà des compétences techniques.
Env. CV détaillé sous réf. **14.033** à
s.n.p.m  100 av. Charles de Gaulle
92052 NEUILLY S SEINE

Banquette Sud-Ouest
Société en expansion
(secteur bâtiment)
se développant
vers l'exportation recherche

20 ans minimum :

Elle secondera étroitement le Directeur Commercial et doit être disponible pour de courts voyages à l'étranger.

Escr. avec C.V. complet, photo et prétentions à n° 2-4, **Publicités Réunies**, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

SECRETAIRE parlant allemand
et anglais,
saluant responsable. libre suite.

ORGANISME PROFESSIONNEL
I.P. 8^{ème} arrdt recherche
SECRETARIE STENOGRAPH.
expérimentée, dynamique, sens
responsable, minimum 30 ans,
pour secrétariat administratif,
travaux variés.
STSS ou niveau. Libre immédiat.
x & Ecrire avec C.V. et pré-
sentations sous réf. 62.101 à
Javavac Contact, 156, boulevard
Haussmann, 75008 PARIS.

recherche pour département
COMMERCIAL EXPORT

SECRÉTAIRE
EXPÉRIMENTÉE
ayant la pratique de la sténo
française. Une très bonne
connaissance de l'anglais (lu,
écrit). Celle de l'allemand
(lu). Chargée de la frappe
commerciale et des relations
avec la clientèle étrangère.
Age minimum 27 ans.

**Avantages sociaux. 13^e mois,
Self-service.**

Cabinet Immobilier Scaux
PROMOT. VENTE-GESTION
cherche pour son P.D.G.

SECRÉTAIRE
ASSISTANTE
tulaire BTS, DUT ou similaire,
habitant SCEAUX ou proximité.
Connaiss. droit immobilier,
copropriété, construction.
Réf. dans banque crédit,
immobilier ou Site du promot.
Envoyer C.V. et photo à
AMP sous réf. 1744/5
40, rue Olivier-de-Serres
75015 Paris, ou transm.

à partir de 1
une Format. Permanente

FORMATION à l'analyse et à la maîtrise des interventions sociales.

3 JOURNEURES PAR MOIS PENDANT 3 ANS.
— 4.750 F par an, inscription avant le 25 octobre.
Bor. ECOLE NORMALE SOCIALE, 133, bd Charonne,
75011 PARIS, ou tél.: 700-57-85.

APPRENDRE L'AMÉRICAIN
— 3 AMERICAN CENTER
1, bd Raspail - Paris (14e)
Téléph.: 633-67-28

COURS SOIR - CONVERSAT.
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES.

traductions

Demande

TRADUCTIONS TECHNIQUE
Français-Russe. Px 25 cent./lm

1

14-00000

J. F. 23 & DUT Techni

Ce que je suis :
CHEF DE PRODUIT 40 ans
Ingénieur CNAM

Ce que je fais :

- gestion et développement gamme produits
- contacts commerciaux à tous niveaux,
- assistance technique d'clients et laboratoires.

Ce que je souhaite :

- un développement de carrière dans le tertiaire-commercial,
- une responsabilité d'objectifs,
- un poste évolutif en fonction des résultats.

Ce que j'attends :
votre proposition.

Ecrire s.v.p. M 21 à Axial Publicité, 81 faubourg
Saint-Honoré 75008 Paris où transmettre.

Dynamique et créatif

- gérer un budget publicitaire, concevoir et proposer plans de communication et stratégies efficaces de soutien à la commercialisation ;
- organiser la réalisation de toute la documentation commerciale et technique France et Export ;
- préparer et organiser stands aux salons et expositions ;
- assurer l'exécution, le suivi et le contrôle des actions promotionnelles et relations publiques.

Recherche d'un actif au sein d'une Entreprise Industrielle dans la Région Parisienne.

Libre immédiatement.

Ecrire au T. 003.193 M. ROUGE-PRESSE

DIRECTEUR de PERSONNEL

E. S. C.

15 ans pratique, efficace et concret, sociétés
internationales siège et usines moyennes et gros
établissements, parfaite maîtrise de la fonction et
techniques modernes et y rapportant, plus connais-
sances et pratique gestion économique et finan-
cière.

bonne situation en rapport France ou étranger.

ANGLAIS COUBANT.
Références 1^{er} ordre.

Series A n° 2.264. PUBLICITEES REUNIES,
112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

DIRECTEUR PRODUCTION[illegible]

SI VOUS RECHERCHEZ UN CHEF COMPTABLE

P.M.E. 46 ANS
POUR LA FRANCE
OU PAYS DE LANGUE FRANÇAISE
JE SUIS LIBRE IMMÉDIATEMENT
fiscales et sociales. Législation et droit des
des. Contrôle de gestion. Analyses financières.
stabilité générale et analytiques.....
Ecrire n° 3187, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9°).

CADRE IMMOBILIER

ans - Formation commerciale supérieure.
 a Expérience de la vente Immobilière (maisons
 riales en villages et coup par coup en
 teur).

Actuellement DIRECTEUR DES VENTES
 recherche sur Paris poste similaire.

Anglais courant.

commercial, resp. marketing, chef de projet...

re sous le numéro 8.341, «le Monde» Publ.,
 e des Italiens, 75437 PARIS-9e, qui transmettra.

Directeur Administratif et Financier
recherche

SOCIÉTÉ pour postes PARIS BANLIEUE
s. diplômé Droit, ancien Inspecteur des Impôts
spécialisée expertise et fiscalité immobilière. 20 ans
d'expérience.
Boite postale n° 76.383, CONTESTE Publicité, 20, avenue
de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ALIS, ESPAGNOL, PORTUGAIS, ITALIEN.
London College of Printing and Graphic Arts.

u Deco,
 expérience direction magazines à New-York.
 Directeur artistique dans un grand groupe de
 presse française.
 Différences à disposition.
 Accepterait expatriation.
 Ecrite n° 3.184, «le monde» Publistat,
 5, rue des Italiens - 75437 PARIS (8°).

et l'immobilier

en page 29

مکملہ جلد اول

CARNET

Naissances

— M. Raymond Lechaux et Mme. née Annie Buffault, Catherine et Anna, ont le plaisir d'annoncer la naissance de :

Elisabeth, le 10 septembre 1976, à Gallargues, Châteauneuf-les-Bains (Loiret).

— M. Gabriel Widi et Mme. née Françoise Esch, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille :

Marguerite, le 8 septembre 1976, 16, rue Elzéar, 92000 Nanterre.

Décès

LOUIS BRAUQUIER

Mlle Eugénie Brauquier, sa sœur, sa famille et ses nombreux amis, ont le regret de faire part du décès subit, à Paris, le 7 septembre 1976, de :

poète Louis BRAUQUIER, Grand Prix de poésie de l'Académie française 1971. Les obsèques ont été célébrées en l'église de Saint-Michel-le-Grand, le 11 septembre 1976, à 15 heures.

Le Parnasse, 12000 Saint-Michel-le-Grand.

(Extrait de « L'Esprit » et « L'Esprit ».)

(Né à Marseille en 1900, Louis Brauquier était d'abord par « Les Cahiers du Sud », avait publié son premier recueil de poésies, « Eau douce pour navires », en 1929, chez Gallimard. Ses autres œuvres majeures, chez le même éditeur, « Liberté des mers » (1950) et « Feux d'épaves » (1970), ont été publiées par le même éditeur. Il avait obtenu le Grand Prix de poésie de l'Académie française en 1971.)

— Mme Marie Benignus, M. et Mme Francis Benignus et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Marie BENIGNUS, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de :

Mme Georges BLANC, née Madeleine Schoeller, décédée subitement le 18 septembre 1976, en son domicile, 27, rue Prati, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

— M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

— M. Georges Blanc, son mari, M. et Mme Jean-Pierre Blanc, Stanislas et Dorothée, M. et Mme Étienne Blanc, Catherine et Xavier, M. et Mme Gérard Cochard, Virginie et Alexis, M. et Mme Yves Blanc, Antoine, Mlle Denise Blanc, M. et Mme Blanc, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Georges BLANC, ingénieur civil des mines, administrateur de sociétés, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 19 septembre 1976 dans sa soixante et onzième année, en son domicile, 147, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de Belgrade, 75007 Paris.

des cordes syndicales révolutionnaires, comme un esprit d'une puissance originale, il fut, en France, un des promoteurs du mouvement d'émancipation. En Espagne, pendant la guerre civile, il combattit sur le front d'Aragon contre le fascisme.

— On nous prie d'annoncer le décès de :

Mme Marcelle MATTEIA, née Israël, survenue subitement à New-York. De la part de sa sœur, Mme Henriette Grunberg, et de ses frères, Victor, Maurice et Clément Israël.

— On nous prie d'annoncer le décès de :

docteur Michel MERLIN, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile, le 18 septembre 1976.

De la part de :

M. et Mme René Michel, M. et Mme Jacques Michel et leurs enfants, M. et Mme Jacques Carv et leurs enfants, M. et Mme Bernard Michel et leurs enfants, Et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de :

général René MICHEL, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père, survenu à Bordeaux, le 18 septembre 1976, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 septembre 1976, à 10 h. 45, en l'église Saint-Jean (Yonne), où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière de Nolay.

12, rue Mondésir, 33000 Bordeaux-Caudéran.

— Oran, Paris, Mme Léon Nahon, M. et Mme David Lamy et ses enfants, M. et Mme Léon Benbunan, leurs enfants et petits-enfants, le docteur Fernand Lamy, Mme et M. et Mme Maurice Nahon et leurs enfants, M. et Mme René Denjean, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Yvon Denjean, leurs enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Léon NAHON, ingénieur chimiste I.O.T., chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-frère, oncle et grand-oncle, survenu le 19 septembre 1976 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service de corps aura lieu au funérarium de Villeneuve-Saint-Georges (94), à 8 h. 45, et l'inhumation au cimetière de Saint-Ouen-François, le jeudi 23 septembre, à 11 h. 30.

48, rue Claude-Terrasse, 75016 Paris.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Pierre Villeret, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Pierre Villeret, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Jean-Pierre Villeret et ses enfants, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de faire part du décès de :

M. Jean-Pierre VILLERET, ingénieur civil des mines de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu le 18 septembre 1976, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Charleval (Ardennes), le jeudi 23 septembre, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part, 16, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. Eugène Flatau, M. et Mme Humbert-Emmanuel Carval-Piatou et leurs fils, M. et Mme Édouard Guilbert-Pollet, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Eugène FLATAU, ingénieur, Avocat, Calonne et Poron, survenu le 19 septembre 1976, de la part de sa sœur, Mme Eugène FLATAU, née Christiane Guilbert.

Les obsèques auront lieu, à l'église de Longueume, le mercredi 23 septembre 1976, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 2, rue de la Glacière, 92000 Longueume.

— M. Pierre Villeret, M. et Mme Jean Villeret, Pierre et Raphaël, ont le regret de

Journal de 1950

L'ÉVÉNEMENT

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

Du 28 septembre au 1^{er} octobre se réunira à Paris, au Palais de l'UNESCO, le XXVI^e congrès de l'Alliance coopérative internationale, congrès qui a lieu tous les quatre ans. Présidé par un Français, M. Roger Kerneux, président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, l'A.C.I. compte cent soixante-sept organisations membres, dans soixante-cinq pays, et regroupe 326 millions de coopérateurs. Fondée à Londres en 1885, c'est une organisation non gouvernementale reconnue par l'ONU.

En France, l'ensemble des activités qui se réclament du mouvement coopératif (banques, pêche, artisanat, professions libérales) représente un poids économique considérable. Il n'est pas pour autant perçu globalement comme un ensemble cohérent. Le refus de rechercher le profit comme but essentiel de toute activité ainsi que l'application dans les entreprises d'une démocratie économique (un homme, une voix) n'ont pas réussi à faire du secteur coopératif un « modèle » capable de remplacer les structures du capitalisme libéral. Le monde coopératif a vécu replié sur lui-même. Il n'a pas su faire reconnaître son originalité. Il a aussi renoncé, dès le début du siècle, comme ses premiers théoriciens l'avaient préconisé, à conquérir le monopole de l'acti-

vité économique. L'ambition de mettre l'économie au service de l'homme, et non plus au service des capitaux, aurait dû connaître un succès plus large.

L'acceptation des règles de la concurrence s'est doublée d'un relatif échec économique de la formule au moment précis où l'industrialisation de la production et de la distribution ne cessait d'innover dans les méthodes et dans les structures. Le mouvement coopératif n'a pas réussi non plus à devenir ce secteur témoin, capable, en appliquant le juste prix, de faire pièce au laxisme des entreprises traditionnelles.

Cet échec relatif s'explique par le vieillissement de la formule et par le désir excessif de trop de coopérateurs de protéger la spécificité de leur entreprise. Il tient aussi à l'absence de théoriciens et de penseurs capables aujourd'hui de relancer un ardent militantisme, au manque de cohésion d'un ensemble disparate où une série d'ambiguïtés rendent difficile la mise de l'ensemble au service d'une même volonté.

Quoi de commun en effet entre une petite coopérative de consommateurs et ce géant qu'est devenu le Crédit agricole, entre la centrale d'achat coopérative de quelques commerçants (qui, si elle n'a pas en elle-même le profit pour but unique, laisse ses adhérents

faire ce choix pour eux-mêmes) et une société de crédit mutuel qui draine l'épargne des familles pour leur consentir des prêts à moindre coût ?

L'ensemble des participants au mouvement coopératif n'ont pu surmonter leurs contradictions jusqu'à devenir des coopérateurs, non seulement au sein de leur propre coopérative, mais dans tous les actes de leur vie. Dans l'idéal, un agriculteur devrait de préférence vendre ses produits à des magasins Coop, un membre d'une coopérative de consommateurs avoir son compte bancaire dans l'agence d'une banque coopérative quelle qu'elle soit, une banque coopérative prêter de préférence de l'argent à un adhérent d'un quelconque organisme coopératif, etc. On est loin du compte. C'est sans doute pour cette raison qu'il reste difficile aujourd'hui d'assurer aux coopératives l'aisance financière indispensable.

Cette difficulté est particulièrement sensible dans les coopératives ouvrières de production, qui pourtant offrent une réponse au besoin de réforme de l'entreprise, qu'il s'agisse de participation ou même d'autogestion. Mais, là encore, il faudrait que se dégagent des règles du jeu nouvelles avec les syndicats ouvriers, qui restent réservés à l'égard de l'idée coopérative. Trop souvent, dans les autres entreprises coopératives, l'attitude des coopérateurs

à l'égard de leurs salariés n'est pas fondamentalement différente de celle d'un patron classique, qu'il s'agisse de niveau de rémunérations, de conditions de travail ou de participation aux responsabilités et aux résultats.

Ces constatations ne doivent cependant pas cacher le bilan largement positif du monde coopératif et de ses réalisations. La rentabilité des entreprises coopératives est largement utilisée à financer des actions sociales intéressantes, qu'il s'agisse de formation, de loisirs ou de l'aide au tiers-monde.

De plus, l'univers coopératif a des ressources incalculables pour imaginer des réponses nouvelles au défi du monde moderne. Un mouvement se dessine pour rassembler entre elles les ressources éparpillées en moyens financiers, en idées et en hommes et pour retrouver un idéal commun capable de créer une nouvelle dynamique coopérative. Sommes-nous à la veille d'une expérience aussi novatrice que le fut, en 1844, celle des dix-huit dissidents de Rochdale, en Angleterre, qui nous ont montré par exemple les inventeurs des coopératives de consommateurs, mais eurent l'insigne mérite de formuler les principes de la coopération ? Il est trop tôt pour le dire, mais l'urgence d'une telle démarche ne saurait échapper à personne.

JOSÉE DOYÈRE

1844 : les pionniers de Rochdale

L'UNIVERS composite et disparate de la coopération est lié fondamentalement par le respect obligatoire de cinq règles simples : « la libre adhésion (c'est le principe de la porte ouverte) ; le contrôle démocratique (c'est le principe « un homme, une voix ») ; la distribution des excédents au prorata des opérations (la « répartition ») ; l'intérêt limité versé au capital ; l'indisponibilité des réserves.

Ces règles se dégagèrent au siècle dernier de l'expérience des premières coopératives.

Au moment où dans les pays occidentaux l'essor industriel transformait profondément le paysage économique et les modes de vie, cette forme nouvelle d'activité qui n'avait pas le profit pour but unique se fit jour parallèlement aux balbutiements du syndicalisme ouvrier, tandis qu'avec Fourier, Louis Blanc, Proudhon s'élaboraient les doctrines socialisantes.

L'aventure des « équitables pionniers de Rochdale », fondateurs d'une des premières coopératives de consommateurs, a pris, pour les coopérateurs du monde entier, figure de symbole et de légende. Le 28 décembre 1844, à Rochdale, l'une des plus riches cités du Lancashire,

en Angleterre, vingt-huit tisserands avaient rassemblé dans une arrière-chambre quelques pauvres marchandises : de l'huile, des lentilles, des pois secs, des bougies... Ce fut le soir, après le travail, que commença la vente. Ce commerce nouveau mit la ville en rumeur.

Un peu partout, des ouvriers, des artisans, cherchant dans la solidarité une solution à leur misère. A Lyon, en juillet 1835, s'était ouvert « le Commerce véridique et social », petite boutique qui fit scandale et fut bien vite fermée par les autorités.

« Le but de la coopération, c'est de travailler pour soi sans doute, mais aussi pour les autres. J'estime donc que c'est rebatir le rôle de la coopération que de la faire servir à des fins individualistes et que son véritable rôle est de servir à des fins collectives. Ce que la coopération doit poursuivre, ce n'est pas une œuvre de salut individuel, mais de transformation sociale », écrivait Charles Gide (1), théoricien incontesté de la coopération.

(1) Charles Gide, né en 1847, à Uzès, mort en 1932, à Paris, fut professeur de droit aux facultés de Montpellier et de Paris, et fit un cours sur la coopération au Collège de France, de 1921 à 1929.

Un poids économique considérable

Le poids économique du mouvement coopératif en France est très difficile à mesurer avec précision. L'influence variée des organismes, leur souci d'indépendance, voire d'individualisme qui les anime ont pesé considérablement sur la façon de les regrouper. Tous dans une fédération unique ou une confédération unique. Le Conseil supérieur de la coopération chargé auprès du premier ministre de suivre l'ensemble de ces questions, en sommeil depuis 1968, mais réactivé grâce à un décret du 20 avril 1975, compte plus de membres que le Groupe-ment national de la coopération (G.N.C.), qui, lui, réunit celles qui officiellement participent au mouvement coopératif.

I. — Les adhérents du G.N.C.

Sur le plan économique, les entreprises coopératives ont pris une particulière ampleur dans l'agriculture, la banque et le commerce. Elles sont en outre présentes dans des domaines limités, dans des domaines comme la pêche, l'industrie, le logement, etc.

● L'AGRICULTURE

La Confédération nationale de la mutualité, du crédit et de la coopération agricole (C.N.M.C.C.A.), 129, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e regroupe les coopératives agricoles, la Mutualité agricole (assurances) et le Crédit agricole (banque) (voir ci-dessous).

— La Confédération française de la coopération agricole, qui a réuni en 1968 les deux groupes rivaux de coopératives, est présente dans vingt-deux branches

spécialisées de l'agriculture. Elle compte 324 730 adhérents, répartis en 13 545 coopératives, avec près de 75 milliards de francs de chiffre d'affaires et 95 000 salariés. Le secteur coopératif réalise 22 % du chiffre d'affaires des industries agricoles et alimentaires. Quatre branches représentent à elles seules 85 % de ce chiffre d'affaires : céréales et oléagineux (28 %) ; lait et produits laitiers (28 %) ; approvisionnement et aliments du bétail (21 %) ; bétail et viande (12 %). Vingt-huit grandes coopératives atteignent environ 30 % du chiffre d'affaires global.

Les coopératives agricoles produisent en France 43 % des produits laitiers (61 % du lait de consommation, 46 % du beurre, 32 % des yaourts), 50 % de la viande porcine, 15 % de la viande bovine, 18 % de la viande ovine, 25 % des œufs, 40 % des volailles, collectent 69 % des céréales, assurent la commercialisation de la moitié du vin, distribuent 40 % des fruits frais, et autant de fruits en conserve, 30 % des pommes de terre, distribuent la moitié des engrais et des pesticides, de la quincaillerie agricole, et plus de 60 % des semences de céréales et d'oléagineux.

— La Mutualité agricole, grâce à un réseau de 28 000 caisses locales d'assurance, collecte 2 milliards de francs de cotisations et verse 7 % de primes du marché français des risques-dommages. De plus, la Mutualité assure la protection sociale de sept millions et demi de personnes.

● LA BANQUE

— Le Crédit agricole, avec un bilan consolidé de 217 milliards de francs à fin 1975, avec 149 mil-

liards de francs d'encours de prêts et 80 milliards de francs de dépôts à vue, dans 8 000 bureaux, est le premier établissement financier français et occupe le troisième rang mondial.

Créées en 1844, les premières caisses locales de Crédit agricole avaient pour seul objet de financer les exploitations agricoles. Leur développement les a rapidement conduites à élargir leur mission aux équipements collectifs, à l'électrification (1923), à l'équipement agricole (1945), à l'amélioration des conditions de logement (1959). En 1971, une réforme a permis au Crédit agricole d'étendre sa compétence à tout le milieu rural et aux industries alimentaires. Les prêts à moyen et long terme aux collectivités locales ont, en 1975, atteint 3,56 milliards de francs. Aujourd'hui, le Crédit agricole collecte les deux tiers de ses ressources dans les milieux non agricoles, alors que la définition de ses frontières limitées au monde « rural » (mais les critères démographiques sont singulièrement injustes) lui interdit d'élargir le champ de son activité de prêteur.

Il draine 15 % de l'épargne française et gère un compte chèques sur virements (3 millions de déposants). Il compte 2 800 000 sociétaires, 84 caisses régionales, emploie 54 000 personnes.

— L'Union de crédit coopératif (24, avenue Hoche, Paris-8^e), décaisse une trentaine de coopératives de crédit. La plus importante, la Caisse centrale de crédit coopératif (C.C.C.C.), créée en 1934, est compétente dans tous les secteurs coopératifs non agricoles. Son bilan est de 3,7 milliards de francs, et a versé en 1975 un peu plus d'un milliard de francs de crédit. Dix Caisses de crédit mutuel ont été créées, financent les pêcheurs artisans. La Banque française de crédit coopératif assure les crédits à court terme, et une dizaine d'établissements spécialisés financent le logement, l'équipement, des coopérateurs individuels ou des coopératives.

— La Confédération nationale du crédit mutuel (23, rue Hamette, Paris-17^e) regroupe 3 060 caisses locales, regroupées en dix-neuf fédérations. Elle collecte l'épargne de ses 2 000 000 de sociétaires (près de 80 millions de francs de dépôts) et ne prête qu'à ses adhérents. La plus importante des fédérations est la Fédération d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté, avec plus de mille caisses, elle draine la moitié des dépôts du Crédit mutuel.

● LE COMMERCE

Les Coopératives de consommateurs (27, quai Le Gallo, à Boulogne) — les plus connues du grand public — avec 6 000 points de vente à l'enseigne COOP, dont 24 hypermarchés et 278 supermarchés, ont réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 12 milliards 400 millions de francs (2,4 % du commerce de détail en France). Elles emploient quarante-trois mille salariés et fabriquent dans quinze usines trois cents articles à leur marque. Leur centrale d'achat, la Société générale des coopératives de consommateurs (S.G.C.C.), est la troisième de France. La Fédération nationale des Coopératives de consommateurs (F.N.C.C.) est l'organe politique et moral des 225 sociétés coopératives (dont 25 sociétés régionales) et des 3 050 000 familles sociétaires.

Dix sociétés assurent à elles seules 80 % du chiffre d'affaire de l'ensemble. La plus importante est l'Union des coopérateurs de Lorraine (1,45 milliard de francs). Les produits alimentaires représentent 82 % de l'ensemble des ventes. La vente par correspondance (OAMP et Coop) réalise plus de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires. Groupe commercial, mais sans association de défense des consommateurs, la F.N.C.C. édite un bimensuel, le Coopérateur de France (1 million 500 000 exemplaires) et a créé le laboratoire coopératif qui publie un bulletin d'information des consommateurs, un service d'enquête, une agence de voyages, une compagnie d'assurance (la Sarawagard) complètent l'ensemble.

● LES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION

La Confédération générale des S.C.O.P. (37, rue Jean-Léclaire, Paris-17^e) regroupe 576 coopératives, dont 204 sont situées dans la région parisienne, et 258 appartiennent au secteur du bâtiment et des travaux publics. Elles emploient 35 000 personnes, dont 15 000 sont des associés coopérateurs. Leur chiffre d'affaires cumulé a dépassé 3,5 milliards de francs en 1975. La plupart d'entre elles sont des petites et moyennes entreprises. Seule l'Association des ouvriers d'instruments de précision (A.O.I.P.), qui fournit 10 % du marché français des télécommunications, emploie 4 000 personnes.

● LA PÊCHE

Une centaine de sociétés regroupent 25 000 pêcheurs artisans (dont 8 000 patrons-pêcheurs), qui produisent 45 % du tonnage total de la pêche débarquée, avec un chiffre d'affaires de 500 millions de francs.

● LE LOGEMENT

La législation a limité l'action des coopératives d'habitation à l'accession à la propriété.

— LES COOPÉRATIVES D'H.I.M. (une des quatre « familles », qui, avec les offices d'H.I.M., les sociétés anonymes et les sociétés de crédit immobilier, constituent l'Union nationale des H.I.M.), regroupent 210 sociétés et construisent 20 000 logements par an en accession à la propriété.

— LES CITES COOPÉRATIVES (non H.I.M.), au nombre de 300, construisent 5 000 logements par an et regroupent 16 000 familles.

II. — Les autres

● Les Banques populaires (131, avenue de Wagram, Paris-17^e) : 37 banques régionales, 1 652 guichets, près de 27 milliards d'encours, dont près des deux tiers à des entreprises, 26 milliards de dépôts. Les banques populaires comptent 350 000 sociétaires.

● Les coopératives de commerçants. L'Union fédérale de la coopération commerciale (U.F.C.C.), 1, cité Bergère, Paris-9^e regroupe 33 sociétés et 12 785 détaillants associés, ont au total un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs. La plus importante de ces coopératives, CODEC, réalise dans l'alimentation un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs.

On dénombre, en outre, une centaine d'autres coopératives de détaillants au chiffre d'affaires global de près de 2 milliards de francs.

La coopération commerciale groupe près de vingt-cinq mille détaillants.

● Les transporteurs routiers. — Unicoop-Trans (124, avenue de la République, Paris-11^e) comprend une vingtaine de sociétés et cinq cents adhérents exploitant un parc de deux mille véhicules et réalisant 300 millions de francs de chiffre d'affaires.

● Les artisans. — Les coopératives artisanales, peu nombreuses — une centaine au maximum — sont regroupées dans une fédération nationale (3, rue Lebrun, à Lyon).

● Les professions libérales. — Ces coopératives sont impossibles à dénombrer. Mais des médecins désireux de créer un cabinet de groupe, des architectes, pour fonder un bureau d'études avec des urbanistes, des sociologues, des ingénieurs, des avocats qui souhaitent s'associer, recourent à la formule coopérative lorsque juridiquement elle leur convient.

● Les coopératives d'entreprises. — Jouant un rôle de centrale d'achat pour le personnel d'une société, elles ont surtout pris de l'importance dans les entreprises nationales.

● La coopération scolaire (101 bis, rue du Ramelagh, Paris-16^e), est surtout présente dans le premier degré et plus vivante dans les petites agglomérations.



SEMAINE DU TRICOT

du 22 au 29 septembre

des ensembles, des pulls, des vestes et des robes, dans les plus grandes marques de tricot :

Carven, Cardin, Glenmac, Horseguard, Korrigan, Lepoutre, Lanvin, Léonard, Rodier, Timwear, Tricosa.

ENSEMBLE 3 PIÈCES tricot, acrylique et laine. Jupe unie. Pull fines rayures grand col roulé. Veste larges rayures coordonnées. Marine, opéra ou noir, bleu. 300 F

PULL acrylique col cagoule. Vert, rouge ou noir. 50 F

JUPE culotte en flanelle, laine polyester et rayonne. Gris moyen. 195 F

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS

UGEOT
104
104

(PUBLICITE)
PRÉFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE
 SERVICE DE LA COORDINATION ET DE L'ACTION ECONOMIQUE
 Coordination Administrative
 1^{er} Bureau

LIGNE NOUVELLE FERROVIAIRE PARIS-SUD-EST ET ARBRE DE TELECOMMUNICATION A GRANDE CAPACITE PARIS-SUD-EST. OUVERTURE D'ENQUETE PARCELLAIRE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CLUNY, JALOGNY, BEZES-LE-CHATEL, CONCERNANT LES PROJETS RELATIFS A :

AVIS

Le public est informé que, par arrêté du préfet de Saône-et-Loire du 3 septembre 1976, une enquête parcellaire est prescrite sur les communes de CLUNY, JALOGNY, BEZES-LE-CHATEL, concernant les projets relatifs à :

- la construction de la ligne nouvelle ferroviaire PARIS-SUD-EST ;
 - l'établissement de l'arbre de télécommunication à grande capacité PARIS-SUD-EST.
- Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés, pendant 21 jours, du 5 octobre 1976 au 26 octobre 1976 inclus :
- dans les mairies de CLUNY, JALOGNY, BEZES-LE-CHATEL ;
 - à la préfecture de Saône-et-Loire (Service de la Coordination et de l'Action Economique, 1^{er} bureau).
- Afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connaissance, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h. (sauf dimanches et jours fériés exceptés) et consigner éventuellement leurs observations sur le registre, ou les adresser par écrit au maître intéressé ou au commissaire-enquêteur.

M. Jean BARAT, ingénieur en chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, est nommé commissaire-enquêteur et siège à la préfecture de Saône-et-Loire où les réclamations pourront lui être adressées.

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance du rapport du commissaire-enquêteur à la préfecture de Saône-et-Loire.

Macon, le 15 septembre 1976.
 Le préfet,
 Jean AMET.

VALAIS - SUISSE

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et jolis. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train T.E.R. Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation d'automobiles souterraines !
 Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces
 à partir de FS 68 000.

Service de location à disposition de chaque propriétaire
 Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous
 THYON PROMOTION S.A. CH-1913 Thyon M (Suisse)
 Tél. 38.35 GURST CH.

RÉPUBLIQUE DU NIGER SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ Lignes et Postes associés à l'aménagement d'ANOU-ARAREN

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

La Société Nigérienne d'Electricité (NIGEELEC) compte lancer prochainement un appel d'offres pour la réalisation des lignes et postes haute tension et moyenne tension associés à l'aménagement thermique d'ANOU-ARAREN près d'AGADES. Les études et le contrôle des travaux sont confiés à ELECTRICITE DE FRANCE - DIRECTION DES AFFAIRES EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION (E.D.F.-DAFECO).

Les équipements comprendront :

- une ligne 132 kV de 180 km reliant le site d'ANOU-ARAREN au centre de consommation d'AKOKAN,
- un poste 132 kV à ANOU-ARAREN,
- un poste 132/20 kV à AKOKAN,
- une ligne 20 kV de 45 km reliant le site d'ANOU-ARAREN à la ville d'AGADES.

La totalité des travaux de génie civil, des fournitures de matériel et des prestations de transport, de montage et de mise en service devra faire l'objet d'une proposition unique. Cette offre pourra être accompagnée d'une proposition de financement par les soumissionnaires ou par les institutions financières du pays dont ces soumissionnaires sont ressortissants.

Les sociétés ou groupements qui seraient intéressés sont priés de se faire connaître à :

SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ
 Boîte Postale 202
 NIAMEY - République du NIGER

ainsi qu'à :
 E.D.F.-DAFECO
 68, rue du Faubourg-Saint-Honoré
 PARIS (8^e)

avant le 15 octobre 1976 en indiquant leurs références en matière d'installations analogues complètes livrées en ordre de marche, notamment en pays tropicaux.

Les constructeurs agréés recevront un dossier d'appel d'offres qui leur sera adressé dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1976 et devront remettre leur proposition au plus tard le 1^{er} février 1977.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA PRÉPARATION

QUATRE ACTIONS CONTRE L'INFLATION

(Suite de la première page.)

Produire ce « surplus » national, à plus forte raison le redistribuer, pour permettre les investissements nécessaires dans les différents secteurs, exige un ajustement des hausses des rémunérations, traitements, salaires, dividendes, etc., et par conséquent, une contribution de leurs titulaires à la lutte contre l'inflation. Cette contribution peut-elle résulter de leur participation volontaire, aboutissant à un accord contractuel aux différents niveaux entre les intéressés : syndicats, patrons, Etat ? Objectif probablement insaisissable dans les circonstances actuelles !

La politique contractuelle au niveau des services publics est à sens unique : celui d'une amélioration du pouvoir d'achat qui, par contagion, entraîne tous les autres secteurs. S'agissant du secteur productif, les contreparties exigées par les syndicats dominants — notamment la correction des inégalités — sont soit inflationnistes, comme une amélioration trop brutale des bas salaires ou des conditions de travail, soit politiquement irréalisables, tel l'impôt sur la fortune, qu'il va falloir pourtant instaurer si l'on ne veut pas faire des salariés les éternels victimes de l'impôt, comme les pauvres sous l'Ancien Régime. L'équilibre est difficile à trouver dans cet

effort pour limiter les accumulations excessives de richesses, sans pour autant niveler la société par le bas, ni priver l'économie de son efficacité.

Les chefs d'entreprise, de leur côté, ne sont pas prêts à s'engager dans des négociations collectives sur les salaires réels. Ils préfèrent garder leur liberté individuelle pour faire face au marché de plus en plus complexe du travail, et pour pouvoir se dispenser la main-d'œuvre qualifiée en faisant de la surenchère sur leurs offres, tandis que, parallèlement, de nombreux Français s'inscrivent à l'Agence pour l'emploi, du fait de leur incapacité ou, simplement, de leur refus d'accepter les emplois disponibles — chacun pour soi, l'Etat pour tous !

Constatant l'absence de consensus social, le gouvernement doit-il renoncer à toute action sur ce point et, par là, reconnaître le caractère fatal de l'inflation ? Question politique capitale, parce qu'elle est posée aussi bien par l'opposition que par la majorité : en ce domaine, il ne s'agit pas de choisir entre la politique actuelle et le programme commun de la gauche, qui n'innove rien sur ce point, mais de déterminer une voie qui ne soit ni la libéralisation économique ni un changement radical conduisant à une gestion totalitaire de l'économie.

Salaires et prix

Il faut réussir à encadrer, sans supprimer le marché, les quatre principales sources de hausse des prix : rémunérations, profits, prestations sociales, action pour la qualité de la vie.

1) Une action sur les rémunérations devrait assigner deux objectifs aux entreprises. Harmoniser la distribution des revenus, non seulement avec leurs propres possibilités, mais aussi avec celles de l'économie en général : il s'agit de tenir compte des transferts de revenus vers les secteurs sans gains de productivité, comme la fonction publique. Traduire les gains de productivité en baisses des prix plutôt qu'en hausses nominales des rémunérations : l'amélioration du pouvoir d'achat par la baisse des prix est de loin la politique la plus juste, parce qu'elle est la plus génératrice de solidarité.

Comment atteindre cet objectif ? Non par le blocage des salaires et des prix, qui, à terme, ne fait qu'ajouter de nouvelles rigidités et de nouveaux déséquilibres : ni sans doute par la « serrée », mécanisme subtil et complexe, dont on peut craindre qu'en visant trop de cibles à la fois elle ne risque de manquer la bonne. L'encadrement pourrait se faire par le recours à l'une des deux méthodes suivantes :

— Soit une pénalisation par l'impôt des hausses excessives de l'ensemble des rémunérations. Les entreprises seraient libres de fixer les salaires comme elles l'entendent, mais se verraient imposer le versement à un fonds d'action économique de l'équivalent du montant des salaires ou des dividendes distribués au-delà d'un certain seuil d'augmentation ;

— Soit plutôt l'obligation de bloquer les salaires six mois sur douze, et de consentir pendant la période de blocage une baisse des prix équivalente à la hausse des salaires intervenue dans les six mois précédents, corrigée par la relation entre les coûts salariaux et les coûts totaux des entreprises. Ainsi seraient assurés, à la fois, un frein à l'augmentation excessive des rémunérations et le recours à la baisse des prix.

La discipline des salaires, pour être tolérée, exige celle des profits et des autres formes de rémunérations. A cet effet, la fiscalité doit avoir pour mission de freiner l'accumulation indéfinie de la fortune individuelle (la taxation des plus-values est l'amorce de cette évolution) ; comme elle doit être en mesure de mieux contrôler les

que les autres, à revenu égal. Parallèlement, l'action sur les prix doit contrôler l'évolution des rémunérations, notamment des profits.

2) Certes, la libération des prix reste un objectif, dans la mesure où leur contrôle est toujours imparfait et conduit souvent à une altération du système économique. Dans la situation de l'économie française, elle ne saurait cependant être généralisée ni être inconditionnelle. Elle doit se limiter aux secteurs réellement concurrentiels ; elle doit être accompagnée d'une loi rigoureuse contre les ententes. Aux Etats-Unis, tout dirigeant d'entreprise qui se concerte avec un concurrent est envoyé en prison ! Une disposition de ce genre transformerait rapidement les méthodes de certains secteurs de l'économie.

Pour les autres secteurs industriels, notamment ceux à qui les marques confèrent une position de monopole, comme pour la distribution, le prix « administratif » doit être maintenu. Mais, afin d'éviter les abus contraires à ceux que l'on veut combattre — et ils sont tout aussi nombreux — les chefs d'entreprise — départementales ou nationales, suivant l'importance des firmes — devraient pouvoir en appeler à une commission des prix qui, par sa large composition (représentants du secteur privé et des différentes administrations concernées : Plan, industrie, agriculture, etc.), garantirait que les décisions prises ne se réfèrent pas uniquement à l'indice des prix, mais à l'ensemble des critères économiques, notamment la productivité et l'investissement et, à travers eux, l'emploi.

Sécurité sociale et qualité de la vie

3) Le même effort devrait être accompli sur le plan de la Sécurité sociale, où certaines dépenses se développent sans frein et sans contrôle, et vont peu à peu profiter comme un cancer dans notre économie. Etablir un budget prévisionnel soumis à l'examen du Parlement serait un premier pas vers la maîtrise de la situation. Ce budget devrait être obligatoirement établi en équilibre comme celui des collectivités locales et, lorsque surviendrait un déficit, des recettes nouvelles ou des économies devraient être trouvées. Tant que la Sécurité sociale ne fera pas l'objet d'un débat contraignant entre le Parlement et le gouvernement, com-

me, l'est le budget de l'Etat, le problème sera éternellement la création monétaire continuera à servir d'expédient.

4) Malgré tant d'efforts, qui exigent autant de courage politique que d'habileté technique, l'inflation ne serait pas éliminée si, parallèlement, ne s'exerçait un contrôle plus strict sur l'ensemble des décisions prises pour l'amélioration de la qualité de la vie.

Celle-ci donne lieu à une surenchère, dans les aspirations comme dans les promesses, sans que jamais le prix en soit indiqué ni mesuré clairement. Pourtant, qu'il s'agisse de transformer les conditions de travail ou le cadre de vie, l'effort est singulièrement

coûteux : 2 à 3 % du P.N.B. pour la protection de l'environnement, estimant les écologistes. Au détriment de qui sera-t-il fait ? Il est d'autant plus inflationniste qu'il s'accomplit à travers une multitude d'initiatives dispersées dans tous les secteurs, dont les coûts ne sont pas additionnés. Ainsi, dans le département alpin de montagne, les effets conjugués des réglementations nouvelles concernant la qualité architecturale des logements, les matériaux employés, l'isolation, une réglementation plus douce des horaires de travail, des exigences nouvelles en matière d'urbanisme, de sécurité et d'équipement, vont entraîner une augmentation du coût de la construction de près de 40 % en 1977 !

Sans doute, aucun des décideurs qui ont contribué, chacun pour une petite part, à cette flambée des coûts ne se sent-il complice de la hausse des prix qui va en résulter ! De même, aucun n'aime doter sa commune d'équipements qui lui paraissent indispensables, même s'ils font double emploi avec ceux du voisin ou ne sont que faiblement utilisés. N'a-t-il conscience d'être un agent de l'inflation ?

Et, pourtant, l'endettement contracté à cet effet par les communes altère nécessairement les finances publiques, ou amplifie la création de monnaie. Lorsque de telles initiatives, nationales ou locales, se répètent dans tous les azimuts, comment s'étonner que l'on ne puisse maîtriser une inflation, qui, en quelque sorte, coule par les deux bouts, c'est-à-dire au niveau de la distribution des revenus et de la formation des prix ?

Ainsi le pays glisse-t-il tranquillement vers une situation où les espoirs, comme les efforts individuels, viennent se perdre dans les profondeurs d'une inflation qui frappe au hasard et décourage peu à peu la collectivité en l'appauvrissant, la démolissant et, finalement, la désagrégeant.

Il ne suffit pas de dire la vérité aux Français. Même si elle leur fait horreur, ils l'entendent d'autant mieux qu'ils croient qu'en l'écoulant ils seront délivrés du mal. Il faut agir en conséquence : c'est-à-dire arracher ce pays au processus à la britannique ou à l'italienne dans lequel il est en train de s'engager. L'entreprendre, en ajoutant l'imagination au courage, donnera confiance aux Français en leurs dirigeants et apportera à la majorité le crédit qu'elle ne saurait que dilapider en rivalisant avec l'opposition, dans la facilité.

ALBIN CHALANDON.

INVESTISSEURS

Il existe à NICE un immeuble de standing
 vendu à des conditions exceptionnelles

2.400 FRANCS LE M²

3, 4, 5 Pièces habitables et louables

immédiatement. Rentabilité dès signature

Gestion assurée.

Rendez-vous à NICE ou à PARIS avec

Jean-Claude GUNST

J. C. GUNST, Commercialisations S.A.R.L./F.N.A.I.M.
 25, rue de la Buffe - NICE - Tél. : 88-22-06.

ENOE
 Ecole Nouvelle d'Organisation
 Economique et Sociale
 Etablissement privé d'enseignement
 Technique et Supérieur
 ETUDIANTS et SALAIRES
 (Formation reconnue par l'Etat)
 — PROBATOIRE
 — D.E.C.S.
 EXPERTISE COMPTABLE
 Sur place à distance.
 62 r. Miramont 75008 Paris
 Téléphone : 522.55.26

CHATOU :
 16, rue des Garennes
 400 m R.E.R.
Villa Les Garennes
 studio au 5 pièces
 standing, quartier résidentiel
 réalisation : ERIMO
 359.25.09
 à Chatou : s.a. H. LE CLAIR
 65, av. Foch. 976.30.02

SICOB 76

LES ÉDITEURS SPÉCIALISÉS SERONT AU NIVEAU 3 (ZONE AF)

FRANCIS
 LEFEBVRE

DUNOD

ENTREPRISE
 MODERNE
 D'ÉDITION

SIREY-
 DALLOZ

ÉDITIONS
 D'ORGANISATION

MASSON

PUBLI-
 UNION

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AIDE SOCIALE

APRÈS LA TENTATIVE DE SUICIDE D'UNE HANDICAPÉE L'erreur d'un ordinateur n'explique pas tout

De notre correspondant

Nancy. — « On a vu l'aspect technique au détriment du côté social », confient deux représentants de la section C.G.T. de la caisse d'allocation familiale de Meurthe-et-Moselle, à Nancy, où une handicapée âgée de cinquante-cinq ans, Mme Berthe Houbin, a tenté, jeudi 16 septembre, de se donner la mort en s'entassant les bras, dans les locaux mêmes de la caisse. La quinquagénaire s'était auparavant vu refuser au guichet le versement de 700 F., montant des allocations qu'elle touchait habituellement en tant qu'adulte handicapée à 100 % et au titre de l'allocation-logement.

Cette affaire, qui s'est finalement terminée sans drame — Mme Houbin après une hospitalisation a regagné son domicile — montre qu'une petite erreur d'ordinateur peut avoir des répercussions sociales imprévues et importantes. En juillet, une information avait

été substituée à une autre dans la programmation de l'ordinateur de la caisse d'allocation familiale de Meurthe-et-Moselle.

Fin août, les premières réclamations parviennent à la CAF. Elles atteignent le nombre de sept. « Nous étions au courant, a déclaré M. Jean Chery, directeur adjoint, mais nous ne savions pas que c'était aussi important. Nous ignorions que cette erreur pouvait avoir des conséquences dramatiques. »

À la direction, on indique qu'il a fallu quinze jours pour réviser le programme : « Pour nous, le cas de l'ensemble des personnes concernées n'était pas le seul cas de Mme Houbin. Nous avions d'ailleurs l'intention, suite à l'interception de la dérogation syndicale C.G.T. le 15 septembre — le matin du drame — d'examiner le dossier. Nous aurions pris la décision de payer les personnes ayant posé une réclamation au cours de l'après-midi. »

La direction de la caisse affirme qu'elle n'avait aucun moyen de retrouver les noms des personnes lésées : « Nous devions attendre qu'elles se manifestent. » Les délégués syndicaux reprochent à la direction de ne pas avoir vu le côté humain de l'affaire : « On pouvait retrouver les noms avec l'ordinateur. Évidemment, cela n'a pas été fait. On a pu constater que sept autres personnes qui avaient touché sept mille allocations, la direction avait aussi rectifié. »

CLAUDE LEVY.

FORMATION CONTINUE

62 % DES STAGIAIRES DE 1975 SONT DES OUVRIERS OU DES EMPLOYÉS.

M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique, a fait part lundi 20 septembre de ses projets en matière de formation professionnelle. Il a indiqué son intention de renforcer les actions en faveur des demandeurs d'emploi, et spécialement des jeunes. Il a précisé qu'il poursuivait la politique de son prédécesseur visant à « moderniser » les cours de promotion sociale et à « relancer » l'apprentissage.

M. Ligot espère déposer au cours de la prochaine session parlementaire un projet de loi sur l'amélioration du droit au congé-formation. Une aide de l'Etat compléterait l'effort supplémentaire consenti par les entreprises.

M. Ligot a aussi précisé que le gouvernement avait l'intention de mettre l'accent sur le développement de la formation dans le secteur des petites entreprises. Le secrétariat d'Etat étudie notamment la possibilité d'une cotisation additionnelle à la « taxe pour frais de chambre des métiers » destinée au financement exclusif de la formation continue.

M. Ligot a indiqué que les entreprises ont, globalement, consacré en 1975 1,82 % de leur masse salariale à la formation professionnelle (1) (l'obligation légale était de 1 %). Un million sept cent quatre-vingt-dix mille salariés ont participé à un stage, soit 17,8 % d'entre eux. 62 % de ces stagiaires sont des ouvriers et des employés (contre 61 % en 1974, 58 % en 1973 et 54 % en 1972).

(1) 1,83 % en 1974.

CONFLITS SOCIAUX

DES GRÉVISTES OCCUPENT LE RESTAURANT DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE LA HAGUE

Quatre cents à cinq cents grévistes ont occupé, lundi 20 septembre, le restaurant de la centrale nucléaire de la Hague (Manche). Le conflit, qui oppose le personnel de ce centre nucléaire, selon les syndicats, s'étend aux autres centrales nucléiques. Au cours d'une assemblée générale tenue lundi matin, le syndicat national de l'énergie atomique C.N.E.A. a communiqué, à l'issue d'une rencontre inter-syndicale réunissant la C.F.D.T., F.O. et la F.F.A.E.N. (autonomes), que « la presque totalité des personnes du centre de l'énergie atomique de la Hague (neuf cents cinquante salariés), qui ont cessé le travail depuis le 16 septembre, ont décidé de poursuivre l'action ». De son côté, le syndicat C.G.T. de l'énergie atomique, absent jusqu'à présent du mouvement, a protesté contre l'expulsion par la gendarmerie des grévistes qui avaient occupé les usines du Centre. Il se prononce en faveur d'une action « unitaire sur des motifs d'ordre clairs et précis ». Une délégation de grévistes du centre atomique de la Hague a été reçue lundi par M. Desange, chef du centre, mais a obtenu, semble-t-il, aucun apaisement quand à un arrêt de la prise en charge du centre par la COGEMA.

● **BAISSE DU PRIX DE L'ESSENCE EN R.F.A.** — Le prix de l'essence à la pompe a baissé de 1 à 3 pfennigs (de 2 à 6 centimes, environ) en moyenne en République fédérale allemande au cours de ces dernières semaines. Cette baisse est due pour une part, à l'affaiblissement du dollar par rapport au deutschemark, et pour une autre part, à une augmentation de l'offre supérieure à celle de la demande. — (A.F.P.)

AFFAIRES

Pour quintupler son chiffre d'affaires en quatre ans Texas Instruments mise sur les calculatrices de poche et les montres à quartz

Premier fabricant mondial de composants électroniques, la société américaine Texas Instruments entend quintupler son chiffre d'affaires en quatre ans et le faire ainsi passer de 2 milliards de dollars en 1976 à 10 milliards en 1980.

Pour réaliser une telle croissance, les seuls composants ne sauraient suffire. Texas vise donc d'autres marchés. D'une part, les montres à quartz, où le groupe vient de casser les prix (128 F le premier modèle) et semble aller vers la généralisation de ce produit (« une montre par type d'activité »). D'autre part, la calculatrice électronique dite de poche. Voilà cinq ans que Texas, profitant de son acquis technologique dans la miniaturisation des composants, s'est lancé sur ce marché. Aujourd'hui, le groupe espère en prendre une part substantielle grâce à une nouvelle série de machines qui va de la calculatrice scientifique capable de résoudre tous les problèmes mathématiques pour la modeste somme de 175 F, en passant par

les « jeux éducatifs » et la calculatrice de poche avec imprimante. Les chiffres de Texas et plus généralement des fabricants de calculatrices (Hewlett Packard, National Semi Conductor, autre géant des composants à 16,5 milliards de dollars, qui lance une calculatrice de poche alimentée par des piles solaires, les Japonais, Novus, Philips mais aucun groupe français) sont de deux ordres : les ménages (10 % seulement) sont équipés d'une telle machine en Europe contre 40 % aux Etats-Unis et surtout le secteur de l'éducation, de la maternelle à Polytechnique. L'introduction massive de la calculatrice à l'école étant déjà chose faite en Suède.

Troisième champ d'action de Texas : la mini-informatique (mini-ordinateurs et terminaux). Texas suit ainsi un chemin logique. Partir des composants électroniques, il passe peu à peu à l'informatique, alors qu'IBM, dans le même temps prend le chemin inverse. Les deux géants américains vont se retrouver sur le marché de la mini-informatique qui intéresse évidemment beaucoup de monde, puisqu'on parle également de l'arrivée en force de I.T.T. — J.-M. Q.

UN ARRÊTÉ PERMET À L'UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS D'AGIR EN JUSTICE

Après bien des difficultés, l'Union fédérale des consommateurs — qui édite la revue *Que choisir* ? — vient de recevoir son agrément pour exercer en justice, en faveur des consommateurs lésés, l'action civile prévue par la loi du 31 décembre 1975 (loi d'orientation du commerce et de l'artisanat). L'arrêté agréant l'U.F.C. a en effet paru au Journal officiel du 21 septembre.

Cet agrément, nécessaire pour se porter partie civile, ne peut être donné à une organisation nationale que si elle groupe plus de dix mille adhérents. Or, jusqu'au développement récent des associations locales de l'U.F.C., celle-ci ne pouvait satisfaire à cette clause. Bien que cette association des consommateurs soit riche des deux cent trente mille abonnés à *Que choisir* ? (mais un abonné à une revue n'est pas un adhérent...) et des soixante mille lecteurs qui achètent la revue dans les kiosques, elle n'avait pu obtenir cet agrément.

Aujourd'hui, les soixante-dix associations locales groupent de dix-sept mille à dix-huit mille adhérents, ce qui a permis de surmonter la difficulté.

prévoient que ces chiffres portent sur 38 entreprises françaises employant 6 225 ouvriers, employés, cadres et artistes du spectacle.

● **LE GROUPE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON** va racheter la firme britannique Turner and Newall Ltd. sa participation de 12,7 % dans la société américaine Certain-Ted.

LA SOCIÉTÉ LE NICKEL MAJORE SES TARIFS DE 9 %

La société Le Nickel (S.L.N.), filiale à 50 % / 50 % d'Imetal et d'Elf-Aquitaine, majore d'environ 9 % le prix de son nickel, qui passe de 24,50 F le kilo à 26,75 F. La S.L.N. s'aligne ainsi sur les autres producteurs mondiaux, essentiellement INCO, qui ont relevé leurs tarifs d'un peu moins de 10 % (le Monde du 14 septembre 1976).

FORTE PROGRESSION DES VENTES DE DISQUES ET MINI-CASSETTES EN 1975

— 130 millions de disques et 9 millions de cassettes, cartouches et autres bandes pré-enregistrées ont été vendus en France ou exportés en 1975, soit une progression de plus de 20 % par rapport à 1974. Ces statistiques viennent d'être publiées par le Syndicat national de l'édition phonographique et audiovisuelle (SNEPA), qui

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIDEL

L'assemblée générale ordinaire du 15 septembre 1976 a approuvé les comptes et les résultats de l'exercice clos au 30 juin 1976. Les bénéfices nets ont été répartis comme suit :

Sur le bénéfice net de l'exercice de 6,23 millions de francs, il a été décidé de :

— rétribuer le dividende à 4,90 millions de francs correspondant à un dividende unitaire de 10,50 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 5,25 F. Le revenu global par action s'élève ainsi à 15,75 F ;

— affecter à l'avenir, à compter du 27 septembre, en échange du coupon n° 55.

Au terme de son allocation, le président a donné un aperçu de la situation des entreprises à l'issue du premier semestre 1976.

— Le volume d'activité est en accroissement de 11 %, malgré la médiocrité de la conjoncture régnant dans le secteur d'activité ;

— Le portefeuille des commandes totalise 1 milliard de francs dont 770 millions de francs restant à facturer au 1^{er} juillet 1976, traduisant une progression de 20 % sur l'année précédente.

Le chiffre d'affaires et les résultats de l'exercice en cours devraient être supérieurs à ceux de 1975, si aucun fait nouveau ayant une incidence défavorable n'intervient dans les derniers mois de l'année.

L'OCEANE

COFIROUTE

COMPAGNIE FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE DES AUTOROUTES

La société émet depuis le 20 septembre 1976 un emprunt garanti par l'Etat de 250 millions de francs, au taux de 10,5 %, représenté par 250 000 obligations de 1 000 francs nominale. Chaque obligation, créée le 6 septembre 1976, est émise au prix de 1 000 francs. L'intérêt annuel de 106 francs, soit 10,6 %, sera payable le 6 septembre de chaque année, et pour la première fois le 6 septembre 1977.

Cet emprunt, d'une durée de quinze ans, sera amorti obligatoirement en douze ans à compter du 6 septembre 1978 :

— 20 % par remboursement au pair (le premier remboursement devant avoir lieu le 6 septembre 1980) ;

— 80 % par rachat en Bourse.

Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle de la clôture de l'emprunt.

L'avis a paru au BALO du 20-9-1976, et une notice visée par la COS le 1-9-1976 sous le n° 76-119 est à la disposition du public.

LE NICKEL - S.L.N.

A la suite des récentes modifications du prix du nickel exprimé en dollars, la société minière Le Nickel-S.L.N. est également amenée à réviser son barème de prix.

En France française, sur la base de 1 U.S. = 4,90 F.F., le barème applicable en France s'établit dorénavant comme suit :

— Nickel affiné en rondelles : 26,75 F le kilo de rondelles sur camion/wagon départ Le Havre ;

— FN 1 : 27 F le kilo de nickel contenu ;

— FN 2 : 26,55 F le kilo de nickel contenu ;

— FN 3 : 26,45 F le kilo de nickel contenu ;

— FN 4 : 26,35 F le kilo de nickel contenu ;

— FN 5 : 26,25 F le kilo de nickel contenu.

A l'exportation, des modifications similaires seront appliquées sur tous les marchés.

(PUBLICITÉ)

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN (O. N. T. T.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Alimentation en eau potable des zones touristiques de JERBA et de ZARZIS (phase urgente)

Fourniture, transport, montage et essais des équipements électromécaniques du forage Zeuss 5

L'Office National du Tourisme (O.N.T.T.), avec le concours de la S.O.N.E.D.E., lance un appel d'offres international pour la fourniture, le transport, le montage et les essais du groupe électropompe du moteur Diesel et de ses accessoires pour l'équipement du forage de Zeuss 5.

Le financement de ces travaux est assuré par la Banque allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau.

La date limite de remise des offres et d'ouverture des plis est fixée au vendredi 3 décembre 1976, à 11 heures.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés du Service Marchés de la S.O.N.E.D.E., 23, rue Jawahar-le-Neyru - Montfleury - Tunis, contre paiement de (30) trente dinars tunisiens.

Pour louer une voiture au Gabon, réservez chez

europcar

645.21.25

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres.

Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des professeurs (docteurs, cadres ou conseillers). Contrôle continu et systématique des connaissances.

L'ECL organise également un "Cours supérieur" préparatoire à la Direction des Entreprises, réservé aux cadres déjà en fonction.

Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Morax 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 28 92, en précisant la référence MF 27

N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ

(Royal Dutch)

Etablie à La Haye/Pays-Bas

Le Conseil d'Administration et la Direction de la N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ (Royal Dutch) ont décidé de distribuer, à valoir sur le dividende de l'exercice 1976, un acompte de fl. 4,50 par action ordinaire.

Sous déduction de l'impôt néerlandais de 25 % et contre remise du coupon No. 180 des certificats d'action au porteur munis de coupons, ce dividende intérimaire sera payable en France à partir du 28 septembre 1976 auprès de :

Lazard Frères & Cie
5, rue Fillet-Will
Paris, 9e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10 %) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting" No. 92F ou No. 95F, prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende intérimaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons de dividende séparés (dits titres CF), ceux qui, le 17 septembre 1976, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende intérimaire sera versé le 28 septembre 1976, sous déduction de l'impôt néerlandais sur ce dividende, au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10 %) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, la ou les déclarations "Inkomstenbelasting" No. 92F ou No. 95F.

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15 % effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendront à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en France française au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage. Sur demande, le dividende peut être payé en une autre monnaie. L'établissement payeur fournit tous renseignements.

La Haye, le 16 septembre 1976

LA DIRECTION

